

GOLDMAN SACHS FUNDS V

Précédemment connu sous l'appellation : NN (L) Patrimonial

Société d'Investissement à Capital Variable
R.C.S. Luxembourg N° B 24 401

Rapport annuel 2023

Pour plus de renseignements, veuillez contacter :

Goldman Sachs Asset Management B.V.
Boîte Box 90470
2509 LL La Haye
Prinses Beatrixlaan 35
2595 AK La Haye
Pays-Bas
E-mail : clientservicingam@gs.com
ou www.gsam.com/responsible-investing

MISE EN GARDE

Aucune souscription ne peut être enregistrée sur le seul fondement des états financiers. En outre, pour être recevable, une souscription doit être émise sur la base du prospectus en vigueur, accompagnée du dernier rapport annuel en date et du rapport semestriel le plus récent, s'il a été publié entre-temps.

Le prospectus, les statuts ainsi que les rapports annuels et semestriels sont mis à la disposition des Actionnaires sur le site Web et au siège social de la Société mentionnés dans ce rapport. Ils seront également adressés gratuitement à toute personne sur demande.

Les informations figurant dans ce rapport sont fournies à titre indicatif uniquement. Elles ne présagent pas des résultats futurs.

Seule la version en anglais du présent Rapport annuel a été audité par le Réviseur d'entreprises agréé. Par conséquent, le Rapport d'audit fait uniquement référence à la version anglaise du rapport ; les autres versions sont le fruit d'une traduction consciencieuse. En cas d'écarts entre la version anglaise et sa traduction, la version anglaise fait foi.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| ADMINISTRATEURS ET AUTRES INFORMATIONS | 5 |
| RAPPORT DE GESTION | 6 |
| RAPPORT D'AUDIT | 16 |
| ÉTAT DE L'ACTIF NET | 19 |
| ÉTAT DES OPÉRATIONS | 20 |
| ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET | 22 |
| STATISTIQUES | 23 |
| NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS | 25 |
| Liste des investissements | 36 |
| AUTRES INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES (NON AUDITÉES) | 62 |

ADMINISTRATEURS ET AUTRES INFORMATIONS

Goldman Sachs Funds V

Société d'Investissement à Capital Variable

Un organisme de placement collectif constitué en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg

Conseil d'administration

Dirk Buggenhout
Benoît De Belder (jusqu'au 31 mai 2023)
Patrick Den Besten (jusqu'au 27 janvier 2023)
Hilary Lopez (depuis le 26 avril 2023)
Jan Jaap Hazenberg
Sophie Mosnier

Société de gestion

Goldman Sachs Asset Management B.V.
(anciennement, NN Investment Partners B.V.)
35, Prinses Beatrixlaan, 2595 AK, La Haye,
Pays-Bas

Auditeur

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative
2, Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg

Agent d'administration, Dépositaire, Agent de registre, Agent de transfert et Agent payeur

Goldman Sachs Asset Management B.V.
(anciennement, NN Investment Partners B.V.)
35, Prinses Beatrixlaan, 2595 AK, La Haye,
Pays-Bas

délégué à

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.
80, route d'Esch, L-1470 Luxembourg

Distributeur mondial

Goldman Sachs Asset Management B.V.
(anciennement, NN Investment Partners B.V.)
35, Prinses Beatrixlaan, 2595 AK, La Haye,
Pays-Bas

Gestionnaire

Goldman Sachs Asset Management B.V.
(anciennement, NN Investment Partners B.V.)
35, Prinses Beatrixlaan, 2595 AK, La Haye,
Pays-Bas

Siège social

80, route d'Esch, L-1470 Luxembourg

RAPPORT DE GESTION

Contexte économique

La croissance économique a été plus élevée que prévu aux États-Unis, dans la zone euro et en Chine au quatrième trimestre 2022. L'économie américaine a progressé de 2,6 % en glissement trimestriel annualisé, tandis que celle de la zone euro est restée inchangée sur une base trimestrielle. L'Europe a réussi à éviter une crise énergétique et les prix du gaz ont fortement chuté, ce qui a tempéré les craintes liées à la croissance. En Chine, la croissance économique a ralenti à 2,9 % en glissement annuel au quatrième trimestre, tout en restant stable d'un trimestre à l'autre. Le gouvernement chinois a toutefois abandonné son approche « zéro COVID » au cours du trimestre. Bien que cette décision ait provoqué une montée en flèche des infections, elle a généré des prévisions de rebond économique. Par ailleurs, le gouvernement chinois a annoncé de nouvelles mesures pour stimuler un secteur immobilier en difficulté. L'inflation a chuté au cours du trimestre, l'inflation globale aux États-Unis ayant baissé chaque mois entre juillet et décembre, signe que les pressions sur les prix à court terme avaient commencé à s'estomper. Toutefois, le chiffre de décembre (6,5 %) restait élevé par rapport aux normes historiques. Le recul de l'inflation globale a été principalement induit par la baisse des prix de l'énergie et par la poursuite de la modération de l'inflation des prix mondiaux des marchandises, alors que les goulots d'étranglement de l'offre continuaient à se résorber.

Le premier trimestre 2023 a connu un début encourageant, avec l'optimisme suscité par la réouverture de la Chine, une nouvelle baisse des prix du gaz en Europe ainsi qu'une inflation modérée et une croissance des salaires aux États-Unis en janvier. Toutefois, les données macroéconomiques meilleures que prévu et l'inflation supérieure aux attentes en février ont fait craindre que la Réserve fédérale (Fed) ne doive resserrer sa politique plus qu'escompté, augmentant ainsi le risque d'un atterrissage brutal de l'économie. Les cours du pétrole ont chuté à partir de la deuxième moitié du trimestre. Tous les regards se sont alors tournés vers le secteur bancaire début mars, avec l'effondrement soudain de la Silicon Valley Bank aux États-Unis. Sa faillite s'explique en partie par la perte de valeur de ses investissements massifs dans les bons du Trésor américain à long terme, liée à la forte hausse des taux d'intérêt l'année précédente. Deux jours plus tard, la Signature Bank s'est également effondrée. Parallèlement, en Suisse, la banque Credit Suisse a été reprise par sa rivale UBS sur fond de craintes de risque systémique. L'économie américaine a progressé de 2,2 % en termes annualisés au cours du trimestre.

L'inflation a progressivement chuté au début du deuxième trimestre. Le secteur bancaire a toutefois connu un nouvel effondrement aux États-Unis, avec la vente de la First Republic Bank à JPMorgan Chase. Les investisseurs ont également été très préoccupés par l'imminence de l'échéance du plafond de la dette américaine, bien que le Congrès ait finalement adopté une législation qui a permis d'éviter un défaut de paiement des États-Unis. En mai, les chiffres de l'économie se sont améliorés aux États-Unis, a contrario de ceux de l'Europe et de la Chine, qui ont montré des signes d'affaiblissement. Les indices des directeurs d'achat du secteur manufacturier ont continué à se détériorer, tandis que ceux du secteur des services ont progressé, entraînant une divergence record entre les deux. Le resserrement des conditions financières, la rotation continue de la consommation de biens vers la consommation de services et l'affaiblissement de l'activité industrielle chinoise ont été les principaux moteurs de cette divergence. La baisse de l'inflation s'est poursuivie dans la plupart des économies en juin. Simultanément, l'espoir d'une amélioration des relations entre les États-Unis et la Chine a pointé avec la visite du secrétaire d'État américain Antony Blinken, plus haut responsable américain à se rendre en Chine depuis cinq ans. D'autres signes ont attesté de la résilience de l'économie américaine et d'une amélioration de la confiance des consommateurs.

Le troisième trimestre a commencé avec des chiffres de l'inflation inférieurs aux attentes sur les marchés développés et des données reflétant la résilience de l'activité aux États-Unis. L'économie américaine avait progressé de 2,1 % en glissement trimestriel annualisé au deuxième trimestre, ce qui était plus que prévu. Cependant, les données de l'activité dans la zone euro et la Chine ont été plus faibles, tout comme celles du secteur manufacturier mondial. Des signes timides d'optimisme ont néanmoins été constatés en Chine, les décideurs politiques ayant renforcé les mesures pour stimuler la croissance. Le contexte macroéconomique du mois d'août a été marqué par des divergences de croissance selon les régions, les États-Unis et le Japon s'étant bien comportés, tandis que la zone euro et la Chine ont continué à afficher une activité économique faible. L'inflation était toujours en baisse dans les grandes économies, mais avec des taux différents. Le marché du travail américain a poursuivi son rééquilibrage progressif, conformément à l'idée selon

laquelle l'économie américaine semble se diriger vers un atterrissage en douceur. Sur une note plus négative, citons la faiblesse continue du commerce et du secteur immobilier chinois, la morosité du cycle manufacturier de la zone euro et une révision à la baisse inattendue de la notation de crédit des États-Unis par Fitch, de AAA à AA+. Les données chinoises se sont avérées meilleures que prévu en septembre après des mois de faiblesse, tandis que l'inflation dans la zone euro et aux États-Unis a continué sur la voie de la modération. Une fois de plus, il y a eu des inquiétudes quant à un possible arrêt des activités gouvernementales aux États-Unis, mais cet écueil a été évité à temps.

Politique monétaire

Les banques centrales ont commencé à modérer le rythme du resserrement monétaire au quatrième trimestre de 2022, même si l'inflation est restée bien au-dessus des niveaux cibles. En décembre, la Fed a procédé à une dernière hausse des taux de 50 points de base (pb) pour l'année, après quatre relèvements de 75 pb. Ce mouvement était largement attendu, mais le signal fort envoyé par la Fed, avec l'annonce de la poursuite de l'augmentation des taux et de leur maintien à un niveau élevé pendant quelque temps, a créé l'étonnement sur les marchés. La Banque centrale européenne (BCE) a fait de même (plus 50 pb en décembre après de précédents relèvements de 75 pb). La présidente de la BCE, Christine Lagarde, a envoyé un message très agressif, affirmant pour la première fois que la BCE devait porter ses taux à des niveaux restrictifs pour que l'inflation baisse à nouveau. Autre surprise : l'annonce que la BCE commencerait à sortir de son programme d'achat d'actifs dès mars et ne remplacerait plus la totalité des obligations arrivant à échéance. Dans l'intervalle, la Banque du Japon a surpris les marchés en adaptant sa politique de contrôle de la courbe des taux, élargissant la plage de rendements autorisée pour les obligations d'État japonaises à 10 ans. La BoJ n'était plus en mesure de maintenir sa politique compte tenu de l'augmentation constante des rendements mondiaux. Les interventions qu'elle a dû effectuer pour éviter de brusques fluctuations sur les marchés des obligations d'État et des devises devenaient de plus en plus coûteuses.

Début janvier 2023, on craignait, à tort, que la Banque du Japon modifie une nouvelle fois sa politique de contrôle de la courbe des taux car, à l'époque, les rendements obligataires à 10 ans approchaient d'un nouveau plafond. La Fed a relevé ses taux de 25 pb en février, marquant un nouveau ralentissement du rythme des hausses. Elle a fait de même en mars, même si certains acteurs du marché pensaient que les turbulences du système bancaire la contraindraient sans doute à marquer une pause pour assurer la stabilité du système financier. La Fed a néanmoins évoqué la solidité et la résilience du système bancaire américain tout en indiquant que les évolutions récentes entraîneraient probablement un resserrement des conditions de crédit des ménages et des entreprises et pèseraient sur l'activité économique, l'emploi et l'inflation. Une histoire comparable s'est jouée en Europe, la BCE ayant relevé ses taux de 50 pb en février, puis de nouveau en mars malgré les difficultés de Credit Suisse. Christine Lagarde a dit clairement qu'elle estimait que l'inflation était trop élevée dans la zone euro et que le secteur bancaire de la région était résilient.

La Fed a relevé ses taux de 25 pb début mai, portant le taux des fonds fédéraux à 5,00-5,25 %. Elle a toutefois laissé entendre qu'il s'agirait de la dernière hausse du cycle de resserrement en cours. La BCE a ralenti le rythme de ses hausses de taux à 25 pb lors de sa réunion de mai, faisant passer le taux de dépôt à 3,25 %. Elle a aussi mis un terme aux réinvestissements de son programme de rachat d'actifs. Le Conseil des gouverneurs de la BCE a souligné qu'il continuait à voir des risques majeurs de hausse de l'inflation et précisé qu'il n'était pas encore prêt à marquer une pause. La Bank of England a également relevé ses taux de 25 pb lors de sa réunion de mai, portant le taux bancaire à 4,50 %. Elle n'a pas exclu de futures augmentations de taux si les données le justifiaient. Au même moment, la banque centrale de la République populaire de Chine a laissé entendre qu'elle maintiendrait une politique monétaire favorable, générant des attentes quant à une possible réduction du taux de réserves obligatoires des banques ou à une baisse des taux d'intérêt dans les mois suivants. La Fed a marqué une pause lors de sa réunion de juin après 10 hausses consécutives, le temps de voir l'impact des relèvements de taux sur l'économie. Elle a néanmoins revu à la hausse la trajectoire de hausse prévue. La BCE a augmenté ses taux de 25 pb supplémentaires tandis que la Bank of England a surpris le marché en relevant ses taux de 50 pb en réponse à la persistance de l'inflation au Royaume-Uni.

La Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne (BCE) ont relevé leurs taux de 25 points de base (pb) en juillet, conformément aux attentes du marché. Il est intéressant de noter que les deux banques centrales ont évité de fournir des indications sur l'orientation future de leur politique monétaire, et ont déclaré que les mesures politiques à venir dépendraient des données. La Banque du Japon a maintenu son objectif de rendement des obligations d'État

japonaises à 10 ans à 0 % mais, dans les faits, elle a augmenté le niveau maximum qu'elles peuvent atteindre de 0,5 % à 1,0 %. Ce changement a été perçu comme une première étape vers la normalisation de la politique monétaire au Japon, bien que le gouverneur de la Banque du Japon, Kazuo Ueda, ait déclaré qu'il ne s'attendait pas à ce que les rendements à long terme augmentent réellement jusqu'à 1 %. Si le symposium économique de Jackson Hole s'annonçait comme l'événement le plus attendu en août, le président de la Fed, Jerome Powell, a adopté un ton équilibré, affirmant son intention de continuer à suivre une approche de la politique monétaire dépendante des données. La banque centrale de la République populaire de Chine a surpris les marchés en réduisant les taux d'intérêt en août, et en abaissant la facilité de prêt à moyen terme à un an de 15 pb et le taux à sept jours des accords de prise en pension de 10 pb. Ces baisses ont été suivies par une diminution de 10 pb du taux préférentiel des prêts à un an. Lors de sa réunion de septembre, la Réserve fédérale américaine a, comme prévu, maintenu ses taux directeurs inchangés, mais elle a revu à la hausse ses prévisions médianes de taux directeurs pour fin 2024 (+50 pb). La BCE a relevé ses taux d'intérêt de 25 pb, conformément aux attentes du marché, tandis que la Banque d'Angleterre a surpris le marché en maintenant ses taux inchangés alors qu'une hausse de 25 pb était attendue. En Asie, la banque centrale de la République populaire de Chine et la Banque du Japon ont maintenu leurs politiques monétaires inchangées.

Marchés des titres à revenu fixe

Les rendements des obligations d'État ont légèrement augmenté vers la fin du quatrième trimestre de 2022, reflétant la réaction des acteurs du marché au ton généralement agressif adopté par les grandes banques centrales, même si le ralentissement de la croissance économique devenait évident. Cependant, les spreads de crédit se sont resserrés au cours du trimestre en raison d'un regain d'appétit pour le risque. La valeur des crédits américains et européens notés « investment grade » et à haut rendement a augmenté au cours de la période, surperformant celle des obligations d'État. On a assisté à un aplatissement marqué voire à une inversion des courbes des rendements au cours du semestre, les rendements à court terme ayant dépassé ceux à long terme, suggérant que les investisseurs commençaient à miser sur le déclin de l'inflation et plus de bienveillance des banques centrales. La situation a changé en décembre, les banques centrales redevenant plus agressives.

Les rendements des obligations d'État ont chuté en janvier 2023 en raison des prévisions de ralentissement des hausses de taux d'intérêt dans un contexte de baisse de l'inflation comme des prévisions d'inflation. Ils se sont toutefois redressés en février, le retour inattendu de l'inflation vers le milieu du mois ayant entraîné une vague de volatilité, alors que les traders réévaluaient les mesures que les banques centrales devraient prendre pour ramener les prix à leurs niveaux cibles. Les rendements ont chuté avec les turbulences bancaires de mars, la confiance vis-à-vis de l'économie mondiale ayant dévié. Ils ont progressé un peu plus tard, mais ont tout de même terminé le mois bien en dessous de leur point de départ.

Les rendements obligataires mondiaux n'ont guère évolué en avril, le calme étant revenu sur les marchés après les turbulences de mars, tandis que les obligations d'entreprises ont rebondi. Les rendements américains ont nettement rebondi en mai, dans l'espoir d'une résolution du problème du plafond de la dette, tandis que les rendements des Gilts britanniques ont fortement augmenté du fait d'une revalorisation de la politique de taux de la Bank of England. La pression à la hausse sur les rendements des obligations d'État a été beaucoup moins forte dans le reste de l'Europe. Les rendements obligataires à court terme ont enregistré une augmentation notable en juin, les marchés revoyant à la hausse leurs évaluations des taux directeurs des banques centrales pour les mois suivants. Toutefois, les prévisions bien ancrées de l'inflation à moyen terme ainsi que des inquiétudes quant aux perspectives économiques ont freiné la hausse des rendements à long terme. Les rendements des bons du Trésor américain ont atteint leur plus haut niveau sur trois mois à la fin de mois, les données économiques plus solides que prévu renforçant les prévisions selon lesquelles la Fed devrait à nouveau relever ses taux afin de maîtriser l'inflation. Parallèlement, vers la fin du trimestre, le rendement des obligations allemandes a atteint le point le plus proche d'une inversion depuis 1992, du fait de la nette progression des rendements à deux ans, qui sont les plus sensibles aux attentes en matière de taux. Les rendements obligataires britanniques ont également bondi au cours du mois, en particulier sur l'extrémité courte de la courbe.

La performance des obligations a été mitigée en juillet. Le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans a augmenté de 15 pb, malgré la baisse de l'inflation, car les bons chiffres de l'activité ont poussé les rendements à la hausse. Au Royaume-Uni, le rendement à 10 ans a chuté de 12 pb en raison d'une inflation inférieure aux attentes, tandis qu'en

Allemagne le rendement à 10 ans a légèrement augmenté, gagnant 6 pb. À l'extrémité courte de la courbe, le rendement des bons du Trésor américain à deux ans est resté stable. Le mois d'août a été plutôt volatil pour les obligations, en particulier aux États-Unis, où elles ont essuyé des ventes massives continues ; en conséquence, les rendements ont atteint leurs plus hauts niveaux depuis des années. Le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans a atteint un pic intrajournalier de 4,36 % le 22 août, son plus haut niveau depuis 2007. Toutefois, il s'est quelque peu calmé vers la fin août, terminant le mois en hausse de 13 pb. Une histoire comparable s'est déroulée au Royaume-Uni, où le rendement à 10 ans a gagné 40 pb à un moment donné, pour ensuite terminer le mois sur une augmentation d'à peine 5 pb. Les rendements allemands et japonais à 10 ans sont restés globalement stables. Les taux à court terme ont été beaucoup moins volatils, le taux américain à deux ans restant stable. En septembre, le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans a progressé de 50 pb du fait de l'orientation de la Fed consistant à conserver des taux plus élevés pendant plus longtemps, tandis que les rendements allemands à 10 ans ont augmenté de 40 pb. Les rendements japonais et britanniques à 10 ans ont légèrement progressé (de 13 et 5 pb, respectivement), leurs banques centrales se montrant moins agressives que la Fed. Le rendement américain à deux ans a augmenté de 20 pb.

Marchés d'actions

Les actions mondiales ont progressé de 0,9 % en euros au quatrième trimestre 2022. L'Europe (+9,6 %), le Royaume-Uni (+7,4 %) et l'Asie-Pacifique hors Japon (+6,2 %) ont affiché les rendements les plus solides au plan régional, l'appréciation de leurs devises face au dollar américain jouant un rôle clé. Les actions américaines ont progressé au cours du trimestre en dollars, mais ont chuté de 1,7 % en euros. L'énergie a signé la meilleure performance au quatrième trimestre, avec un gain de près de 10 % en euros. L'industrie (+8,3 %), les matériaux (+7,7 %) et la finance (+6,5 %) ont également fortement progressé. La consommation discrétionnaire est le secteur qui a le plus souffert, avec une perte de 10,3 % sur le trimestre, suivie des télécommunications (-7,7 %) et des technologies de l'information (-3,5 %).

Les actions mondiales ont progressé de 6,0 % en euros au premier trimestre 2023. Les actions de la zone euro ont, de loin, enregistré le rendement le plus élevé avec une progression de 12,3 %, tandis que les actions américaines se sont hissées en deuxième position avec une augmentation de 5,8 %. Les actions japonaises ont progressé de 4,5 % au cours du trimestre, les actions britanniques de 4,2 % et les actions émergentes de 2,2 %. Les actions du Pacifique hors Japon sont restées à la traîne, avec un gain d'à peine 0,4 %. La dispersion des rendements au niveau sectoriel a été considérable au cours du trimestre. Les TI ont mené la danse, progressant de 19,1 %, suivies par les services de télécommunications (+16,1 %) et la consommation discrétionnaire (+14,5 %). À l'autre extrémité du spectre, l'énergie (-4,9 %), la finance et la santé (-3,2 % chacune) ont toutes perdu de la valeur au cours du trimestre.

Les actions mondiales des marchés développés ont progressé de 6,6 % en euros au deuxième trimestre, alors que les actions des marchés émergents n'ont gagné que 0,6 %. Les actions américaines ont été le marché le plus performant au cours du trimestre avec une hausse de 8,3 %, suivies des actions japonaises, en progression de 6,0 %. Les actions de la zone euro ont augmenté de 3,3 % et les actions britanniques de 1,8 %. La région Pacifique hors Japon a été la seule à chuter au cours du trimestre (-2,2 %). Une fois de plus, la dispersion des rendements a été considérable au niveau sectoriel, et ce sont les TI qui ont mené la danse avec une hausse de 14,3 %. La consommation discrétionnaire a été le seul autre secteur à dégager un rendement à deux chiffres, avec une hausse de 10,2 %. En revanche, les secteurs de l'énergie et des services publics ont tous deux chuté de 0,7 % au cours du trimestre, tandis que les matériaux ont eux aussi légèrement reculé.

Les actions mondiales des marchés développés ont reculé de 0,4 % au troisième trimestre, tandis que les actions des marchés émergents ont progressé de 0,2 %. Le Japon a été le marché le plus performant au cours du trimestre, avec une hausse de 1,6 %, le Royaume-Uni le suivant de près, avec une hausse de 1,5 %. Les actions de la zone euro ont signé la plus mauvaise performance, chutant de 4,3 %, tandis que les actions américaines n'ont guère évolué, en baisse de 0,1 %. La dispersion au niveau sectoriel a été considérable au cours du trimestre. L'énergie a enregistré la meilleure performance du point de vue sectoriel, avec une hausse de 15 %, suivie par les services de communication, qui ont progressé de 4,7 %. Les services publics ont affiché le plus mauvais rendement, perdant 6,3 %, tandis que les biens de consommation de base et les technologies de l'information ont perdu 3,4 % et 3,2 %, respectivement. Tous ces chiffres sont en euros.

Les divulgations relatives au Règlement SFDR sont disponibles dans la section « Autres informations aux actionnaires (non auditées) ».

Perspectives

Nous restons d'avis que les États-Unis sont une économie en fin de cycle mais, depuis le début de l'année, la croissance américaine a surpris à la hausse, sous l'effet de facteurs porteurs temporaires (baisse supplémentaire de l'excédent d'épargne et déclin de l'inflation qui augmente les salaires réels). Nous nous attendons à ce que la disparition de ces facteurs porteurs combinée aux restrictions monétaires (qui sont encore en cours d'élaboration) ralentisse la croissance américaine au quatrième trimestre 2023, et il y a toujours un risque que cela entraîne une légère récession en 2024. Les données des enquêtes (par exemple, l'indice composite des directeurs d'achat) suggèrent que la dynamique de croissance dans la zone euro pourrait se stabiliser autour de zéro, mais nous tablons sur une poursuite de cette dynamique au quatrième trimestre 2023. À l'avenir, la croissance sera le résultat d'un bras de fer entre des restrictions monétaires toujours en cours d'élaboration d'une part et le soutien croissant induit par la croissance des revenus réels des ménages, d'autre part. Sous réserve que la dynamique du marché du travail ne se brise pas, la croissance de la zone euro devrait progressivement afficher une certaine reprise en 2024.

En Asie, nous constatons également des tendances de croissance divergentes. Au Japon, la dynamique de croissance semble solide. Elle est portée par la vigueur du marché du travail, un regain de la confiance des entreprises et une politique monétaire accommodante. En Chine, la dynamique de croissance reste dans l'ensemble faible, car les secteurs majeurs que sont l'immobilier et les exportations restent en proie à des difficultés. En raison de la dynamique accrue due aux mesures de relance depuis juillet, nous constatons actuellement les premiers signes d'une reprise de l'activité chinoise, principalement dans le secteur manufacturier, tandis que les transactions immobilières se sont légèrement améliorées. Les risques pesant sur la croissance à moyen terme continuent de provenir de la faible confiance des entreprises en raison de l'interventionnisme de l'État et de l'incertitude réglementaire.

L'inflation devrait continuer à se calmer, mais la hausse des prix des matières premières et le resserrement du marché du travail (surtout aux États-Unis) représentent des risques majeurs de hausse. Pour que l'inflation américaine redescende durablement à ses niveaux cibles, il faut que le marché du travail soit un peu plus faible, que la croissance des salaires soit contenue aux alentours de 3 à 3,5 % et que les prix de l'immobilier et des loyers restent faibles de façon continue.

S'agissant de la politique monétaire, nous ne pensons pas que la Réserve fédérale américaine continuera à relever ses taux, car le marché du travail américain a entamé un assouplissement progressif. Toutefois, le risque d'une hausse supplémentaire de 25 pb plus tard en 2023 demeure. La Fed a accentué son discours visant à conserver des taux plus élevés pendant plus longtemps. En effet, elle a revu à la hausse ses prévisions de points médians pour 2024 de 50 pb, ce qui implique une baisse des taux de 50 pb en 2024. La BCE a relevé ses taux de 25 pb pour atteindre 4 % en septembre et a envoyé un signal fort : elle a désormais probablement atteint un taux suffisamment restrictif. La BCE conserve une approche dépendante des données, mais celle-ci s'applique principalement à la durée pendant laquelle les taux resteront élevés.

Les compartiments restent optimistes quant aux actions. La solidité des croissances américaine et japonaise peut soutenir les bénéfiques, ce qui se voit dans l'amélioration de la dynamique des bénéfiques. Les marges des entreprises se stabilisent à un niveau plus élevé à mesure que la pression sur les coûts des intrants diminue, tandis que la croissance des bénéfiques américains au troisième trimestre devrait devenir positive avant de s'accélérer en 2024. Dans le même temps, la confiance des investisseurs a baissé en septembre. Toutefois, les valorisations ne laissent pas beaucoup de place à la déception quant aux bénéfiques ou à la hausse des rendements obligataires.

La tendance haussière des rendements obligataires s'est accélérée ces dernières semaines, probablement sous l'effet du discours de la Fed favorable à des taux plus élevés pendant plus longtemps, ainsi que de la baisse du risque de récession aux États-Unis. Compte tenu du contexte de fin de cycle économique et de la récente hausse des rendements réels américains, nous trouvons que les obligations d'État américaines sont attrayantes. Bien que la Fed en ait probablement fini avec les relèvements de taux, nous envisageons le risque d'une dernière hausse des taux plus tard dans l'année. Par conséquent, nous préférons augmenter progressivement notre exposition aux bons du Trésor américain. Nous tablons sur des rendements obligataires limités dans la zone euro à court terme, alors que le bras de fer entre une inflation de base élevée et une croissance plus faible se poursuit. Cela dit, nous considérons toujours que les niveaux actuels sont attrayants à moyen terme compte tenu de l'assombrissement des perspectives macroéconomiques. À l'instar de la forte corrélation que nous constatons avec les fluctuations des taux américains, nous recherchons une certaine stabilisation des rendements obligataires américains pour être plus optimistes quant aux taux en euros.

Dans l'ensemble, les spreads de crédit n'anticipent ni une récession ni le resserrement des normes de crédit. En dépit d'une prudence à moyen terme à l'égard du crédit aux entreprises, les compartiments s'en tiennent à une légère préférence pour les obligations d'entreprises de grande qualité libellées en euro, car la résilience et la désinflation aux États-Unis offrent un soutien à court terme, tandis que les spreads des titres notés « investment grade » et libellés en euro restent supérieurs à leur moyenne à long terme.

Processus d'investissement

Goldman Sachs Patrimonial Defensive, Goldman Sachs Patrimonial Balanced et Goldman Sachs Patrimonial Aggressive

Les compartiments sont des fonds de fonds qui investissent principalement dans un portefeuille international diversifié composé de fonds d'actions et de titres à revenu fixe (des fonds qui investissent dans des actions ou dans des instruments à revenu fixe). Pour atteindre l'objectif d'investissement, nous avons recours à une gestion active afin de répondre à l'évolution des conditions de marché. Dans ce cas, les fonds visent à tirer parti de décisions tactiques d'allocation d'actifs en tenant compte du risque et de la sélection ascendante des titres en utilisant des critères ESG et financiers. Nous forgeons notre opinion à partir de signaux quantitatifs (fondamentaux et comportementaux), ainsi que grâce à un jugement qualitatif, ce qui se traduit par des allocations d'actifs dynamiques au fil du temps. Le positionnement des fonds peut donc s'écarter sensiblement de l'indice. Par ailleurs, les compartiments intègrent les facteurs ESG et les risques ESG dans le processus d'investissement aux côtés des facteurs financiers traditionnels.

Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable

Le compartiment investit principalement dans un portefeuille diversifié d'instruments à revenu fixe – y compris des obligations vertes – de la zone euro et libellés en euro, ainsi que dans des actions européennes de sociétés et d'émetteurs qui appliquent des politiques de développement durable en respectant des principes environnementaux, sociaux et de gouvernance. Pour atteindre l'objectif d'investissement, nous avons recours à une gestion active afin de répondre à l'évolution des conditions de marché. Dans ce cas, nous visons à tirer parti d'un positionnement tactique de manière solide et en tenant compte du risque, ainsi que d'une sélection ascendante des titres en utilisant des critères ESG et financiers. Nous forgeons notre opinion à partir de signaux quantitatifs (fondamentaux et comportementaux) et grâce à un jugement qualitatif. Ce processus d'allocation d'actifs dynamique nous permet d'exploiter des opportunités d'investissement intéressantes lorsqu'elles se présentent. Le Compartiment promeut des caractéristiques environnementales et/ou sociales, telles que décrites à l'article 8 du Règlement SFDR, mais n'a pas pour objectif l'investissement durable. Néanmoins, il contiendra une proportion minimale de 30 % d'investissements durables, et il vise à avoir une intensité de carbone plus faible et une notation ESG moyenne pondérée plus élevée que celles de l'indice de référence.

Performance

Goldman Sachs Patrimonial Defensive

Dans le contexte de marché volatil décrit plus haut, Goldman Sachs Patrimonial Defensive a signé un rendement de +2,68 % (brut de frais) entre octobre 2022 et septembre 2023. En termes relatifs (et brut de frais), le compartiment a légèrement surperformé son indice de référence, lequel a gagné 2,41 % au cours des 12 derniers mois. Le rendement net de la classe d'actions I Cap EUR de Goldman Sachs Patrimonial Defensive a été de 1,79 % au cours de la période considérée.

Les décisions tactiques prises au niveau des classes d'actions n'ont guère apporté de valeur ajoutée au cours de la période considérée. Le compartiment a bénéficié d'une attitude prudente vis-à-vis des obligations au cours des premiers mois de la période considérée, car l'inflation a continué à surprendre à la hausse et les banques centrales ont réagi en relevant fortement leurs taux directeurs. Cependant, la décision d'augmenter l'exposition aux obligations (d'État) prise au troisième trimestre 2023 a pesé, la Réserve fédérale américaine ayant surpris les marchés avec son annonce, en septembre 2023, du maintien de taux élevés pendant plus longtemps. L'allocation tactique aux actions s'est avérée quelque peu coûteuse en termes de valeur l'année dernière, car les marchés d'actions ont enregistré des performances meilleures que prévu. Au cours de la première moitié de la période considérée, le compartiment a adopté une attitude

plutôt prudente vis-à-vis des actions, ce qui s'est principalement traduit par de petites sous-pondérations des actions. Pendant la majeure partie de la deuxième moitié de la période considérée, le compartiment a maintenu une pondération relativement neutre des actions. La mise en œuvre d'une petite surpondération des actions à la mi-septembre ne s'est pas faite au meilleur moment, puisque les marchés d'actions ont subi des ventes massives.

La composante actions est restée à la traîne de son indice de référence au cours de la période considérée. En particulier, les allocations régionales en actions se sont avérées quelque peu coûteuses en termes de valeur. Par exemple, la sous-pondération des actions de la zone euro n'a pas fonctionné au premier trimestre 2023, la crise énergétique sur le continent européen ayant moins pesé que prévu sur la croissance économique. Les options d'achat sectorielles ascendantes ont été assez limitées au cours de la période considérée. La sélection de fonds d'actions a coûté des points, malgré un effet positif au quatrième trimestre 2022.

La partie obligataire du portefeuille a surperformé son indice de référence au cours de la période considérée. La décision d'augmenter progressivement la pondération des obligations à risque tout au long du quatrième trimestre 2022 s'est avérée judicieuse. En mars 2023, les compartiments ont réduit les allocations de crédit dans les obligations d'entreprises à haut rendement et dans la dette des marchés émergents, alors que les préoccupations concernant le secteur bancaire américain étaient au cœur de l'actualité. Depuis lors, les compartiments ont eu une légère préférence pour les obligations d'entreprises de grande qualité, ce qui a également contribué à la performance. L'allocation par pays et la gestion de la durée ont pesé sur la performance au cours de la période considérée.

Goldman Sachs Patrimonial Balanced

Dans le contexte de marché volatil décrit plus haut, Goldman Sachs Patrimonial Balanced a signé un rendement de +4,86 % (brut de frais) entre octobre 2022 et septembre 2023. Le rendement net de la classe d'actions I Cap EUR de Goldman Sachs Patrimonial Balanced a été de 3,95 % au cours de la période considérée. En termes relatifs, le compartiment a été légèrement à la traîne par rapport à son indice de référence, lequel a gagné 5,50 % au cours des 12 derniers mois.

Les décisions tactiques prises au niveau des classes d'actions n'ont guère apporté de valeur ajoutée au cours de la période considérée. Le compartiment a bénéficié d'une attitude prudente vis-à-vis des obligations au cours des premiers mois de la période considérée, car l'inflation a continué à surprendre à la hausse et les banques centrales ont réagi en relevant fortement leurs taux directeurs. Cependant, la décision d'augmenter l'exposition aux obligations (d'État) prise au troisième trimestre 2023 a pesé, la Réserve fédérale américaine ayant surpris les marchés avec son annonce, en septembre 2023, du maintien de taux élevés pendant plus longtemps. L'allocation tactique aux actions s'est avérée quelque peu coûteuse en termes de valeur l'année dernière, car les marchés d'actions ont enregistré des performances plus solides que prévu. Au cours de la première moitié de la période considérée, le compartiment a adopté une attitude plutôt prudente vis-à-vis des actions, ce qui s'est principalement traduit par de petites sous-pondérations des actions. Pendant la majeure partie de la deuxième moitié de la période considérée, le compartiment a maintenu une pondération relativement neutre des actions. La mise en œuvre d'une petite surpondération des actions à la mi-septembre ne s'est pas faite au meilleur moment, puisque les marchés d'actions ont subi des ventes massives.

La composante actions est restée à la traîne de son indice de référence au cours de la période considérée. En particulier, les allocations régionales en actions se sont avérées quelque peu coûteuses en termes de valeur. Par exemple, la sous-pondération des actions de la zone euro n'a pas fonctionné au premier trimestre 2023, la crise énergétique sur le continent européen ayant moins pesé que prévu sur la croissance économique. Les options d'achat sectorielles ascendantes ont été assez limitées au cours de la période considérée. La sélection de fonds d'actions a coûté des points, malgré un effet positif au quatrième trimestre 2022.

La partie obligataire du portefeuille a surperformé son indice de référence au cours de la période considérée. La décision d'augmenter progressivement la pondération des obligations à risque tout au long du quatrième trimestre 2022 s'est avérée judicieuse. En mars 2023, les compartiments ont réduit les allocations de crédit dans les obligations d'entreprises à haut rendement et dans la dette des marchés émergents, alors que les préoccupations concernant le secteur bancaire américain étaient au cœur de l'actualité. Depuis lors, les compartiments ont eu une légère préférence pour les obligations d'entreprises de grande qualité, ce qui a également contribué à la performance. L'allocation par pays et la gestion de la durée ont pesé sur la performance au cours de la période considérée.

Goldman Sachs Patrimonial Aggressive

Dans le contexte de marché volatil décrit plus haut, Goldman Sachs Patrimonial Aggressive a signé un rendement de +7,27 % (brut de frais) entre octobre 2022 et septembre 2023. Le rendement net de la classe d'actions I Cap EUR de Goldman Sachs Patrimonial Aggressive a été de 6,34 % au cours de la période considérée. En termes relatifs, le compartiment a été légèrement à la traîne par rapport à son indice de référence, lequel a gagné 8,62 % au cours des 12 derniers mois.

Les décisions tactiques prises au niveau des classes d'actions n'ont guère apporté de valeur ajoutée au cours de la période considérée. Le compartiment a bénéficié d'une attitude prudente vis-à-vis des obligations au cours des premiers mois de la période considérée, car l'inflation a continué à surprendre à la hausse et les banques centrales ont réagi en relevant fortement leurs taux directeurs. Cependant, la décision d'augmenter l'exposition aux obligations (d'État) prise au troisième trimestre 2023 a pesé, la Réserve fédérale américaine ayant surpris les marchés avec son annonce, en septembre 2023, du maintien de taux élevés pendant plus longtemps. L'allocation tactique aux actions s'est avérée quelque peu coûteuse en termes de valeur l'année dernière, car les marchés d'actions ont enregistré des performances plus solides que prévu. Au cours de la première moitié de la période considérée, le compartiment a adopté une attitude plutôt prudente vis-à-vis des actions, ce qui s'est principalement traduit par de petites sous-pondérations des actions. Pendant la majeure partie de la deuxième moitié de la période considérée, le compartiment a maintenu une pondération relativement neutre des actions. La mise en œuvre d'une petite surpondération des actions à la mi-septembre ne s'est pas faite au meilleur moment, puisque les marchés d'actions ont subi des ventes massives.

La composante actions est restée à la traîne de son indice de référence au cours de la période considérée. En particulier, les allocations régionales en actions se sont avérées quelque peu coûteuses en termes de valeur. Par exemple, la sous-pondération des actions de la zone euro n'a pas fonctionné au premier trimestre 2023, la crise énergétique sur le continent européen ayant moins pesé que prévu sur la croissance économique. Les options d'achat sectorielles ascendantes ont été assez limitées au cours de la période considérée. La sélection de fonds d'actions a coûté des points, malgré un effet positif au quatrième trimestre 2022.

La partie obligataire du portefeuille a surperformé son indice de référence au cours de la période considérée. La décision d'augmenter progressivement la pondération des obligations à risque tout au long du quatrième trimestre 2022 s'est avérée judicieuse. En mars 2023, les compartiments ont réduit les allocations de crédit dans les obligations d'entreprises à haut rendement et dans la dette des marchés émergents, alors que les préoccupations concernant le secteur bancaire américain étaient au cœur de l'actualité. Depuis lors, les compartiments ont eu une légère préférence pour les obligations d'entreprises de grande qualité, ce qui a également contribué à la performance. L'allocation par pays et la gestion de la durée ont pesé sur la performance au cours de la période considérée.

Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable

Dans le contexte de marché volatil décrit plus haut, Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable a signé un rendement de +7,84 % (brut de frais) entre octobre 2022 et septembre 2023. Le rendement net de la classe d'actions I Cap EUR de Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable a été de 6,31 % au cours de la période considérée. En termes relatifs, le compartiment a été légèrement à la traîne par rapport à son indice de référence, lequel a gagné 9,01 % au cours des 12 derniers mois.

Les décisions tactiques prises au niveau des classes d'actions ont freiné la performance au cours de la période considérée. Au cours de la première moitié de la période considérée, le compartiment a adopté une attitude assez prudente vis-à-vis des actions, ce qui a pesé sur le résultat global, car les actions européennes ont rebondi à ce moment-là. Pendant la deuxième moitié de la période considérée, le compartiment a maintenu une pondération relativement neutre des actions. Le compartiment a bénéficié d'une attitude prudente vis-à-vis des obligations au cours des premiers mois de la période considérée, car l'inflation a continué à surprendre à la hausse et les banques centrales ont réagi en relevant fortement leurs taux directeurs. Au cours des premier et deuxième trimestres 2023, nous nous sommes rapprochés d'une exposition aux obligations et d'une durée neutres. Cependant, la décision d'augmenter l'exposition aux obligations (d'État) prise au troisième trimestre 2023 a pesé, la Réserve fédérale américaine ayant surpris les marchés avec son annonce, en septembre 2023, du maintien de taux élevés pendant plus longtemps.

La composante actions est restée à la traîne de son indice de référence au cours de la période considérée, car les effets de la sélection des titres ont été négatifs. La stratégie d'actions durables axée sur la croissance et la stratégie d'actions durables davantage axée sur la valeur ont toutes deux sous-performé l'indice de référence. La stratégie d'actions durables axée sur la croissance a été confrontée à des difficultés, en particulier au cours des premiers mois de la période considérée, tandis que la stratégie d'actions durables axée sur la valeur a été entravée par l'exclusion des combustibles fossiles pour des raisons de durabilité, d'autant que les prix du pétrole ont fortement rebondi ces derniers mois.

La partie obligataire du portefeuille a surperformé son indice de référence au cours de la période considérée. La préférence pour les obligations d'entreprises durables de grande qualité s'est avérée particulièrement porteuse. L'allocation par pays et la gestion de la durée ont également créé une certaine valeur, en particulier au cours des premiers mois de la période considérée.

Indice de référence

Goldman Sachs Patrimonial Defensive, Goldman Sachs Patrimonial Balanced et Goldman Sachs Patrimonial Aggressive sont des stratégies multi-actifs diversifiées, comparables dans leur configuration, mais avec des profils d'investissement différents. Les indices de référence des fonds sont un mélange d'actions mondiales (MSCI All Country World Index NR) et de titres à revenu fixe (Bloomberg Euro Aggregate) conformément à leurs profils d'investissement spécifiques. Le compartiment a recours à une gestion active pour répondre à l'évolution des conditions du marché en utilisant, entre autres, une analyse fondamentale et comportementale qui se traduit par des allocations d'actifs dynamiques au fil du temps. Le positionnement peut donc s'écarter sensiblement de l'indice de référence.

Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable investit principalement dans un portefeuille diversifié d'instruments à revenu fixe – y compris des obligations vertes – de la zone euro et libellés en euro, ainsi que dans des actions européennes de sociétés et d'émetteurs qui appliquent des politiques de développement durable en respectant des principes environnementaux, sociaux et de gouvernance. Le portefeuille d'actions a un univers d'investissement européen, et est principalement investi dans des actions de sociétés faisant partie de l'indice MSCI Europe (NR). Au sein du portefeuille de titres à revenu fixe, le portefeuille d'obligations d'entreprises a un univers d'investissement européen, et est principalement investi dans des obligations de sociétés qui font partie de l'indice Bloomberg Euro-Aggregate. Le fonds fait l'objet d'une gestion active dans le cadre de son profil d'investissement qui prévoit 50 % d'obligations libellées en euro et de 50 % d'actions européennes. L'indice de référence se compose des éléments suivants : 50 % MSCI Europe Index (Net), 50 % Bloomberg Euro Aggregate.

| Performance sur un an au 30 septembre 2023 | | | | | | |
|---|-------------------------------------|------------------------|------------------------|----------------------------|--|--|
| Nom du Compartiment | Dénomination de la Classe d'Actions | Performance brute en % | Performance nette en % | Indice de référence - 1 an | Performance relative brute en % ^(1,2) | Performance relative nette en % ^(1,3) |
| Goldman Sachs Patrimonial Aggressive | I Cap EUR | 7,27 | 6,34 | 8,62 | -1,34 | -2,28 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced | I Cap EUR | 4,86 | 3,95 | 5,50 | -0,64 | -1,55 |
| Goldman Sachs Patrimonial Defensive | I Cap EUR | 2,68 | 1,79 | 2,41 | 0,27 | -0,63 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable | P Cap EUR | 7,84 | 6,31 | 9,01 | -1,17 | -2,71 |

⁽¹⁾ La performance relative est indiquée par rapport à l'indice de référence officiel du fonds. Dans certains cas, l'indice n'est utilisé qu'à des fins de mesure des performances. L'indice de référence officiel est indiqué dans le prospectus.

⁽²⁾ La performance relative brute est la performance brute de la classe d'actions moins l'indice de référence de la classe d'actions, où la performance brute de la classe d'actions est calculée comme la performance nette fondée sur la Valeur nette d'inventaire (VNI) par action plus le montant des frais courants.

⁽³⁾ La performance relative nette est la performance nette de la classe d'actions moins l'indice de référence de la classe d'actions, où la performance nette de la classe d'actions est calculée comme la performance nette fondée sur la Valeur nette d'inventaire (VNI) par action.

Source : Goldman Sachs Asset Management B.V. Service de mesure de la performance, La Haye, MSCI.

Indice de référence de Goldman Sachs Patrimonial Defensive : 25 % MSCI AC World (NR), 75 % Bloomberg Euro Aggregate ; indice de référence de Goldman Sachs Patrimonial Balanced : 50 % MSCI AC World (NR), 50 % Bloomberg Euro Aggregate ; indice de référence de Goldman Sachs Patrimonial Aggressive : 75 % MSCI AC World (NR), 25 % Bloomberg Euro Aggregate ; indice de référence de Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable : 50 % MSCI Europe (NR), 50 % Bloomberg Euro Aggregate.

Les rendements sont présentés après tous les coûts de transaction, mais avant les frais courants (comprenant les frais de gestion + la commission forfaitaire de service + la taxe d'abonnement). Les rendements comprennent le réinvestissement de tous les revenus. Goldman Sachs Patrimonial Balanced a été lancé le 18 juillet 1991, Goldman Sachs Patrimonial Defensive et Aggressive ont été lancés le 25 juillet 1994 et Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable a été lancé le 20 octobre 1995.

Les performances passées ne permettent pas de prédire les performances futures et ne garantissent pas les résultats futurs, qui peuvent varier.

Luxembourg, le 3 novembre 2023



Rapport d'audit

aux Actionnaires de
Goldman Sachs Funds V

Notre avis

À notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de Goldman Sachs Funds V (le « Fonds ») et de chacun de ses compartiments au 30 septembre 2023, ainsi que des résultats de leurs opérations et des variations de leurs actifs nets pour l'exercice clôturé à cette date, conformément aux prescriptions légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Éléments audités

Les comptes annuels du Fonds comprennent :

- l'état de l'actif net au 30 septembre 2023 ;
- l'état des opérations pour l'exercice clôturé à cette date ;
- l'état des variations de l'actif net pour l'exercice clôturé à cette date ;
- la liste des investissements au 30 septembre 2023 et
- les notes jointes aux comptes annuels, notamment un résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'avis

Nous avons effectué notre audit conformément à la Loi du 23 juillet 2016 relative à la profession d'audit (Loi du 23 juillet 2016) et selon les Normes internationales d'audit (International Standards on Auditing, ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Nos responsabilités en vertu de la Loi du 23 juillet 2016 et des normes ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF sont décrites plus en détail dans la section de notre rapport intitulée « Responsabilité du Réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des comptes annuels ».

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous sommes indépendants du Fonds conformément au Code de déontologie pour comptables professionnels, y compris les Normes d'indépendance internationales de l'International Ethics Standards Board for Accountants (Code IESBA), tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF, ainsi qu'aux exigences éthiques pertinentes pour notre audit des comptes annuels. Nous nous sommes acquittés de nos autres responsabilités éthiques en vertu de ces exigences éthiques.

Autres informations

Le Conseil d'administration du Fonds est responsable des autres informations. Les autres informations comprennent les informations figurant au rapport annuel, mais excluent les comptes annuels et notre rapport d'audit y relatif.

Notre avis sur les comptes annuels ne couvre pas les autres informations et nous ne donnons aucune forme de conclusion d'assurance y relativement.

*PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, 2 rue Gerhard Mercator, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg
T : +352 494848 1, F : +352 494848 2900, www.pwc.lu*

*Cabinet de révision agréé. Expert-comptable (autorisation gouvernementale n°10028256)
R.C.S. Luxembourg B 65 477 - TVA LU25482518*

En lien avec notre audit des comptes annuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations susmentionnées et, ce faisant, à évaluer si ces autres informations sont sensiblement incohérentes avec les comptes annuels ou avec la connaissance que nous avons acquise en menant notre audit, ou si elles apparaissent autrement sensiblement inexactes. Si, sur la base du travail que nous avons mené, nous concluons que ces autres informations sont sensiblement inexactes, nous sommes tenus d'en rendre compte. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilité du Conseil d'administration du Fonds eu égard aux comptes annuels

Le Conseil d'administration du Fonds est tenu de préparer et de présenter fidèlement les comptes annuels au regard des exigences légales et réglementaires luxembourgeoises en matière de préparation et de présentation des comptes annuels et est tenu de réaliser le contrôle interne qu'il estime nécessaire afin de permettre la préparation et la présentation de comptes annuels exempts d'inexactitudes importantes, qu'elles relèvent de fraudes ou d'erreurs.

Dans le cadre de la préparation des comptes annuels, le Conseil d'administration du Fonds est responsable de l'évaluation de la capacité du Fonds et de chacun de ses compartiments à poursuivre son activité sur la base de la continuité d'exploitation, en divulguant dès que possible des points liés à la continuité d'exploitation et en appliquant le principe de la continuité d'exploitation à la tenue de la comptabilité, sauf si le Conseil d'administration du Fonds a l'intention soit de liquider le Fonds ou de fermer l'un de ses compartiments, soit de cesser son exploitation, ou n'a pas d'autre choix réaliste que de le faire.

Responsabilité du Réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des comptes annuels

Les objectifs de notre audit consistent à obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble sont exempts de toutes anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Notre mission consiste également à publier un rapport d'audit incluant notre avis. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne constitue pas la garantie qu'un audit mené conformément à la Loi du 23 juillet 2016 et aux ISA tels qu'adoptés pour le Luxembourg par la CSSF détectera toujours une anomalie significative si elle existe. Les inexactitudes peuvent découler de la fraude ou d'une erreur et sont considérées comme importantes si, individuellement ou prises dans leur ensemble, elles sont raisonnablement susceptibles d'influencer les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces comptes annuels.

Dans le cadre d'un audit conforme à la Loi du 23 juillet 2016 et aux ISA tels qu'adoptés pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons un jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de l'audit. De même :

- nous identifions et évaluons les risques d'anomalie significative dans les comptes annuels, qu'ils soient dus à la fraude ou à l'erreur, nous concevons et menons à bien des procédures d'audit adaptées à ces risques et nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés aux fins de fournir un fondement à notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative découlant de la fraude est supérieur à celui découlant d'une erreur, puisque la fraude peut comporter une collusion, une falsification, des omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou un contournement du contrôle interne ;
- nous nous forgeons une idée du contrôle interne pertinent à l'audit afin de définir des procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables et divulgations connexes faites par le Conseil d'administration du Fonds ;



- nous formulons une opinion concernant le caractère approprié du recours à la comptabilité sur la base de la continuité d'exploitation par le Conseil d'administration du Fonds et, sur la base des éléments probants d'audit obtenus, concernant l'existence d'une incertitude importante quant aux événements ou conditions susceptibles de sensiblement semer le doute sur la capacité du Fonds ou de l'un quelconque de ses compartiments à poursuivre sur la base de la continuité d'exploitation. Si nous concluons être en présence d'une incertitude importante, nous sommes tenus d'attirer l'attention au sein de notre rapport d'audit sur les divulgations connexes dans les comptes annuels ou, si lesdites divulgations sont inappropriées, de modifier notre opinion. Nos conclusions reposent sur les éléments d'audit probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Néanmoins, des événements ou conditions futurs peuvent amener le Fonds ou l'un quelconque de ses compartiments à ne plus opérer sur la base de la continuité d'exploitation ;
- nous évaluons la présentation, la structure et le contenu d'ensemble des comptes annuels, y compris les divulgations, et si les comptes annuels reflètent les transactions et événements sous-jacents de manière à obtenir une présentation fidèle.

Nous communiquons avec les personnes en charge de la gouvernance eu égard, entre autres sujets, au périmètre et au calendrier planifiés de l'audit et aux constatations d'audit significatives, en ce compris les éventuelles lacunes importantes du contrôle interne que nous identifions durant notre audit.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative
Représentée par

Signé de manière électronique par :
John Parkhouse

Luxembourg, le 6 décembre 2023

[Signature]
John Parkhouse

ÉTAT DE L'ACTIF NET

| | Notes | Goldman Sachs Patrimonial Aggressive EUR | Goldman Sachs Patrimonial Balanced EUR | Goldman Sachs Patrimonial Defensive EUR | Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable EUR | Total combiné pour l'exercice clos le 30 septembre 2023 EUR |
|--|-------|---|---|--|---|--|
| Actif | | | | | | |
| Investissements, à leur valeur, hors instruments dérivés | (2) | 502 919 948,71 | 1 259 714 658,03 | 618 573 266,09 | 708 788 667,01 | 3 089 996 539,84 |
| Plus-value latente sur contrats de change à terme | (2) | 5 376,22 | - | 17,28 | 1 306 119,31 | 1 311 512,81 |
| Plus-value latente sur contrats à terme standardisés | (2) | 1 064 404,09 | 2 240 440,30 | 845 835,67 | - | 4 150 680,06 |
| Liquidités | | 3 157 779,04 | 8 456 727,13 | 62 435,61 | 15 961 519,61 | 27 638 461,39 |
| Créances à recevoir des courtiers | (10) | 15 818 674,33 | 33 041 272,51 | 12 948 319,52 | 3 255 468,57 | 65 063 734,93 |
| Créances à recevoir sur les investissements vendus | | - | - | 3 778 198,90 | 195 814,53 | 3 974 013,43 |
| Créances à recevoir sur actions émises | | 55 137,40 | 76 426,95 | 25 245,35 | 83 025,45 | 239 835,15 |
| Intérêts courus à recevoir | | - | - | - | 2 942 180,81 | 2 942 180,81 |
| Dividendes courus à recevoir | | - | - | - | 379 940,09 | 379 940,09 |
| Total de l'actif | | 523 021 319,79 | 1 303 529 524,92 | 636 233 318,42 | 732 912 735,38 | 3 195 696 898,51 |
| Passif | | | | | | |
| Montant à payer aux courtiers | (10) | 526 034,30 | - | 42,63 | 417 018,13 | 943 095,06 |
| Moins-value latente sur contrats de change à terme | (2) | 404 427,01 | - | 1 405,85 | 723 302,63 | 1 129 135,49 |
| Moins-value latente sur contrats à terme standardisés | (2) | 4 812 356,33 | 11 203 638,41 | 4 445 578,35 | 667 870,41 | 21 129 443,50 |
| Montant à payer pour les investissements achetés | | - | - | 1 934,18 | 1 249 211,50 | 1 251 145,68 |
| Créances à payer pour les actions rachetées | | 84 593,49 | 1 481 925,48 | 689 730,78 | 827 068,34 | 3 083 318,09 |
| Commissions de gestion à payer | | 602 796,81 | 1 088 127,27 | 310 366,90 | 757 769,61 | 2 759 060,59 |
| Dépenses à payer | | 93 798,26 | 234 181,30 | 90 047,91 | 254 710,10 | 672 737,57 |
| Autres passifs | (2) | 1 509,17 | - | - | - | 1 509,17 |
| Total du passif | | 6 525 515,37 | 14 007 872,46 | 5 539 106,60 | 4 896 950,72 | 30 969 445,15 |
| Actif net | | 516 495 804,42 | 1 289 521 652,46 | 630 694 211,82 | 728 015 784,66 | 3 164 727 453,36 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES OPÉRATIONS

| | Notes | Goldman Sachs Patrimonial Aggressive EUR | Goldman Sachs Patrimonial Balanced EUR | Goldman Sachs Patrimonial Defensive EUR | Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable EUR | Total combiné pour l'exercice clos le 30 septembre 2023 EUR |
|---|-------|---|---|--|---|--|
| Revenus | | | | | | |
| Revenus de dividendes | (2) | 1 164 332,47 | 1 909 201,24 | 988 304,01 | 10 967 676,43 | 15 029 514,15 |
| Revenu d'intérêts sur obligations et autres titres de créance | (2) | - | - | - | 4 204 389,83 | 4 204 389,83 |
| Revenus d'intérêts bancaires | (2) | 400 289,84 | 855 807,79 | 295 741,08 | 464 345,75 | 2 016 184,46 |
| Autres Revenus | (2) | 2 150,89 | - | - | 3 640,26 | 5 791,15 |
| Total des Revenus | | 1 566 773,20 | 2 765 009,03 | 1 284 045,09 | 15 640 052,27 | 21 255 879,59 |
| Dépenses | | | | | | |
| Commissions de gestion | (5) | 4 925 243,74 | 11 465 042,39 | 5 217 771,74 | 9 133 283,75 | 30 741 341,62 |
| Commissions de services fixes | (6) | 771 064,77 | 1 990 136,50 | 1 031 639,27 | 1 487 302,57 | 5 280 143,11 |
| Frais d'abonnement | (3) | 60 427,84 | 95 631,51 | 24 723,82 | 366 298,76 | 547 081,93 |
| Frais d'Overlay | (12) | 12 539,91 | - | 48,74 | 133 644,12 | 146 232,77 |
| Total des dépenses | | 5 769 276,26 | 13 550 810,40 | 6 274 183,57 | 11 120 529,20 | 36 714 799,43 |
| Retenue à la source sur dividendes et autres revenus d'investissement | | (13 594,18) | (28 906,08) | (11 933,90) | (1 259 112,80) | (1 313 546,96) |
| Produits/(dépenses) d'investissement net(te)s pour l'Exercice | | (4 216 097,24) | (10 814 707,45) | (5 002 072,38) | 3 260 410,27 | (16 772 466,80) |
| Plus-values/(moins-values) sur instruments financiers dérivés | | | | | | |
| Plus-value sur valeurs mobilières, hors instruments dérivés | (2) | 19 682 968,54 | 43 654 118,27 | 16 592 508,71 | 23 321 467,72 | 103 251 063,24 |
| Moins-value réalisée sur valeurs mobilières, hors instruments dérivés | (2) | (5 607 752,59) | (16 993 480,33) | (21 985 935,52) | (34 470 039,11) | (79 057 207,55) |
| Plus-value réalisée sur instruments financiers dérivés | | 22 210 835,71 | 46 095 565,27 | 21 038 178,44 | 8 449 157,22 | 97 793 736,64 |
| Moins-value réalisée sur instruments financiers dérivés | | (17 577 727,31) | (41 459 383,80) | (18 837 727,59) | (5 599 759,00) | (83 474 597,70) |
| Plus-value de change réalisée | | 413 341,48 | 795 897,31 | 289 397,61 | 1 026 536,33 | 2 525 172,73 |
| Moins-value de change réalisée | | (831 032,53) | (1 762 312,78) | (701 696,95) | (1 123 049,82) | (4 418 092,08) |
| Plus-value/(moins-value) nette réalisée | | 18 290 633,30 | 30 330 403,94 | (3 605 275,30) | (8 395 686,66) | 36 620 075,28 |
| Variation nette de la plus-value/(moins-value) latente sur les valeurs mobilières | | 24 529 547,42 | 43 280 394,70 | 26 518 938,69 | 50 124 786,01 | 144 453 666,82 |
| Variation nette de la plus-value/(moins-value) latente sur instruments financiers dérivés | | (7 368 509,09) | (17 499 817,00) | (7 273 132,75) | (102 440,05) | (32 243 898,89) |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

| Notes | Goldman Sachs Patrimonial Aggressive EUR | Goldman Sachs Patrimonial Balanced EUR | Goldman Sachs Patrimonial Defensive EUR | Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable EUR | Total combiné pour l'exercice clos le 30 septembre 2023 EUR |
|--|---|---|--|---|--|
| Variation nette de la plus-value/(moins-value) latente sur les devises étrangères | 63 510,66 | 83 862,19 | 60 110,91 | (22 119,26) | 185 364,50 |
| Variation nette de la plus-value/ (moins-value) latente | 17 224 548,99 | 25 864 439,89 | 19 305 916,85 | 50 000 226,70 | 112 395 132,43 |
| Résultat net/(perte nette) de l'Exercice | 31 299 085,05 | 45 380 136,38 | 10 698 569,17 | 44 864 950,31 | 132 242 740,91 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET

| | Notes | Goldman Sachs Patrimonial Aggressive EUR | Goldman Sachs Patrimonial Balanced EUR | Goldman Sachs Patrimonial Defensive EUR | Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable EUR | Total combiné pour l'exercice clos le 30 septembre 2023 EUR |
|---|-------|---|---|--|---|--|
| Actif net au début de l'Exercice | | 483 891 109,93 | 1 311 807 366,56 | 725 983 732,84 | 692 412 762,49 | 3 214 094 971,82 |
| Produits des émissions d'actions | | 43 776 864,56 | 65 031 902,75 | 12 965 362,66 | 65 012 026,24 | 186 786 156,21 |
| Paiement des actions rachetées | | (42 397 460,44) | (132 604 671,97) | (118 946 443,67) | (74 108 708,60) | (368 057 284,68) |
| Résultat net de l'Exercice | | 31 299 085,05 | 45 380 136,38 | 10 698 569,17 | 44 864 950,31 | 132 242 740,91 |
| Distribution de dividendes | (4) | (73 794,68) | (93 081,26) | (7 009,18) | (165 245,78) | (339 130,90) |
| Actif net à la fin de l'Exercice | | 516 495 804,42 | 1 289 521 652,46 | 630 694 211,82 | 728 015 784,66 | 3 164 727 453,36 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

STATISTIQUES

| | Devise | Actifs nets au | | | Valeur nette d'inventaire par action au | | | Actions en circulation au | | |
|---|--------|------------------|------------------|------------------|---|---------------|---------------|---------------------------|---------------|---------------|
| | | 30 sept. 2023 | 30 sept. 2022 | 30 sept. 2021 | 30 sept. 2023 | 30 sept. 2022 | 30 sept. 2021 | 30 sept. 2023 | 30 sept. 2022 | 30 sept. 2021 |
| Goldman Sachs Patrimonial Aggressive | EUR | 516 495 804,42 | 483 891 109,93 | 495 517 451,60 | | | | | | |
| Capitalisation I (EUR) | EUR | | | | 8 393,82 | 7 893,29 | 8 635,06 | 108 | 119 | 2 252 |
| Capitalisation P (EUR) | EUR | | | | 1 099,17 | 1 039,56 | 1 144,27 | 284 667 | 281 189 | 249 721 |
| Capitalisation R (EUR) | EUR | | | | 337,62 | 317,99 | 347,93 | 13 690 | 6 250 | 3 814 |
| Capitalisation X (EUR) | EUR | | | | 921,77 | 878,94 | 975,25 | 11 542 | 11 826 | 10 661 |
| Capitalisation X couverte (i) (CZK) | CZK | | | | 17 192,41 | 15 724,40 | 16 687,66 | 85 472 | 85 504 | 68 870 |
| Capitalisation Z (EUR) | EUR | | | | 7 056,11 | 6 595,67 | 7 172,59 | 7 738 | 8 246 | 8 116 |
| Distribution P (EUR) | EUR | | | | 3 356,36 | 3 180,67 | 3 503,55 | 14 453 | 15 412 | 15 305 |
| Distribution R (EUR) | EUR | | | | 320,95 | 302,43 | 333,03 | 73 496 | 65 091 | 62 725 |
| Distribution X (EUR) | EUR | | | | 348,03 | 332,24 | 369,03 | 1 153 | 1 343 | 1 431 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced | EUR | 1 289 521 652,46 | 1 311 807 366,56 | 1 581 909 044,54 | | | | | | |
| Capitalisation I (EUR) | EUR | | | | 6 807,23 | 6 548,72 | 7 430,58 | 1 445 | 1 647 | 2 065 |
| Capitalisation P (EUR) | EUR | | | | 1 685,38 | 1 630,14 | 1 860,94 | 478 555 | 492 374 | 525 801 |
| Capitalisation R (EUR) | EUR | | | | 1 742,86 | 1 676,42 | 1 902,31 | 4 960 | 5 412 | 4 544 |
| Capitalisation X (EUR) | EUR | | | | 1 414,86 | 1 379,32 | 1 587,27 | 17 631 | 18 718 | 18 349 |
| Capitalisation Z (EUR) | EUR | | | | 6 098,65 | 5 837,66 | 6 584,13 | 15 434 | 17 738 | 19 044 |
| Distribution P (EUR) | EUR | | | | 1 366,25 | 1 322,41 | 1 509,98 | 248 754 | 267 532 | 276 836 |
| Distribution R (EUR) | EUR | | | | 1 382,56 | 1 331,49 | 1 515,92 | 3 390 | 3 791 | 3 647 |
| Distribution X (EUR) | EUR | | | | 274,11 | 267,61 | 308,20 | 3 184 | 4 138 | 4 470 |
| Goldman Sachs Patrimonial Defensive | EUR | 630 694 211,82 | 725 983 732,84 | 984 711 733,82 | | | | | | |
| Capitalisation I (EUR) | EUR | | | | 5 435,01 | 5 339,47 | 6 297,40 | 219 | 361 | 545 |
| Capitalisation P (EUR) | EUR | | | | 615,25 | 607,49 | 720,83 | 478 117 | 552 558 | 628 064 |
| Capitalisation P couverte (i) (CZK) | CZK | | | | 5 869,07 | 5 569,80 | - | 871 | 991 | - |
| Capitalisation R (EUR) | EUR | | | | 636,03 | 624,74 | 736,86 | 1 468 | 1 853 | 4 744 |
| Capitalisation X (EUR) | EUR | | | | 516,46 | 513,96 | 614,75 | 59 201 | 74 217 | 107 729 |
| Capitalisation Z (EUR) | EUR | | | | 5 212,01 | 5 091,84 | 5 969,39 | 17 688 | 20 954 | 22 235 |
| Distribution P (EUR) | EUR | | | | 1 708,18 | 1 687,19 | 2 002,01 | 123 496 | 143 286 | 162 642 |
| Distribution R (EUR) | EUR | | | | 1 750,91 | 1 720,02 | 2 028,89 | 175 | 120 | 98 |
| Distribution X (EUR) | EUR | | | | 240,33 | 239,40 | 286,37 | 723 | 845 | 1 005 |

| | Devise | Actifs nets au | | | Valeur nette d'inventaire par action au | | | Actions en circulation au | | |
|--|--------|----------------|----------------|----------------|---|---------------|---------------|---------------------------|---------------|---------------|
| | | 30 sept. 2023 | 30 sept. 2022 | 30 sept. 2021 | 30 sept. 2023 | 30 sept. 2022 | 30 sept. 2021 | 30 sept. 2023 | 30 sept. 2022 | 30 sept. 2021 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable | EUR | 728 015 784,66 | 692 412 762,49 | 811 293 438,28 | | | | | | |
| Capitalisation I (EUR) | EUR | | | | 4 604,47 | 4 303,72 | 5 178,22 | 1 379 | 1 352 | 171 |
| Capitalisation N (EUR) | EUR | | | | 29,00 | 27,09 | 32,57 | 33 181 | 33 288 | 32 061 |
| Capitalisation P (EUR) | EUR | | | | 802,97 | 755,33 | 914,60 | 93 736 | 88 663 | 56 326 |
| Capitalisation P couverte (ii) (EUR) | EUR | | | | 794,88 | 746,74 | 912,77 | 465 771 | 452 964 | 412 617 |
| Capitalisation R couverte (ii) (EUR) | EUR | | | | 822,36 | 768,05 | 932,86 | 4 178 | 5 340 | 40 340 |
| Capitalisation X couverte (i) (CZK) | CZK | | | | 10 549,59 | 9 616,62 | 11 246,37 | 18 080 | 19 626 | 19 422 |
| Capitalisation X couverte (ii) (EUR) | EUR | | | | 666,59 | 631,40 | 778,16 | 39 546 | 40 883 | 36 073 |
| Distribution P (EUR) | EUR | | | | 2 553,14 | 2 403,64 | 2 910,97 | 9 995 | 9 838 | 6 231 |
| Distribution P couverte (ii) (EUR) | EUR | | | | 2 526,26 | 2 375,13 | 2 904,11 | 83 683 | 92 020 | 99 117 |
| Distribution R couverte (ii) (EUR) | EUR | | | | 2 552,67 | 2 388,61 | 2 915,03 | 256 | 281 | 315 |

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

1 Organisation

Goldman Sachs Funds IV (le « Fonds » ou la « Société ») est une Société d'Investissement à Capital Variable (« SICAV ») constituée en date du 9 juin 1986 sous la forme d'une société anonyme pour une durée illimitée. Elle est régie par la partie I de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010, telle qu'amendée, relative aux organismes de placement collectif, telle qu'amendée. Elle est issue de la conversion, à cette date, du fonds de placement collectif Patrimonial créé en mai 1960.

L'acte constitutif et les statuts de la Société ont été publiés au Mémorial C, Recueil spécial des Sociétés et Associations du Grand-Duché de Luxembourg et déposés au Greffe du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, où ils peuvent être consultés et où des copies peuvent en être obtenues contre paiement des frais de greffe.

Le Fonds est inscrit au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 24 401.

Les classes d'actions suivantes sont actuellement proposées aux investisseurs :

| Dénomination de la classe d'actions | Description |
|-------------------------------------|--|
| Capitalisation I | Actions de capitalisation réservées aux investisseurs institutionnels. |
| Capitalisation N | Actions de capitalisation ne payant pas de remise et destinées aux investisseurs individuels sur le marché néerlandais. La commission de gestion maximum pour la Classe d'Actions « N » est inférieure à la commission de gestion maximum pour la Classe d'Actions « P ». La commission de service fixe pour la Classe d'Actions « N » est égale à la commission de service fixe pour la Classe d'Actions « P ». Les commissions de souscription et de conversion ne s'appliquent pas à ce type de Classe d'Actions. |
| Capitalisation P | Actions de capitalisation destinées aux investisseurs particuliers. |
| Capitalisation P couverte* | Actions de capitalisation destinées à des investisseurs particuliers et libellées dans une devise autre que la devise de référence du compartiment. Ces actions utilisent des techniques de couverture contre l'exposition à la devise de référence du compartiment. |
| Capitalisation R | Actions de capitalisation destinées à des investisseurs particuliers qui sont des clients de Distributeurs qui fournissent des services de conseil en investissement sur la base d'accords de commissions distincts. Aucune rétrocession ou remise n'est effectuée. La commission de gestion maximum pour la Classe d'Actions « R » est inférieure à la commission de gestion maximum pour la Classe d'Actions « P ». La commission de service fixe pour la Classe d'Actions « R » est égale à la commission de service fixe pour la Classe d'Actions « P ». Les commissions de souscription et de conversion maximales pour la Classe d'Actions « R » sont égales à celles de la Classe d'Actions « P ». |
| Capitalisation R couverte* | Actions de capitalisation destinées à des investisseurs particuliers qui sont des clients de Distributeurs qui fournissent des services de conseil en investissement sur la base d'accords de commissions distincts et libellées dans une devise autre que la devise de référence du compartiment. Aucune rétrocession ou remise n'est effectuée. La commission de gestion maximum pour la Classe d'Actions « R » est inférieure à la commission de gestion maximum pour la Classe d'Actions « P ». La commission de service fixe pour la Classe d'Actions « R » est égale à la commission de service fixe pour la Classe d'Actions « P ». Les commissions de souscription et de conversion maximales pour la Classe d'Actions « R » sont égales à celles de la Classe d'Actions « P ». Ces actions utilisent des techniques de couverture contre l'exposition à la devise de référence du compartiment. |

| Dénomination de la classe d'actions | Description |
|-------------------------------------|---|
| Capitalisation X | Actions de capitalisation destinées aux investisseurs particuliers, qui diffèrent de celles de la Classe d'Actions « P » par une commission de gestion plus élevée et dans la mesure où elles sont distribuées dans certains pays où les conditions de marché imposent un commissionnement plus élevé. |
| Capitalisation X couverte* | Actions de capitalisation destinées aux investisseurs particuliers, qui diffèrent de celles de la Classe d'Actions « P » par une commission de gestion plus élevée et dans la mesure où elles sont distribuées dans certains pays où les conditions de marché imposent un commissionnement plus élevé et sont libellées dans une devise autre que la devise de référence du compartiment. Ces actions utilisent des techniques de couverture contre l'exposition à la devise de référence du compartiment. |
| Capitalisation Z | Actions de capitalisation réservées aux Investisseurs institutionnels qui, à la discrétion de la Société de gestion, ont signé une convention de gestion spéciale (« Convention spéciale ») parallèlement au contrat de souscription conclu dans le cadre de leur investissement dans le Fonds. Pour cette Classe d'Actions, la commission de gestion est imputée et collectée par la Société de gestion directement auprès des Actionnaires, tel que déterminé dans la Convention spéciale. Tout investissement au sein de ladite Classe d'Actions est soumis à un montant minimum de détention de 5 000 000 EUR ou l'équivalent dans une autre devise. |
| Distribution P | Actions de distribution destinées aux investisseurs particuliers. |
| Distribution P couverte* | Actions de distribution destinées à des investisseurs particuliers et libellées dans une devise autre que la devise de référence du compartiment. Ces actions utilisent des techniques de couverture contre l'exposition à la devise de référence du compartiment. |
| Distribution R | Actions de distribution destinées à des investisseurs particuliers qui sont des clients de Distributeurs qui fournissent des services de conseil en investissement sur la base d'accords de commissions distincts. Aucune rétrocession ou remise n'est effectuée. La commission de gestion maximum pour la Classe d'Actions « R » est inférieure à la commission de gestion maximum pour la Classe d'Actions « P ». La commission de service fixe pour la Classe d'Actions « R » est égale à la commission de service fixe pour la Classe d'Actions « P ». Les commissions de souscription et de conversion maximales pour la Classe d'Actions « R » sont égales à celles de la Classe d'Actions « P ». |
| Distribution R couverte* | Actions de distribution destinées à des investisseurs particuliers qui sont des clients de Distributeurs qui fournissent des services de conseil en investissement sur la base d'accords de commissions distincts et libellées dans une devise autre que la devise de référence du compartiment. Aucune rétrocession ou remise n'est effectuée. La commission de gestion maximum pour la Classe d'Actions « R » est inférieure à la commission de gestion maximum pour la Classe d'Actions « P ». La commission de service fixe pour la Classe d'Actions « R » est égale à la commission de service fixe pour la Classe d'Actions « P ». Les commissions de souscription et de conversion maximales pour la Classe d'Actions « R » sont égales à celles de la Classe d'Actions « P ». Ces actions utilisent des techniques de couverture contre l'exposition à la devise de référence du compartiment. |
| Distribution X | Actions de distribution destinées aux investisseurs particuliers, qui diffèrent de celles de la Classe d'Actions « P » par une commission de gestion plus élevée et dans la mesure où elles sont distribuées dans certains pays où les conditions de marché imposent un commissionnement plus élevé. |

*L'intention est de couvrir en tout ou partie la valeur des actifs nets dans la devise de référence du compartiment ou l'exposition en devises de certains actifs (mais pas nécessairement tous) du compartiment concerné face à la devise de référence de la classe d'actions couverte contre le risque de change ou face à une autre devise. Il est généralement prévu d'effectuer ces couvertures par le biais d'instruments financiers dérivés tels que, entre autres, les contrats à terme sur devises de gré à gré et les contrats de swap de change. Les gains et pertes associés à ce type d'opérations de couverture seront alloués à ladite/aux dites classe(s) d'actions couverte(s) contre le risque de change.

Les techniques utilisées pour la couverture des classes d'actions comprennent notamment :

- i. des opérations de couverture destinées à minimiser les effets des variations de taux de change entre la devise dans laquelle la classe d'actions est libellée et la devise de référence du compartiment concerné (« Couverture de la devise de base ») ;
- ii. des opérations de couverture destinées à minimiser les effets des variations des taux de change entre l'exposition en devise des actifs du compartiment concerné et la devise dans laquelle la classe d'actions est libellée (« Couverture du portefeuille au niveau des Classes d'Actions ») ;
- iii. des opérations de couverture destinées à minimiser les effets des variations des taux de change entre l'exposition en devises des actifs de l'indice de référence concerné et la devise dans laquelle la classe d'actions est libellée (« Couverture de l'indice de référence au niveau des Classes d'Actions ») ;
- iv. des opérations de couverture destinées à minimiser les effets des variations des taux de change, en s'appuyant sur la corrélation entre les devises des actifs du compartiment concerné et la devise dans laquelle la classe d'actions est libellée (« Couverture de substitution [proxy hedging] au niveau des Classes d'Actions »).

Au 30 septembre 2023, seule la « Couverture de la devise de base » a été utilisée. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2023, seule la « Couverture de la devise de base » a été utilisée.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que les compartiments de la Société ne proposent pas tous l'ensemble des classes d'actions.

Politiques et objectif d'investissement

Les actionnaires sont informés que le détail des politiques d'investissement de chaque compartiment figure dans le prospectus, lequel sera tenu à la disposition des actionnaires sur le site Web de la Société, ainsi qu'au siège social de la Société indiqué dans ce rapport. Le prospectus sera également adressé gratuitement à toute personne sur demande.

Changement de nom au 6 mars 2023

Le 6 mars 2023, le nom des compartiments, ainsi que celui de NN (L) Patrimonial ont été modifiés. Le nom de l'entité juridique NN Investment Partners B.V. a également été modifié. Dans le rapport annuel au 30 septembre 2023, le nouveau nom a été utilisé à compter du 6 mars 2023.

| Nom depuis le 6 mars 2023 | Nom jusqu'au 5 mars 2023 |
|--|--|
| Goldman Sachs Funds V | NN (L) Patrimonial |
| Goldman Sachs Patrimonial Aggressive | NN (L) Patrimonial Aggressive |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced | NN (L) Patrimonial Balanced |
| Goldman Sachs Patrimonial Defensive | NN (L) Patrimonial Defensive |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable | NN (L) Patrimonial Balanced European Sustainable |
| Goldman Sachs Asset Management B.V. | NN Investment Partners B.V. |
| www.gsam.com/responsible-investing | www.nnip.com |

2 Principales règles et méthodes comptables

2.1 Fondements de la préparation des États financiers

Les états financiers sont préparés selon le principe comptable de la continuité de l'exploitation et présentés conformément aux prescriptions légales et réglementaires luxembourgeoises relatives à la préparation et à la présentation des états financiers.

2.2 Opérations d'investissement et produits d'investissement connexes

Les opérations d'investissement sont comptabilisées à leur date de transaction. Les plus-values et moins-values réalisées reposent sur la méthode du coût moyen.

Les décotes sont provisionnées et les primes sont amorties en tant qu'ajustements des revenus d'intérêts sur obligations et autres instruments de créance.

2.3 Frais d'exploitation

Les frais d'exploitation sont comptabilisés sur la base de la comptabilité d'exercice.

2.4 Revenus de dividendes et revenus d'intérêts

Les dividendes sont comptabilisés à la date de détachement, déduction faite de la retenue à la source.

Les intérêts sont courus quotidiennement.

Les revenus d'intérêts comprennent l'accumulation de la décote de marché, les décotes des émissions initiales et l'amortissement des primes. Ils sont comptabilisés dans les revenus sur la durée de vie de l'investissement sous-jacent.

2.5 Frais de transaction

Les compartiments du Fonds ont encouru des frais de transaction ayant été définis comme des commissions de courtage relatives aux achats et aux ventes de valeurs mobilières, d'instruments du marché monétaire et d'instruments financiers dérivés (ou d'autres actifs éligibles négociés par les compartiments) et/ou des commissions relatives aux souscriptions ou aux rachats d'actions/de parts d'OPCVM/OPC, le cas échéant.

Dans le cas d'investissements croisés ou d'investissements en actions/parts d'autres OPCVM et/ou d'autres OPC gérés directement ou par délégation par la Société de gestion (les « fonds GSAM »), aucuns frais de transaction ne sont applicables.

Les frais de transaction sont inclus dans le prix d'achat/de vente des valeurs mobilières (le cas échéant). Ces frais, qui ne sont pas traités comme des frais d'exploitation, ne sont pas inclus dans le calcul des frais courants.

Veillez vous reporter à la Note 11 pour plus de détails sur les compartiments qui ont engagé des frais de transaction identifiables séparément. Les frais de transaction des investissements à revenu fixe, des contrats de change à terme et d'autres contrats sur dérivés ne sont pas identifiables séparément. Pour ces investissements, les frais de transaction sont inclus dans les prix d'achat et de vente et font partie de la performance brute d'investissement de chaque compartiment.

2.6 Investissement financier en titres et évaluation

2.6.1 Comptabilisation

Les compartiments comptabilisent les actifs et passifs financiers à la date à laquelle ils deviennent partie aux dispositions contractuelles de l'investissement. Les achats et ventes d'actifs et de passifs financiers sont comptabilisés selon la comptabilité à leur date de transaction. À compter de la date de transaction, toute plus-value ou moins-value découlant des variations de valeur des actifs ou passifs financiers est comptabilisée dans l'état des opérations.

2.6.2. Principes de mesure de la valeur

La valeur de tous les titres et instruments dérivés est déterminée en appliquant les principes suivants :

Actifs et passifs cotés

La valeur des investissements financiers négociés sur une bourse de valeurs, y compris les valeurs mobilières admises à une cote officielle ou sur tout autre marché réglementé, est évaluée au dernier cours connu. Si ces valeurs mobilières sont négociées sur plusieurs marchés, l'évaluation s'effectue sur la base du dernier cours connu de leur marché principal.

Titres de créance

Les titres de créance, y compris les Obligations, sont valorisés au prix dit « clean » (hors intérêts à recevoir). Le dernier cours connu pour les Obligations est le cours acheteur.

Actions d'organismes de placement collectif

La valeur des investissements dans des fonds d'investissement à capital variable est évaluée sur la base des valeurs nettes d'inventaire par action officielles à la dernière date disponible fournie par les fonds, conformément à la politique d'évaluation du fonds applicable telle qu'elle est décrite dans son prospectus.

Si la SICAV avait calculé la VNI uniquement en vue de la présentation dans les présents états financiers, la VNI par action/part utilisée pour évaluer les investissements aurait été les cours de clôture au 30 septembre 2023.

La valeur des investissements dans des fonds d'investissement à capital variable, y compris des Fonds communs, est évaluée sur la base des valeurs nettes d'inventaire par action officielles à la dernière date disponible fournie par les fonds, conformément à la politique d'évaluation du fonds applicable telle qu'elle est décrite dans son prospectus.

Les plus-values et moins-values réalisées sur le portefeuille de titres sont calculées sur la base du coût moyen des titres vendus.

Instruments dérivés

Un instrument dérivé est un instrument dont la juste valeur est dérivée d'un instrument sous-jacent, d'un taux de référence indiciel ou d'une combinaison de ces facteurs. Les instruments dérivés peuvent être des contrats négociés à titre privé, souvent appelés instruments dérivés de gré à gré (« OTC »), ou ils peuvent être cotés et négociés sur une bourse. Les contrats dérivés peuvent impliquer des engagements futurs d'achat ou de vente d'instruments financiers ou de matières premières à des conditions spécifiées à une date donnée, ou d'échange de flux de paiement d'intérêts ou de devises sur la base d'un montant notionnel ou contractuel.

Les contrats dérivés sont comptabilisés à la juste valeur et comptabilisés en tant qu'actifs et passifs financiers dans l'État de l'actif net. Les plus-values et moins-values résultant de la variation de la juste valeur sont comptabilisées dans l'État des opérations en tant que composante de la variation des plus-values/(moins-values) latentes. Les plus-values ou (moins-values) réalisées sont enregistrées lors du dénouement ou à partir des paiements périodiques des flux de trésorerie.

Contrats de change à terme

Les contrats de change à terme représentent des obligations d'achat ou de vente de devises étrangères sur la base de taux de change futurs déterminés à un prix fixe au moment de la conclusion des contrats. Les contrats de change à terme non expirés sont évalués au dernier taux « à terme » disponible aux dates d'évaluation ou à la date du bilan et les plus-values ou (moins-values) latentes sont comptabilisées. Les justes valeurs positives des contrats de change à terme sont indiquées en tant qu'actifs et les justes valeurs négatives en tant que passifs dans l'État de l'actif net. Les plus-values ou (moins-values) réalisées et les variations des résultats non réalisés sont comptabilisées dans l'État des opérations.

Contrats à terme standardisés

Les contrats à terme standardisés sont évalués sur la base du dernier cours de marché disponible. Les dépôts de marge initiaux sont effectués lors de la conclusion de contrats à terme standardisés. Les paiements de marge de variation sont effectués ou reçus, en fonction des fluctuations quotidiennes de la valeur de marché du contrat et sont comptabilisés par le fonds comme plus-values et moins-values latentes. Les justes valeurs positives des instruments à terme sont indiquées en tant qu'actifs et les justes valeurs négatives en tant que passifs dans l'État de l'actif net. Les plus-values ou (moins-values) réalisées et les variations des résultats non réalisés sont comptabilisées dans l'État des opérations. Pour le calcul des participations nettes par devise sur les instruments financiers, les participations sont converties au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

Tous les titres et produits dérivés

Si un prix de marché coté n'est pas disponible auprès d'un service d'évaluation tiers ou d'un courtier, ou si l'on estime qu'une cotation est substantiellement inexacte, la valeur de marché de l'investissement est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation. Les techniques d'évaluation comprennent l'utilisation d'opérations récentes sur le marché, la référence à la valeur de marché actuelle d'un autre investissement substantiellement équivalent, les analyses de flux de trésorerie actualisés ou toute autre technique permettant d'obtenir une estimation fiable des prix obtenus lors d'opérations réelles sur le marché. Ces titres et produits dérivés seront évalués à leur juste valeur telle que déterminée par l'Expert. L'Expert est nommé par la Société de gestion. L'Expert a également des responsabilités directes envers le Conseil d'administration pour certaines fonctions d'évaluation, qui sont finalement reflétées dans les états financiers. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2023, l'Expert a été la division des contrôleurs de produits de GSAM BV (« Contrôleurs »).

Les investissements ont été évalués conformément aux exigences légales et réglementaires luxembourgeoises qui peuvent nécessiter l'utilisation de certaines estimations et hypothèses pour déterminer la valeur. Bien que ces estimations et hypothèses reposent sur les meilleures informations disponibles, les résultats réels peuvent être sensiblement différents de ces estimations.

2.7 Liquidités

Les liquidités sont évaluées à leur coût, qui est une approximation de leur valeur de marché.

Les liquidités libellées dans des devises autres que la devise de référence du compartiment sont converties dans la devise de référence au taux de change en vigueur à la date d'évaluation. Les écarts de change découlant de cette conversion sont comptabilisés dans l'État des opérations et des variations de l'actif net en tant que plus-values (ou moins-values) de change réalisées.

2.8 Conversion de devises étrangères

Les livres et registres de tous les compartiments sont tenus dans leur devise de référence. Les transactions en devises étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs libellés en devises étrangères sont convertis dans la devise de référence au taux de change de clôture en vigueur à la date de clôture de l'exercice.

Les écarts de change découlant de la conversion ainsi que les plus-values et moins-values réalisées sur les cessions ou règlements d'actifs et de passifs sont comptabilisés dans l'État des opérations. Les plus-values ou moins-values de change relatives aux investissements, aux investissements financiers dérivés et à toutes les autres plus-values ou moins-values de change relatives aux éléments monétaires, y compris les liquidités et quasi-liquidités, sont comptabilisées dans la plus-value/(moins-value) nette réalisée ou dans la variation nette de la plus-value/(moins-value) latente de l'État des opérations.

2.9 Autres passifs

Ce compte inclut principalement les frais de transaction à payer.

2.10 Autres revenus

Ce compte inclut principalement le produit des sanctions pécuniaires infligées au titre de la réglementation sur les dépositaires centraux de titres (DCT) et le revenu des liquidités en déshérence.

2.11 Swinging Single Pricing

Un compartiment peut subir une « dilution » de sa valeur nette d'inventaire par action parce que le prix auquel les investisseurs souscrivent ou rachètent des actions du compartiment ne reflète pas les frais de transaction et autres coûts qui surviennent lorsque le Gestionnaire effectue des opérations pour répondre aux entrées ou sorties de fonds liées à ces souscriptions ou rachats.

Afin de contrer cet impact, une méthode de « Swinging Single Pricing » (SSP) peut être appliquée pour compenser les frais de transaction prévus résultant de la différence entre les entrées et les sorties de capitaux. Si, lors d'un jour d'évaluation quelconque, le total des transactions nettes en actions d'un compartiment dépasse un seuil prédéterminé, la valeur nette d'inventaire par action peut être ajustée à la hausse ou à la baisse pour compenser les frais de transaction prévus liés à ces entrées ou sorties de capital nettes, respectivement, par un « Swing factor » prédéterminé. Les entrées et sorties nettes seront déterminées par le Conseil d'administration sur la base des dernières informations disponibles au moment du calcul de la valeur nette d'inventaire par action.

Ces seuils et « swing factors » prédéterminés sont régulièrement réexaminés et peuvent être ajustés. Le Swing Factor maximum ne dépassera pas 1,50 % de la Valeur nette d'inventaire du compartiment concerné, à l'exception des compartiments investissant dans des instruments à revenu fixe, lesquels peuvent appliquer un Swing Factor maximum de 3,00 %.

Dans des circonstances de marché exceptionnelles, en cas de demandes importantes de souscriptions, de rachat ou de conversion pouvant nuire aux intérêts des Actionnaires, le Conseil d'Administration peut, à sa discrétion, autoriser une augmentation temporaire d'un Swing Factor au-delà du Swing Factor maximum. Des circonstances de marché exceptionnelles peuvent être caractérisées, entre autres, par des périodes de volatilité accrue du marché, de manque de liquidité, de difficultés d'intermédiation des courtiers, de conditions de négociation désordonnées, de dislocation des marchés, de déconnexion entre les prix du marché et les valorisations et peuvent être le résultat d'un cas de force majeure (actes de guerre, actions industrielles, troubles civils ou cybersabotage, entre autres).

Les niveaux actuels des seuils et des Swing Factors relatifs à chaque compartiment sont publiés et mis à jour sur le site Web www.gsam.com/responsible-investing.

Les compartiments n'ont pas appliqué la méthode de « Swinging Single Pricing » au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2023.

Au 30 septembre 2023, aucun ajustement de « swing pricing » n'a été appliqué.

3 Fiscalité

La Société est soumise au Luxembourg à une taxe d'abonnement de 0,05 % par an basée sur son actif net. Cette taxe est payable trimestriellement et calculée sur le montant de la valeur nette d'inventaire à la fin du trimestre civil concerné. Cette taxe est néanmoins réduite à 0,01 % par an sur les actifs nets des Compartiments monétaires ainsi que sur les actifs nets des Compartiments et/ou Classes d'Actions réservés à des Investisseurs institutionnels au sens de l'Article 174 (II) de la Loi de 2010.

Cette taxe n'est pas due sur la partie des actifs de la Société placée dans d'autres OPC déjà soumis à cette taxe au Luxembourg.

La Société peut faire l'objet de retenues à la source à taux variables sur les dividendes, les intérêts et les plus-values, conformément aux lois fiscales applicables dans les pays où sont réalisés ces revenus. La Société peut, dans certains cas, bénéficier d'une réduction de taux en vertu des traités de double imposition conclus entre le Luxembourg et d'autres pays.

4 Distributions

Le Fonds a l'intention de déclarer la quasi-totalité du revenu net d'investissement, le cas échéant, de chaque compartiment sous forme de dividende et de le verser au moins une fois par an aux Actionnaires des Classes d'Actions de Distribution des compartiments. Les plus-values nettes et de change réalisées sur les investissements de chaque compartiment et/ou le capital attribuable à certaines Classes d'Actions peuvent également être distribuées aux Actionnaires de certaines Classes d'Actions de Distribution des compartiments.

Veuillez vous reporter au Prospectus pour de plus amples informations sur les politiques de distribution.

5 Commission de gestion

Conformément aux conditions générales de la « Convention de gestion collective de portefeuille » entre Goldman Sachs Asset Management B.V. et la SICAV, les compartiments paient à Goldman Sachs Asset Management B.V. une commission de gestion annuelle calculée sur la moyenne des actifs nets de chaque classe d'actions, comme décrit dans le tableau ci-dessous. Cette commission est payable mensuellement à terme échu.

Au 30 septembre 2023, les taux effectifs des commissions de gestion sont les suivants :

| Compartiments | Commission de gestion (par an) | | | | | |
|---|--------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|
| | Classe I (en %) | Classe N (en %) | Classe P (en %) | Classe R (en %) | Classe X (en %) | Classe Z* (en %) |
| Goldman Sachs Patrimonial Aggressive | 0,60 | - | 1,20 | 0,60 | 2,00 | - |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced | 0,60 | - | 1,20 | 0,60 | 2,00 | 0,00 |
| Goldman Sachs Patrimonial Defensive | 0,60 | - | 1,20 | 0,60 | 2,00 | 0,00 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable | 0,60 | 0,50 | 1,20 | 0,60 | 2,00 | - |

* Pour cette classe d'actions, la commission de gestion n'est pas imputée au niveau de la classe d'actions. En revanche, une commission de gestion spécifique est prélevée et collectée par la Société de gestion directement auprès des actionnaires.

Dans le cas où les compartiments investissent dans les parts/actions d'autres OPCVM et/ou d'autres OPC qui sont gérés directement ou par délégation par la Société de gestion ou par toute autre société à laquelle la Société de gestion est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte, les commissions de gestion payées par les OPCVM et/ou les OPC seront déduites des commissions de gestion payées à la Société de gestion.

Les compartiments Goldman Sachs Patrimonial Aggressive, Goldman Sachs Patrimonial Balanced et Goldman Sachs Patrimonial Defensive ont plus de 50 % de leurs actifs nets respectifs investis dans d'autres OPCVM/OPC, gérés directement ou par délégation par la même Société de gestion. Le taux maximum de commission de gestion imputé à ces compartiments et aux OPCVM/OPC dans lesquels ils sont investis est le suivant :

| Compartiments | Taux de commission de gestion maximum en % |
|---|--|
| Goldman Sachs Emerging Markets Enhanced Index Sustainable Equity - Z Cap EUR* | - |
| Goldman Sachs Emerging Markets Hard Currency Sovereign Debt Optimised Index - I Cap EUR (couverte i) | 0,25 |
| Goldman Sachs Emerging Markets Hard Currency Sovereign Debt Optimised Index - Z Cap EUR (couverte i)* | - |
| Goldman Sachs Enhanced Index Sustainable Pacific Equity Fund - Z Dis EUR | - |
| Goldman Sachs Euro Bond - I Cap EUR | 0,36 |
| Goldman Sachs Euro Credit - I Cap EUR | 0,36 |
| Goldman Sachs Euro Long Duration Bond - I Cap EUR | 0,36 |
| Goldman Sachs Euro Sustainable Credit - I Cap EUR | 0,36 |
| Goldman Sachs Euromix Bond - I Cap EUR | 0,36 |
| Goldman Sachs Europe Enhanced Index Sustainable Equity - I Cap EUR | 0,08 |
| Goldman Sachs Europe Equity - I Cap EUR | 0,48 |
| Goldman Sachs Europe Sustainable Equity - Z Cap EUR* | - |
| Goldman Sachs Global Enhanced Index Sustainable Equity - I Cap USD | 0,08 |
| Goldman Sachs Global Sustainable Equity - I Cap EUR | 0,60 |
| Goldman Sachs Green Bond Short Duration - I Cap EUR | 0,36 |
| Goldman Sachs Japan Equity (Former NN) - Z Cap EUR* | - |
| Goldman Sachs North America Enhanced Index Sustainable Equity - Z Cap EUR* | - |
| Goldman Sachs Sovereign Green Bond - I Cap EUR | 0,36 |
| Goldman Sachs Sustainable Yield Opportunities - Z Cap EUR* | - |

* Pour cette classe d'actions, la commission de gestion n'est pas imputée au niveau de la classe d'actions. En revanche, une commission de gestion spécifique est prélevée et collectée par la Société de gestion directement auprès des actionnaires.

Si les commissions de gestion payées par les fonds d'investissement dépassent les commissions de gestion à payer par les compartiments du Fonds, le solde (« excédent de commissions de gestion ») est comptabilisé au poste « Autres revenus » dans l'état des opérations et des variations de l'actif net.

6 Commissions forfaitaires de service

Une commission forfaitaire de service est imputée au niveau des classes d'actions de chaque compartiment. Cette commission forfaitaire de service est versée à la Société de gestion et employée par cette dernière pour régler, au nom de la Société, les frais d'administration, la commission de Banque dépositaire, les frais d'agent de transfert, la taxe d'abonnement belge et d'autres frais d'exploitation et administratifs courants facturés à la Société.

La commission forfaitaire de service est forfaitaire dans la mesure où la Société de gestion supportera tout montant supérieur à la commission forfaitaire de service applicable à chaque classe d'actions dans chacun des compartiments.

À l'inverse, la Société de gestion sera en droit de conserver toute partie de la commission de service facturée à la classe d'actions excédant les dépenses y relatives réellement encourues par la classe d'actions concernée.

Cette commission, calculée sur l'actif net moyen de chaque classe d'actions, est payable mensuellement à terme échu.

Au 30 septembre 2023, les taux de commission forfaitaire de service effectifs au titre des classes d'actions actives sont les suivants :

| Compartiments | Commission forfaitaire de service (par an) | | | | | |
|---|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|
| | Classe I (en %) | Classe N (en %) | Classe P (en %) | Classe R (en %) | Classe X (en %) | Classe Z* (en %) |
| Goldman Sachs Patrimonial Aggressive | 0,15 | - | 0,15 | 0,15 | 0,15 | 0,15 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced | 0,15 | - | 0,15 | 0,15 | 0,15 | 0,15 |
| Goldman Sachs Patrimonial Defensive | 0,15 | - | 0,15 | 0,15 | 0,15 | 0,15 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable | 0,20 | 0,20 | 0,20 | 0,20 | 0,20 | - |

* Pour cette classe d'actions, une commission de service est imputée pour couvrir les dépenses administratives et de garde des actifs, ainsi que d'autres frais opérationnels et administratifs courants.

7 Frais de service majorés de taxes

Afin d'optimiser les performances de la Société et/ou des compartiments concernés, la Société de gestion peut, dans certaines circonstances, tirer parti des opportunités de récupération ou déduction fiscale non saisies par le Dépositaire, qui pourraient autrement être abandonnées. La fourniture de ces services spécifiques doit être considérée comme un service supplémentaire de la Société de gestion aux compartiments concernés. Dans le cas d'une issue positive, la Société de gestion est en droit de percevoir une commission en guise de dédommagement pour lesdits services. Ladite commission est un pourcentage défini des montants de taxes récupérés ou encore économisés consécutivement à l'exécution dudit service et représente un maximum de 15 % des taxes récupérées ou économisées. Dans l'éventualité où aucune récupération de taxes n'est possible, la Société et/ou les compartiments concernés n'auront rien à déboursier pour les prestations de services.

8 Taux de change

Au 30 septembre 2023, les taux de change utilisés étaient les suivants :

| | | |
|---------|----------|-----|
| 1 EUR = | 1,6405 | AUD |
| | 1,4314 | CAD |
| | 0,9685 | CHF |
| | 24,3555 | CZK |
| | 7,4570 | DKK |
| | 0,8674 | GBP |
| | 4,0307 | ILS |
| | 157,9920 | JPY |
| | 11,2660 | NOK |
| | 11,5025 | SEK |
| | 1,0588 | USD |

9 État des variations dans chaque Portefeuille

Ces changements sont tenus à la disposition des actionnaires au siège social de la Société, ainsi qu'auprès des distributeurs identifiés dans le présent rapport. Ils seront également adressés gratuitement à toute personne sur demande.

10 Informations sur les garanties en espèces

Afin de réduire le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés négociés de gré à gré, la société a reçu de/fourni à la contrepartie les garanties en espèces énumérées ci-dessous.

Le tableau ci-dessous présente les soldes de garanties en espèces dus par/à des courtiers au titre des investissements suivants détenus au 30 septembre 2023 :

| Compartiments | Devise | Dû par / aux courtiers | Type d'investissement | Soldes de garanties en espèces |
|---|--------|------------------------|----------------------------------|--------------------------------|
| Goldman Sachs Patrimonial Aggressive | EUR | Dû par | Instruments dérivés de gré à gré | 902 000,00 |
| Goldman Sachs Patrimonial Aggressive | EUR | Dû aux | Instruments dérivés de gré à gré | 526 000,00 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable | EUR | Dû aux | Instruments dérivés de gré à gré | 417 000,00 |

11 Frais de transaction

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2023, le montant des frais de transaction encourus par chaque compartiment est détaillé dans le tableau suivant :

| Compartiment | Devise | Frais de transaction |
|---|--------|----------------------|
| Goldman Sachs Patrimonial Aggressive | EUR | 34 794,15 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced | EUR | 81 729,43 |
| Goldman Sachs Patrimonial Defensive | EUR | 36 345,70 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable | EUR | 587 541,29 |

12 Frais d'Overlay

La Société de gestion est en droit de percevoir des frais d'Overlay de Classes d'actions uniformes, s'élevant au maximum à 0,04 %, prélevés sur les actifs de la Classe d'Actions concernée et fondés sur les coûts réels. La Commission de couverture de Classe d'Actions est évaluée à chaque calcul de la Valeur nette d'inventaire et fixée comme valeur maximum dans le sens où la Société de gestion peut décider de réduire la Commission de couverture de la Classe d'Actions concernée si les économies d'échelle le permettent.

Les Frais d'Overlay seront applicables à toutes les classes d'actions couvertes contre le risque de change. En ce qui concerne les classes d'actions Z, ces frais peuvent être mentionnés dans la Convention spéciale et seront prélevés et perçus par la Société de gestion directement auprès de l'Actionnaire et non pas facturés directement à la Classe d'Actions concernée.

Au 30 septembre 2023, les frais d'Overlay s'élèvent à 0,021 %.

13 Événements postérieurs à l'arrêté des comptes

Aucun événement significatif à signaler.

14 Approbation des États financiers

Le Conseil d'administration a approuvé les États financiers annuels le 6 décembre 2023.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL AGGRESSIVE

Liste des investissements

| Participations | Description du titre | Devise | Valeur de marché EUR | % de la VL |
|---|--|--------|-------------------------|---------------|
| Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une Bourse de valeurs et/ou négociées sur un autre marché réglementé | | | | |
| Organismes de placement collectif | | | | |
| Fonds à capital variable - 97,37 % | | | | |
| Irlande | | | | |
| 6 666 | Beresford Funds ICAV - North America Responsible Investing Equity Fund | EUR | 101 600 705,58 | 19,67 |
| Luxembourg | | | | |
| 370 | Goldman Sachs Emerging Markets Enhanced Index Sustainable Equity - Z Cap EUR | EUR | 42 413 292,40 | 8,21 |
| 1 281 | Goldman Sachs Emerging Markets Hard Currency Sovereign Debt Optimised Index - I Cap EUR (couverte i) | EUR | 4 942 008,33 | 0,96 |
| 5 032 | Goldman Sachs Emerging Markets Hard Currency Sovereign Debt Optimised Index - Z Cap EUR (couverte i) | EUR | 49 011,68 | 0,01 |
| 18 084 | Goldman Sachs Euro Bond - I Cap EUR | EUR | 8 998 508,83 | 1,74 |
| 18 074 | Goldman Sachs Euro Credit - I Cap EUR | EUR | 35 775 494,86 | 6,93 |
| 3 131 | Goldman Sachs Euro Long Duration Bond - I Cap EUR | EUR | 19 652 191,15 | 3,80 |
| 1 736 | Goldman Sachs Euro Sustainable Credit - I Cap EUR | EUR | 8 857 974,72 | 1,72 |
| 2 400 | Goldman Sachs Europe Enhanced Index Sustainable Equity - I Cap EUR | EUR | 15 598 584,00 | 3,02 |
| 89 862 | Goldman Sachs Europe Equity - I Cap EUR | EUR | 8 536 890,00 | 1,65 |
| 1 081 | Goldman Sachs Europe Sustainable Equity - Z Cap EUR | EUR | 12 403 869,64 | 2,40 |
| 2 486 | Goldman Sachs Global Enhanced Index Sustainable Equity - I Cap USD | USD | 16 234 619,01 | 3,14 |
| 96 407 | Goldman Sachs Global Sustainable Equity - I Cap EUR | EUR | 63 198 644,78 | 12,24 |
| 55 574 | Goldman Sachs Green Bond Short Duration - I Cap EUR | EUR | 26 348 744,88 | 5,10 |
| 132 | Goldman Sachs North America Enhanced Index Sustainable Equity - Z Cap EUR | EUR | 102 093 021,36 | 19,77 |
| 917 | Goldman Sachs Sovereign Green Bond - I Cap EUR | EUR | 6 726 818,56 | 1,30 |
| 452 | Goldman Sachs Sustainable Yield Opportunities - Z Cap EUR | EUR | 2 197 646,60 | 0,43 |
| | | | 374 027 320,80 | 72,42 |
| Pays-Bas | | | | |
| 5 861 | Goldman Sachs Enhanced Index Sustainable Pacific Equity Fund - Z Dis EUR | EUR | 27 291 922,33 | 5,28 |
| TOTAL FONDS À CAPITAL VARIABLE | | | 502 919 948,71 | 97,37 |
| TOTAL DES VALEURS MOBILIÈRES ADMISES À LA COTE OFFICIELLE D'UNE BOURSE DE VALEURS ET/OU NÉGOCIÉES SUR UN AUTRE MARCHÉ RÉGLEMENTÉ | | | 502 919 948,71 | 97,37 |
| VALEUR DE MARCHÉ DES INVESTISSEMENTS HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS | | | 502 919 948,71 | 97,37 |

Contrats à terme standardisés - (0,72 %)

| Nombre de contrats | Description du titre | Position | Engagement Valeur de marché EUR | Plus-value latente EUR | % de la VL |
|--------------------|--|----------|---------------------------------------|------------------------------|---------------|
| EUR | | | | | |
| (910) | EURO STOXX 50 Index Futures 15/12/2023 | Short | 38 256 400,00 | 750 750,00 | 0,15 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL AGGRESSIVE

Contrats à terme standardisés - (0,72 %) (suite)

| Nombre de contrats | Description du titre | Position | Valeur de marché de l'engagement EUR | Plus-value latente EUR | % de la VL |
|---|--|----------|---|---------------------------|-------------|
| JPY | | | | | |
| (41) | Japanese Government Bond 10YR Futures 13/12/2023 | Short | 37 618 114,15 | 256 900,31 | 0,05 |
| USD | | | | | |
| (57) | US 2 Year Note (CBT) Futures 29/12/2023 | Short | 10 913 363,37 | 56 753,78 | 0,01 |
| PLUS-VALUE LATENTE SUR CONTRATS À TERME STANDARDISÉS | | | | 1 064 404,09 | 0,21 |

| Nombre de contrats | Description du titre | Position | Valeur de marché de l'engagement EUR | Moins-value latente EUR | % de la VL |
|--|--|----------|---|----------------------------|---------------|
| EUR | | | | | |
| 144 | Euro-Bund Futures 07/12/2023 | Long | 18 524 160,00 | (538 385,41) | (0,10) |
| GBP | | | | | |
| 411 | UK Long Gilt Bond Futures 27/12/2023 | Long | 44 613 920,86 | (407 483,83) | (0,08) |
| USD | | | | | |
| 81 | MSCI World Energy Index 15/12/2023 | Long | 3 717 683,87 | (30 334,36) | (0,01) |
| 143 | NASDAQ 100 E-mini Index Futures 15/12/2023 | Long | 40 158 857,14 | (1 699 859,49) | (0,33) |
| 64 | S&P500 E-mini Index Futures 15/12/2023 | Long | 13 073 530,11 | (562 171,34) | (0,11) |
| 805 | US Treasury Notes 10YR Futures 19/12/2023 | Long | 82 163 223,14 | (1 574 121,90) | (0,30) |
| | | | 139 113 294,26 | (3 866 487,09) | (0,75) |
| MOINS-VALUE LATENTE SUR CONTRATS À TERME STANDARDISÉS | | | | (4 812 356,33) | (0,93) |

Contrats de change à terme - (0,08 %)

| Devise | Montant acheté | Devise | Montant vendu | Contrepartie | Date d'échéance | Plus-value latente EUR | % de la VL |
|--|----------------|--------|---------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------|-------------|
| EUR | 688 220 | CZK | 16 682 030 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 4 141,60 | 0,00 |
| CZK | 1 512 769 | EUR | 61 530 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 504,20 | 0,00 |
| CZK | 775 398 | EUR | 31 622 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 175,01 | 0,00 |
| CZK | 818 017 | EUR | 33 405 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 139,09 | 0,00 |
| EUR | 22 241 | CZK | 538 975 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 138,86 | 0,00 |
| CZK | 228 479 | EUR | 9 291 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 77,77 | 0,00 |
| EUR | 8 341 | CZK | 201 769 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 67,51 | 0,00 |
| CZK | 377 117 | EUR | 15 424 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 40,50 | 0,00 |
| CZK | 311 627 | EUR | 12 740 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 39,31 | 0,00 |
| CZK | 519 751 | EUR | 21 280 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 33,47 | 0,00 |
| CZK | 79 793 | EUR | 3 264 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 7,91 | 0,00 |
| CZK | 28 284 | EUR | 1 155 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 5,29 | 0,00 |
| CZK | 564 992 | EUR | 23 164 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 4,62 | 0,00 |
| EUR | 1 903 | CZK | 46 389 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 0,95 | 0,00 |
| CZK | 6 955 | EUR | 285 | State Street Bank and Trust Co. | 2 octobre 2023 | 0,13 | 0,00 |
| PLUS-VALUE LATENTE SUR CONTRATS DE CHANGE À TERME | | | | | | 5 376,22 | 0,00 |

| Devise | Montant acheté | Devise | Montant vendu | Contrepartie | Date d'échéance | Moins-value latente EUR | % de la VL |
|--------|----------------|--------|---------------|---------------------------------|-----------------|----------------------------|------------|
| EUR | 285 | CZK | 6 955 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (0,16) | (0,00) |
| CZK | 46 389 | EUR | 1 906 | State Street Bank and Trust Co. | 3 octobre 2023 | (1,06) | (0,00) |
| EUR | 4 583 | CZK | 111 901 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (5,80) | (0,00) |
| EUR | 6 144 | CZK | 150 239 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (16,36) | (0,00) |
| EUR | 6 864 | CZK | 168 418 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (41,99) | (0,00) |

Contrats de change à terme - (0,08 %) (suite)

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL AGGRESSIVE

| Devise | Montant acheté | Devise | Montant vendu | Contrepartie | Date d'échéance | Moins-value latente EUR | % de la VL |
|---|-------------------|--------|------------------|---------------------------------|-----------------|-------------------------------|---------------|
| CZK | 453 762 | EUR | 18 698 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (90,63) | (0,00) |
| EUR | 43 500 | CZK | 1 065 649 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (199,27) | (0,00) |
| EUR | 23 536 | CZK | 579 845 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (241,55) | (0,00) |
| CZK | 1 471 386 626 | EUR | 60 740 861 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (403 830,19) | (0,08) |
| MOINS-VALUE LATENTE SUR CONTRATS DE CHANGE À TERME | | | | | | (404 427,01) | (0,08) |

| | Valeur de marché EUR | % de la VL |
|---------------------------------|----------------------------|---------------|
| INVESTISSEMENTS | 498 772 945,68 | 96,57 |
| AUTRES ACTIFS ET PASSIFS | 17 722 858,74 | 3,43 |
| TOTAL ACTIF NET | 516 495 804,42 | 100,00 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED

| Participations | Description du titre | Devise | Valeur de marché EUR | % de la VL |
|----------------|----------------------|--------|-------------------------|---------------|
|----------------|----------------------|--------|-------------------------|---------------|

Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une Bourse de valeurs et/ou négociées sur un autre marché réglementé

Organismes de placement collectif

Fonds à capital variable - 97,69 %

Irlande

| | | | | |
|--------|--|-----|----------------|-------|
| | Beresford Funds ICAV - North | | | |
| 10 307 | America Responsible Investing Equity Fund | EUR | 157 095 480,41 | 12,18 |
| 46 000 | iShares Core MSCI Pacific ex-Japan UCITS ETF | EUR | 6 781 320,00 | 0,53 |
| | | | 163 876 800,41 | 12,71 |

Luxembourg

| | | | | |
|---------|---|-----|----------------|------|
| 625 | Goldman Sachs Emerging Markets Enhanced Index Sustainable Equity - Z Cap EUR | EUR | 71 644 075,00 | 5,56 |
| 3 357 | Goldman Sachs Emerging Markets Hard Currency Sovereign Debt Optimised Index - I Cap EUR (couverte i) | EUR | 12 951 071,01 | 1,00 |
| 13 441 | Goldman Sachs Emerging Markets Hard Currency Sovereign Debt Optimised Index - Z Cap EUR (couverte i) | EUR | 130 915,34 | 0,01 |
| 213 409 | Goldman Sachs Euro Bond - I Cap EUR | EUR | 106 192 105,92 | 8,24 |
| 55 438 | Goldman Sachs Euro Credit - I Cap EUR | EUR | 109 733 422,82 | 8,51 |
| 12 771 | Goldman Sachs Euro Long Duration Bond - I Cap EUR | EUR | 80 160 101,41 | 6,22 |
| 6 394 | Goldman Sachs Euro Sustainable Credit - I Cap EUR | EUR | 32 625 512,88 | 2,53 |
| 27 297 | Goldman Sachs Euromix Bond - I Cap EUR | EUR | 86 280 903,54 | 6,69 |
| 4 048 | Goldman Sachs Europe Enhanced Index Sustainable Equity - I Cap EUR | EUR | 26 309 611,68 | 2,04 |
| 143 705 | Goldman Sachs Europe Equity - I Cap EUR | EUR | 13 651 975,00 | 1,06 |
| 1 949 | Goldman Sachs Europe Sustainable Equity - Z Cap EUR | EUR | 22 363 683,56 | 1,73 |

| Participations | Description du titre | Devise | Valeur de marché EUR | % de la VL |
|----------------|----------------------|--------|-------------------------|---------------|
|----------------|----------------------|--------|-------------------------|---------------|

Organismes de placement collectif
(suite)

Fonds à capital variable - 97,69 % (suite)

Luxembourg (suite)

| | | | | |
|---------|---|-----|------------------|-------|
| 3 982 | Goldman Sachs Global Enhanced Index Sustainable Equity - I Cap USD | USD | 26 004 124,26 | 2,02 |
| 127 367 | Goldman Sachs Global Sustainable Equity - I Cap EUR | EUR | 83 494 163,18 | 6,48 |
| 269 317 | Goldman Sachs Green Bond Short Duration - I Cap EUR | EUR | 127 688 576,04 | 9,90 |
| 1 203 | Goldman Sachs Japan Equity (Former NN) - Z Cap EUR | EUR | 13 580 017,38 | 1,05 |
| 264 | Goldman Sachs North America Enhanced Index Sustainable Equity - Z Cap EUR | EUR | 204 186 042,72 | 15,83 |
| 5 189 | Goldman Sachs Sovereign Green Bond - I Cap EUR | EUR | 38 064 843,52 | 2,95 |
| 2 739 | Goldman Sachs Sustainable Yield Opportunities - Z Cap EUR | EUR | 13 317 154,95 | 1,03 |
| | | | 1 068 378 300,21 | 82,85 |

Pays-Bas

| | | | | |
|-------|--|-----|---------------|------|
| 5 897 | Goldman Sachs Enhanced Index Sustainable Pacific Equity Fund - Z Dis EUR | EUR | 27 459 557,41 | 2,13 |
|-------|--|-----|---------------|------|

TOTAL FONDS À CAPITAL VARIABLE 1 259 714 658,03 97,69

TOTAL DES VALEURS MOBILIÈRES ADMISES À LA COTE OFFICIELLE D'UNE BOURSE DE VALEURS ET/OU NÉGOCIÉES SUR UN AUTRE MARCHÉ RÉGLEMENTÉ 1 259 714 658,03 97,69

VALEUR DE MARCHÉ DES INVESTISSEMENTS HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS 1 259 714 658,03 97,69

Contrats à terme standardisés - (0,70 %)

| Nombre de contrats | Description du titre | Position | Valeur de marché de l'engagement EUR | Plus-value latente EUR | % de la VL |
|--------------------|--|----------|---|---------------------------|------------|
| | EUR | | | | |
| (1 903) | EURO STOXX 50 Index Futures 15/12/2023 | Short | 80 002 120,00 | 1 569 975,00 | 0,12 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED

Contrats à terme standardisés - (0,70 %) (suite)

| Nombre de contrats | Description du titre | Position | Valeur de marché de l'engagement EUR | Plus-value latente EUR | % de la VL |
|--------------------|---|----------|---|---------------------------|------------|
| JPY | | | | | |
| (90) | Japanese Government Bond10YR Futures 13/12/2023 | Short | 82 576 348,14 | 563 927,50 | 0,04 |
| USD | | | | | |
| (107) | US 2 Year Note (CBT) Futures 29/12/2023 | Short | 20 486 489,13 | 106 537,80 | 0,01 |

PLUS-VALUE LATENTE

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS 2 240 440,30 0,17

| Nombre de contrats | Description du titre | Position | Valeur de marché de l'engagement EUR | Moins-value latente EUR | % de la VL |
|--------------------|--|----------|---|----------------------------|------------|
| EUR | | | | | |
| 596 | Euro-Bund Futures 07/12/2023 | Long | 76 669 440,00 | (2 195 293,46) | (0,17) |
| GBP | | | | | |
| 862 | UK Long Gilt Bond Futures 27/12/2023 | Long | 93 569 829,16 | (854 625,46) | (0,07) |
| USD | | | | | |
| 174 | MSCI World Energy Index 15/12/2023 | Long | 7 986 135,73 | (65 162,69) | 0,00 |
| 297 | NASDAQ 100 E-mini Index Futures 15/12/2023 | Long | 83 406 857,14 | (3 530 477,40) | (0,27) |
| 128 | S&P500 E-mini Index Futures 15/12/2023 | Long | 26 147 060,21 | (1 124 342,68) | (0,09) |
| 1 756 | US Treasury Notes 10YR Futures 19/12/2023 | Long | 179 228 099,17 | (3 433 736,72) | (0,27) |
| | | | 296 768 152,25 | (8 153 719,49) | (0,63) |

MOINS-VALUE

LATENTE SUR CONTRATS À TERME STANDARDISÉS (11 203 638,41)(0,87)

| | Valeur de marché EUR | % de la VL |
|---------------------------------|-------------------------|---------------|
| INVESTISSEMENTS | 1 250 751 459,92 | 96,99 |
| AUTRES ACTIFS ET PASSIFS | 38 770 192,54 | 3,01 |
| TOTAL ACTIF NET | 1 289 521 652,46 | 100,00 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL DEFENSIVE

| Participations | Description du titre | Devise | Valeur de marché EUR | % de la VL |
|---|--|--------|-------------------------|---------------|
| Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une Bourse de valeurs et/ou négociées sur un autre marché réglementé | | | | |
| Organismes de placement collectif | | | | |
| Fonds à capital variable - 98,08 % | | | | |
| Irlande | | | | |
| 2 489 | Beresford Funds ICAV - North America Responsible Investing Equity Fund | EUR | 37 936 417,07 | 6,02 |
| Luxembourg | | | | |
| 156 | Goldman Sachs Emerging Markets Enhanced Index Sustainable Equity - Z Cap EUR | EUR | 17 882 361,12 | 2,84 |
| 1 793 | Goldman Sachs Emerging Markets Hard Currency Sovereign Debt Optimised Index - I Cap EUR (couverte i) | EUR | 6 917 268,49 | 1,10 |
| 7 274 | Goldman Sachs Emerging Markets Hard Currency Sovereign Debt Optimised Index - Z Cap EUR (couverte i) | EUR | 70 848,76 | 0,01 |
| 178 576 | Goldman Sachs Euro Bond - I Cap EUR | EUR | 88 859 240,45 | 14,09 |
| 32 556 | Goldman Sachs Euro Credit - I Cap EUR | EUR | 64 441 020,84 | 10,22 |
| 10 625 | Goldman Sachs Euro Long Duration Bond - I Cap EUR | EUR | 66 691 496,37 | 10,57 |
| 4 326 | Goldman Sachs Euro Sustainable Credit - I Cap EUR | EUR | 22 073 501,52 | 3,50 |
| 20 217 | Goldman Sachs Euromix Bond - I Cap EUR | EUR | 63 902 297,94 | 10,13 |
| 848 | Goldman Sachs Europe Enhanced Index Sustainable Equity - I Cap EUR | EUR | 5 511 499,68 | 0,87 |
| 41 251 | Goldman Sachs Europe Equity - I Cap EUR | EUR | 3 918 845,00 | 0,62 |
| 508 | Goldman Sachs Europe Sustainable Equity - Z Cap EUR | EUR | 5 829 015,52 | 0,92 |
| 945 | Goldman Sachs Global Enhanced Index Sustainable Equity - I Cap USD | USD | 6 171 244,96 | 0,98 |
| 28 205 | Goldman Sachs Global Sustainable Equity - I Cap EUR | EUR | 18 489 505,70 | 2,93 |
| 216 081 | Goldman Sachs Green Bond Short Duration - I Cap EUR | EUR | 102 448 323,72 | 16,24 |
| 67 | Goldman Sachs North America Enhanced Index Sustainable Equity - Z Cap EUR | EUR | 51 819 942,66 | 8,22 |
| 4 317 | Goldman Sachs Sovereign Green Bond - I Cap EUR | EUR | 31 668 130,56 | 5,02 |
| 2 462 | Goldman Sachs Sustainable Yield Opportunities - Z Cap EUR | EUR | 11 970 367,10 | 1,90 |
| | | | 568 664 910,39 | 90,16 |
| Pays-Bas | | | | |
| 2 571 | Goldman Sachs Enhanced Index Sustainable Pacific Equity Fund - Z Dis EUR | EUR | 11 971 938,63 | 1,90 |
| TOTAL FONDS À CAPITAL VARIABLE | | | 618 573 266,09 | 98,08 |
| TOTAL DES VALEURS MOBILIÈRES ADMISES À LA COTE OFFICIELLE D'UNE BOURSE DE VALEURS ET/OU NÉGOCIÉES SUR UN AUTRE MARCHÉ RÉGLEMENTÉ | | | 618 573 266,09 | 98,08 |
| VALEUR DE MARCHÉ DES INVESTISSEMENTS HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS | | | 618 573 266,09 | 98,08 |

Contrats à terme standardisés - (0,57 %)

| Nombre de contrats | Description du titre | Position | Valeur de marché de l'engagement EUR | Plus-value latente EUR | % de la VL |
|--------------------|--|----------|---|---------------------------|------------|
| EUR | | | | | |
| (702) | EURO STOXX 50 Index Futures 15/12/2023 | Short | 29 512 080,00 | 579 150,00 | 0,09 |
| JPY | | | | | |
| (37) | Japanese Government Bond 10YR Futures 13/12/2023 | Short | 33 948 054,23 | 231 836,86 | 0,04 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL DEFENSIVE

Contrats à terme standardisés - (0,57 %) (suite)

| Nombre de contrats | Description du titre | Position | Valeur de marché de l'engagement EUR | Plus-value latente EUR | % de la VL |
|--|--|----------|---|----------------------------|---------------|
| USD | | | | | |
| (35) | US 2 Year Note (CBT) Futures 29/12/2023 | Short | 6 701 188,03 | 34 848,81 | 0,01 |
| PLUS-VALUE LATENTE SUR CONTRATS À TERME STANDARDISÉS | | | | 845 835,67 | 0,14 |
| Nombre de contrats | Description du titre | Position | Valeur de marché de l'engagement EUR | Moins-value latente EUR | % de la VL |
| EUR | | | | | |
| 239 | Euro-Bund Futures 07/12/2023 | Long | 30 744 960,00 | (901 451,12) | (0,14) |
| GBP | | | | | |
| 345 | UK Long Gilt Bond Futures 27/12/2023 | Long | 37 449 641,60 | (342 048,48) | (0,06) |
| USD | | | | | |
| 72 | MSCI World Energy Index 15/12/2023 | Long | 3 304 607,89 | (26 963,87) | 0,00 |
| 109 | NASDAQ 100 E-mini Index Futures 15/12/2023 | Long | 30 610 597,40 | (1 295 697,10) | (0,21) |
| 47 | S&P500 E-mini Index Futures 15/12/2023 | Long | 9 600 873,67 | (412 844,58) | (0,07) |
| 750 | US Treasury Notes 10YR Futures 19/12/2023 | Long | 76 549 586,78 | (1 466 573,20) | (0,23) |
| | | | 120 065 665,74 | (3 202 078,75) | (0,51) |
| MOINS-VALUE LATENTE SUR CONTRATS À TERME STANDARDISÉS | | | | (4 445 578,35) | (0,71) |

Contrats de change à terme - 0,00 %

| Devise | Montant acheté | Devise | Montant vendu | Contrepartie | Date d'échéance | Plus-value latente EUR | % de la VL |
|---|----------------|--------|---------------|---------------------------------|-----------------|----------------------------|---------------|
| EUR | 2 454 | CZK | 59 482 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 14,77 | 0,00 |
| CZK | 4 335 | EUR | 176 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 1,81 | 0,00 |
| CZK | 1 950 | EUR | 79 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 0,48 | 0,00 |
| CZK | 983 | EUR | 40 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 0,11 | 0,00 |
| CZK | 500 | EUR | 20 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 0,09 | 0,00 |
| CZK | 500 | EUR | 20 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 0,02 | 0,00 |
| PLUS-VALUE LATENTE SUR CONTRATS DE CHANGE À TERME | | | | | | 17,28 | 0,00 |
| Devise | Montant acheté | Devise | Montant vendu | Contrepartie | Date d'échéance | Moins-value latente EUR | % de la VL |
| CZK | 500 | EUR | 21 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (0,10) | (0,00) |
| CZK | 5 122 009 | EUR | 211 444 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (1 405,75) | (0,00) |
| MOINS-VALUE LATENTE SUR CONTRATS DE CHANGE À TERME | | | | | | (1 405,85) | (0,00) |

| | Valeur de marché EUR | % de la VL |
|---------------------------------|-------------------------|---------------|
| INVESTISSEMENTS | 614 972 134,84 | 97,51 |
| AUTRES ACTIFS ET PASSIFS | 15 722 076,98 | 2,49 |
| TOTAL ACTIF NET | 630 694 211,82 | 100,00 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED EUROPE SUSTAINABLE

| Participations | Description du titre | Devise | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur de marché EUR | % de la VNI |
|---|--|--------|----------------|-------------------|----------------------|-------------|
| Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une Bourse de valeurs et/ou négociées sur un autre marché réglementé | | | | | | |
| Obligations - 48,19 % | | | | | | |
| Australie | | | | | | |
| 300 000 | Transurban Finance Co. Pty Ltd. | EUR | 1,750 % | 29 mars 2028 | 271 958,43 | 0,04 |
| 600 000 | Transurban Finance Co. Pty Ltd. | EUR | 1,450 % | 16 mai 2029 | 517 756,27 | 0,07 |
| 1 000 000 | Transurban Finance Co. Pty Ltd. | EUR | 3,000 % | 8 avril 2030 | 921 029,00 | 0,12 |
| | | | | | 1 710 743,70 | 0,23 |
| Autriche | | | | | | |
| 300 000 | Erste Group Bank AG | EUR | 1,500 % | 7 avril 2026 | 281 858,45 | 0,04 |
| 700 000 | Erste Group Bank AG ^(a) | EUR | 0,100 % | 16 novembre 2028 | 588 851,31 | 0,08 |
| 400 000 | Erste Group Bank AG ^(a) | EUR | 1,000 % | 10 juin 2030 | 366 181,81 | 0,05 |
| 300 000 | Erste Group Bank AG ^(a) | EUR | 1,625 % | 8 septembre 2031 | 267 991,94 | 0,04 |
| 100 000 | Erste Group Bank AG ^(a) | EUR | 0,875 % | 15 novembre 2032 | 82 371,85 | 0,01 |
| 100 000 | Erste Group Bank AG ^(a) | EUR | 4,000 % | 7 juin 2033 | 92 607,72 | 0,01 |
| 100 000 | Raiffeisen Bank International AG | EUR | 1,000 % | 4 décembre 2023 | 99 395,12 | 0,01 |
| 100 000 | Raiffeisen Bank International AG | EUR | 0,250 % | 22 janvier 2025 | 94 050,36 | 0,01 |
| 273 000 | Republic of Austria Government Bond | EUR | 1,650 % | 21 octobre 2024 | 267 759,17 | 0,04 |
| 193 000 | Republic of Austria Government Bond | EUR | 1,200 % | 20 octobre 2025 | 185 256,12 | 0,03 |
| 300 000 | Republic of Austria Government Bond | EUR | 2,000 % | 15 juillet 2026 | 290 538,80 | 0,04 |
| 400 000 | Republic of Austria Government Bond | EUR | 0,750 % | 20 octobre 2026 | 372 341,11 | 0,05 |
| 368 000 | Republic of Austria Government Bond | EUR | 0,500 % | 20 avril 2027 | 335 592,21 | 0,05 |
| 380 000 | Republic of Austria Government Bond | EUR | 0,750 % | 20 février 2028 | 342 517,61 | 0,05 |
| 300 000 | Republic of Austria Government Bond ^(b) | EUR | ZCP | 20 février 2030 | 244 364,60 | 0,03 |
| 200 000 | Republic of Austria Government Bond ^(b) | EUR | ZCP | 20 février 2031 | 157 184,32 | 0,02 |
| 336 000 | Republic of Austria Government Bond | EUR | 0,900 % | 20 février 2032 | 276 263,09 | 0,04 |
| 270 000 | Republic of Austria Government Bond | EUR | 2,900 % | 20 février 2033 | 258 691,93 | 0,04 |
| 300 000 | Republic of Austria Government Bond | EUR | 4,150 % | 15 mars 2037 | 316 351,71 | 0,04 |
| 200 000 | Republic of Austria Government Bond ^(b) | EUR | ZCP | 20 octobre 2040 | 108 828,86 | 0,01 |
| 200 000 | Republic of Austria Government Bond | EUR | 3,150 % | 20 juin 2044 | 185 846,41 | 0,03 |
| 194 000 | Republic of Austria Government Bond | EUR | 1,500 % | 20 février 2047 | 128 664,45 | 0,02 |
| 52 000 | Republic of Austria Government Bond | EUR | 0,750 % | 20 mars 2051 | 26 462,05 | 0,00 |
| 70 000 | Republic of Austria Government Bond | EUR | 3,800 % | 26 janvier 2062 | 72 140,59 | 0,01 |
| 120 000 | Republic of Austria Government Bond | EUR | 2,100 % | 20 septembre 2117 | 75 372,16 | 0,01 |
| 110 000 | Republic of Austria Government Bond | EUR | 0,850 % | 30 juin 2120 | 38 390,39 | 0,00 |
| 200 000 | Telekom Finanzmanagement GmbH | EUR | 1,500 % | 7 décembre 2026 | 187 804,57 | 0,03 |
| 900 000 | Verbund AG | EUR | 0,900 % | 1 avril 2041 | 566 408,99 | 0,08 |
| | | | | | 6 310 087,70 | 0,87 |
| Belgique | | | | | | |
| 300 000 | KBC Group NV ^(a) | EUR | 1,500 % | 29 mars 2026 | 287 021,20 | 0,04 |
| 200 000 | KBC Group NV ^(a) | EUR | 4,375 % | 23 novembre 2027 | 199 422,28 | 0,03 |
| 600 000 | KBC Group NV ^(a) | EUR | 0,500 % | 3 décembre 2029 | 563 217,05 | 0,08 |
| 600 000 | KBC Group NV ^(a) | EUR | 4,375 % | 19 avril 2030 | 591 502,90 | 0,08 |
| 100 000 | KBC Group NV | EUR | 4,375 % | 6 décembre 2031 | 97 905,20 | 0,01 |
| 400 000 | KBC Group NV ^(a) | EUR | 0,625 % | 7 décembre 2031 | 346 369,72 | 0,05 |
| 520 000 | Kingdom of Belgium Government Bond | EUR | 0,200 % | 22 octobre 2023 | 519 065,79 | 0,07 |
| 500 000 | Kingdom of Belgium Government Bond | EUR | 0,500 % | 22 octobre 2024 | 484 457,18 | 0,07 |
| 325 000 | Kingdom of Belgium Government Bond | EUR | 4,500 % | 28 mars 2026 | 334 608,91 | 0,05 |
| 345 000 | Kingdom of Belgium Government Bond | EUR | 1,000 % | 22 juin 2026 | 325 590,65 | 0,04 |
| 679 000 | Kingdom of Belgium Government Bond | EUR | 0,800 % | 22 juin 2027 | 624 132,07 | 0,09 |
| 330 000 | Kingdom of Belgium Government Bond | EUR | 0,800 % | 22 juin 2028 | 297 017,64 | 0,04 |
| 650 000 | Kingdom of Belgium Government Bond | EUR | 0,900 % | 22 juin 2029 | 574 730,68 | 0,08 |
| 460 000 | Kingdom of Belgium Government Bond | EUR | 0,100 % | 22 juin 2030 | 374 395,54 | 0,05 |
| 720 000 | Kingdom of Belgium Government Bond | EUR | 1,000 % | 22 juin 2031 | 608 166,05 | 0,08 |
| 475 000 | Kingdom of Belgium Government Bond | EUR | 5,000 % | 28 mars 2035 | 537 097,59 | 0,07 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED EUROPE SUSTAINABLE

| Participations | Description du titre | Devise | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur de marché EUR | % de la VNI |
|---|--------------------------------------|--------|----------------|-------------------|----------------------|-------------|
| Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une Bourse de valeurs et/ou négociées sur un autre marché réglementé (suite) | | | | | | |
| Obligations - 48,19 % (suite) | | | | | | |
| Belgique (suite) | | | | | | |
| 190 000 | Kingdom of Belgium Government Bond | EUR | 1,900 % | 22 juin 2038 | 150 935,61 | 0,02 |
| 300 000 | Kingdom of Belgium Government Bond | EUR | 0,400 % | 22 juin 2040 | 174 540,13 | 0,02 |
| 400 000 | Kingdom of Belgium Government Bond | EUR | 4,250 % | 28 mars 2041 | 421 653,43 | 0,06 |
| 190 000 | Kingdom of Belgium Government Bond | EUR | 3,750 % | 22 juin 2045 | 186 228,91 | 0,03 |
| 180 000 | Kingdom of Belgium Government Bond | EUR | 1,600 % | 22 juin 2047 | 116 860,62 | 0,02 |
| 200 000 | Kingdom of Belgium Government Bond | EUR | 1,700 % | 22 juin 2050 | 127 356,51 | 0,02 |
| 200 000 | Kingdom of Belgium Government Bond | EUR | 1,400 % | 22 juin 2053 | 112 681,71 | 0,01 |
| 170 000 | Kingdom of Belgium Government Bond | EUR | 2,250 % | 22 juin 2057 | 118 276,96 | 0,02 |
| 250 000 | Kingdom of Belgium Government Bond | EUR | 0,650 % | 22 juin 2071 | 85 871,88 | 0,01 |
| 700 000 | Region Wallonne Belgium | EUR | 3,750 % | 22 avril 2039 | 665 903,77 | 0,09 |
| 100 000 | Solvay S.A. ^{(a),(c)} | EUR | 4,250 % | Perp. | 99 604,60 | 0,01 |
| | | | | | 9 024 614,58 | 1,24 |
| Canada | | | | | | |
| 100 000 | Great-West Lifeco, Inc. | EUR | 1,750 % | 7 décembre 2026 | 93 485,45 | 0,02 |
| 659 000 | Great-West Lifeco, Inc. | EUR | 4,700 % | 16 novembre 2029 | 668 317,10 | 0,09 |
| 100 000 | Magna International, Inc. | EUR | 1,500 % | 25 septembre 2027 | 91 445,91 | 0,01 |
| | | | | | 853 248,46 | 0,12 |
| Chili | | | | | | |
| 510 000 | Chile Government International Bond | EUR | 0,830 % | 2 juillet 2031 | 393 410,83 | 0,06 |
| 500 000 | Chile Government International Bond | EUR | 1,250 % | 29 janvier 2040 | 312 861,78 | 0,04 |
| | | | | | 706 272,61 | 0,10 |
| République tchèque | | | | | | |
| 200 000 | Ceska sporitelna AS ^(a) | EUR | 5,737 % | 8 mars 2028 | 200 848,35 | 0,03 |
| Danemark | | | | | | |
| 600 000 | Carlsberg Breweries AS | EUR | 0,375 % | 30 juin 2027 | 524 243,89 | 0,07 |
| 100 000 | Carlsberg Breweries AS | EUR | 0,625 % | 9 mars 2030 | 80 399,59 | 0,01 |
| 3 000 000 | Kommunekredit | EUR | 0,750 % | 18 mai 2027 | 2 730 193,14 | 0,38 |
| 2 930 000 | Kommunekredit | EUR | 0,750 % | 5 juillet 2028 | 2 598 132,26 | 0,36 |
| 1 300 000 | Kommunekredit | EUR | 0,625 % | 21 novembre 2039 | 828 399,16 | 0,11 |
| 225 000 | Orsted AS | EUR | 3,250 % | 13 septembre 2031 | 209 629,33 | 0,03 |
| 500 000 | Orsted AS ^(a) | EUR | 2,250 % | 24 novembre 3017 | 480 157,40 | 0,07 |
| 800 000 | Orsted AS ^(a) | EUR | 1,750 % | 9 décembre 3019 | 670 260,80 | 0,09 |
| | | | | | 8 121 415,57 | 1,12 |
| Finlande | | | | | | |
| 200 000 | Balder Finland OYJ | EUR | 1,000 % | 20 janvier 2029 | 135 814,49 | 0,02 |
| 116 000 | Finland Government Bond | EUR | 4,000 % | 4 juillet 2025 | 117 171,74 | 0,02 |
| 176 000 | Finland Government Bond | EUR | 0,500 % | 15 avril 2026 | 164 699,13 | 0,02 |
| 580 000 | Finland Government Bond | EUR | 0,500 % | 15 septembre 2027 | 523 619,74 | 0,07 |
| 250 000 | Finland Government Bond | EUR | 2,750 % | 4 juillet 2028 | 245 502,93 | 0,03 |
| 300 000 | Finland Government Bond | EUR | 0,750 % | 15 avril 2031 | 250 026,92 | 0,03 |
| 137 000 | Finland Government Bond | EUR | 1,125 % | 15 avril 2034 | 109 311,20 | 0,01 |
| 100 000 | Finland Government Bond | EUR | 0,250 % | 15 septembre 2040 | 57 796,17 | 0,01 |
| 100 000 | Finland Government Bond | EUR | 2,625 % | 4 juillet 2042 | 86 875,46 | 0,01 |
| 60 000 | Finland Government Bond | EUR | 0,500 % | 15 avril 2043 | 34 054,49 | 0,00 |
| 70 000 | Finland Government Bond | EUR | 1,375 % | 15 avril 2047 | 46 075,92 | 0,01 |
| 120 000 | Finland Government Bond | EUR | 0,125 % | 15 avril 2052 | 48 133,14 | 0,01 |
| 200 000 | Kojamo OYJ | EUR | 1,625 % | 7 mars 2025 | 186 722,73 | 0,03 |
| 2 400 000 | Kuntarahoitus OYJ | EUR | 0,750 % | 7 septembre 2027 | 2 171 544,50 | 0,30 |
| 306 000 | Metso OYJ | EUR | 4,875 % | 7 décembre 2027 | 312 190,70 | 0,04 |
| 600 000 | OP Corporate Bank PLC ^(a) | EUR | 1,625 % | 9 juin 2030 | 560 391,52 | 0,08 |
| 1 030 000 | Sampo OYJ ^(a) | EUR | 3,375 % | 23 mai 2049 | 912 961,00 | 0,13 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED EUROPE SUSTAINABLE

| Participations | Description du titre | Devise | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur de marché EUR | % de la VNI |
|---|--|--------|----------------|-------------------|----------------------|-------------|
| Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une Bourse de valeurs et/ou négociées sur un autre marché réglementé (suite) | | | | | | |
| Obligations - 48,19 % (suite) | | | | | | |
| Finlande (suite) | | | | | | |
| 100 000 | SATO OYJ | EUR | 1,375 % | 24 février 2028 | 77 544,18 | 0,01 |
| 270 000 | UPM-Kymmene OYJ | EUR | 0,125 % | 19 novembre 2028 | 220 220,45 | 0,03 |
| 987 000 | UPM-Kymmene OYJ | EUR | 2,250 % | 23 mai 2029 | 890 689,65 | 0,12 |
| | | | | | 7 151 346,06 | 0,98 |
| France | | | | | | |
| 2 000 000 | Agence Française de Développement EPIC | EUR | 1,375 % | 17 septembre 2024 | 1 952 251,34 | 0,27 |
| 500 000 | ALD S.A. | EUR | 4,875 % | 6 octobre 2028 | 502 744,79 | 0,07 |
| 300 000 | Alstom S.A. ^(b) | EUR | ZCP | 11 janvier 2029 | 242 931,72 | 0,03 |
| 1 000 000 | APRR S.A. | EUR | 1,625 % | 13 janvier 2032 | 843 270,46 | 0,12 |
| 200 000 | Arkema S.A. | EUR | 3,125 % | 6 décembre 2023 | 199 432,97 | 0,03 |
| 1 100 000 | Banque Fédérative du Crédit Mutuel S.A. | EUR | 0,010 % | 11 mai 2026 | 989 835,00 | 0,14 |
| 400 000 | Banque Fédérative du Crédit Mutuel S.A. | EUR | 3,875 % | 26 janvier 2028 | 390 088,65 | 0,05 |
| 200 000 | Banque Fédérative du Crédit Mutuel S.A. | EUR | 2,500 % | 25 mai 2028 | 181 218,34 | 0,02 |
| 500 000 | Banque Fédérative du Crédit Mutuel S.A. | EUR | 0,250 % | 29 juin 2028 | 419 997,88 | 0,06 |
| 500 000 | Banque Fédérative du Crédit Mutuel S.A. | EUR | 0,250 % | 19 juillet 2028 | 410 033,26 | 0,06 |
| 600 000 | Banque Fédérative du Crédit Mutuel S.A. | EUR | 0,625 % | 3 novembre 2028 | 495 088,13 | 0,07 |
| 300 000 | Banque Fédérative du Crédit Mutuel S.A. | EUR | 4,125 % | 13 mars 2029 | 297 183,72 | 0,04 |
| 300 000 | Banque Fédérative du Crédit Mutuel S.A. | EUR | 2,625 % | 6 novembre 2029 | 268 341,54 | 0,04 |
| 500 000 | Banque Fédérative du Crédit Mutuel S.A. | EUR | 4,375 % | 2 mai 2030 | 491 788,39 | 0,07 |
| 300 000 | Banque Fédérative du Crédit Mutuel S.A. | EUR | 4,125 % | 18 septembre 2030 | 296 817,18 | 0,04 |
| 100 000 | Banque Fédérative du Crédit Mutuel S.A. | EUR | 1,125 % | 19 novembre 2031 | 72 753,38 | 0,01 |
| 300 000 | Banque Fédérative du Crédit Mutuel S.A. ^(a) | EUR | 3,875 % | 16 juin 2032 | 283 153,16 | 0,04 |
| 600 000 | Banque Fédérative du Crédit Mutuel S.A. | EUR | 3,750 % | 1 février 2033 | 571 818,14 | 0,08 |
| 400 000 | Banque Stellantis France SACA | EUR | 0,625 % | 21 juin 2024 | 389 973,02 | 0,05 |
| 1 000 000 | Banque Stellantis France SACA | EUR | 4,000 % | 21 janvier 2027 | 985 807,85 | 0,14 |
| 200 000 | BNP Paribas S.A. ^(a) | EUR | 2,125 % | 23 janvier 2027 | 188 912,70 | 0,03 |
| 1 300 000 | BNP Paribas S.A. ^(a) | EUR | 0,250 % | 13 avril 2027 | 1 165 379,96 | 0,16 |
| 1 300 000 | BNP Paribas S.A. ^(a) | EUR | 0,500 % | 19 février 2028 | 1 134 051,79 | 0,16 |
| 400 000 | BNP Paribas S.A. ^(a) | EUR | 3,875 % | 23 février 2029 | 394 829,14 | 0,05 |
| 200 000 | BNP Paribas S.A. | EUR | 3,625 % | 1 septembre 2029 | 189 792,79 | 0,03 |
| 500 000 | BNP Paribas S.A. ^(a) | EUR | 0,875 % | 11 juillet 2030 | 403 396,94 | 0,06 |
| 900 000 | BNP Paribas S.A. ^(a) | EUR | 1,125 % | 15 janvier 2032 | 777 544,20 | 0,11 |
| 100 000 | BNP Paribas S.A. ^(a) | EUR | 2,500 % | 31 mars 2032 | 89 994,44 | 0,01 |
| 200 000 | BNP Paribas S.A. ^(a) | EUR | 4,125 % | 26 septembre 2032 | 197 322,37 | 0,03 |
| 300 000 | BPCE S.A. | EUR | 4,125 % | 10 juillet 2028 | 298 388,52 | 0,04 |
| 200 000 | BPCE S.A. | EUR | 0,625 % | 15 janvier 2030 | 160 616,43 | 0,02 |
| 400 000 | BPCE S.A. | EUR | 0,250 % | 14 janvier 2031 | 301 472,96 | 0,04 |
| 200 000 | BPCE S.A. | EUR | 4,500 % | 13 janvier 2033 | 194 558,07 | 0,03 |
| 100 000 | BPCE S.A. ^(a) | EUR | 4,750 % | 14 juin 2034 | 98 340,80 | 0,01 |
| 300 000 | BPCE S.A. ^(a) | EUR | 5,125 % | 25 janvier 2035 | 287 994,33 | 0,04 |
| 100 000 | Cie de Saint-Gobain S.A. | EUR | 2,375 % | 4 octobre 2027 | 95 215,04 | 0,01 |
| 100 000 | Crédit Agricole Assurances S.A. ^(a) | EUR | 2,625 % | 29 janvier 2048 | 87 657,68 | 0,01 |
| 400 000 | Crédit Agricole S.A. ^(a) | EUR | 4,000 % | 12 octobre 2026 | 397 695,88 | 0,05 |
| 600 000 | Crédit Agricole S.A. | EUR | 1,375 % | 3 mai 2027 | 548 983,40 | 0,08 |
| 400 000 | Crédit Agricole S.A. ^(a) | EUR | 1,625 % | 5 juin 2030 | 376 459,16 | 0,05 |
| 600 000 | Crédit Agricole S.A. | EUR | 3,875 % | 20 avril 2031 | 584 333,17 | 0,08 |
| 100 000 | Crédit Mutuel Arkea S.A. | EUR | 0,875 % | 7 mai 2027 | 89 069,73 | 0,01 |
| 300 000 | Crédit Mutuel Arkea S.A. | EUR | 3,375 % | 19 septembre 2027 | 289 824,09 | 0,04 |
| 1 000 000 | EssilorLuxottica S.A. | EUR | 0,500 % | 5 juin 2028 | 861 864,13 | 0,12 |
| 614 581 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 1,750 % | 25 novembre 2024 | 602 284,75 | 0,08 |
| 1 000 000 | French Republic Government Bond OAT ^(b) | EUR | ZCP | 25 mars 2025 | 951 162,73 | 0,13 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED EUROPE SUSTAINABLE

| Participations | Description du titre | Devise | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur de marché EUR | % de la VNI |
|---|--|--------|----------------|------------------|----------------------|-------------|
| Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une Bourse de valeurs et/ou négociées sur un autre marché réglementé (suite) | | | | | | |
| Obligations - 48,19 % (suite) | | | | | | |
| France (suite) | | | | | | |
| 1 000 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 0,500 % | 25 mai 2025 | 954 137,98 | 0,13 |
| 1 200 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 1,000 % | 25 novembre 2025 | 1 144 452,94 | 0,16 |
| 850 000 | French Republic Government Bond OAT ^(b) | EUR | ZCP | 25 février 2026 | 787 429,64 | 0,11 |
| 1 199 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 0,500 % | 25 mai 2026 | 1 117 999,11 | 0,15 |
| 1 200 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 0,250 % | 25 novembre 2026 | 1 096 461,38 | 0,15 |
| 650 000 | French Republic Government Bond OAT ^(b) | EUR | ZCP | 25 février 2027 | 584 763,45 | 0,08 |
| 900 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 1,000 % | 25 mai 2027 | 834 201,32 | 0,11 |
| 750 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 2,750 % | 25 octobre 2027 | 738 925,15 | 0,10 |
| 800 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 0,750 % | 25 février 2028 | 722 579,02 | 0,10 |
| 900 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 0,750 % | 25 mai 2028 | 808 291,29 | 0,11 |
| 1 000 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 0,750 % | 25 novembre 2028 | 888 541,51 | 0,12 |
| 430 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 2,750 % | 25 février 2029 | 421 160,89 | 0,06 |
| 470 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 5,500 % | 25 avril 2029 | 524 878,60 | 0,07 |
| 1 090 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 0,500 % | 25 mai 2029 | 942 798,92 | 0,13 |
| 720 000 | French Republic Government Bond OAT ^(b) | EUR | ZCP | 25 novembre 2029 | 594 847,43 | 0,08 |
| 1 020 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 2,500 % | 25 mai 2030 | 979 659,21 | 0,13 |
| 750 000 | French Republic Government Bond OAT ^(b) | EUR | ZCP | 25 novembre 2030 | 598 744,07 | 0,08 |
| 900 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 1,500 % | 25 mai 2031 | 797 273,16 | 0,11 |
| 730 000 | French Republic Government Bond OAT ^(b) | EUR | ZCP | 25 novembre 2031 | 562 269,03 | 0,08 |
| 570 000 | French Republic Government Bond OAT ^(b) | EUR | ZCP | 25 mai 2032 | 430 680,75 | 0,06 |
| 295 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 2,000 % | 25 novembre 2032 | 264 302,82 | 0,04 |
| 700 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 1,250 % | 25 mai 2034 | 564 082,21 | 0,08 |
| 530 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 4,750 % | 25 avril 2035 | 591 362,44 | 0,08 |
| 814 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 1,250 % | 25 mai 2036 | 623 559,72 | 0,09 |
| 340 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 1,250 % | 25 mai 2038 | 247 581,27 | 0,03 |
| 400 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 4,000 % | 25 octobre 2038 | 415 906,43 | 0,06 |
| 670 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 1,750 % | 25 juin 2039 | 520 243,05 | 0,07 |
| 300 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 0,500 % | 25 mai 2040 | 181 514,99 | 0,02 |
| 750 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 4,500 % | 25 avril 2041 | 823 576,73 | 0,11 |
| 200 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 0,500 % | 25 juin 2044 | 107 149,13 | 0,01 |
| 500 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 3,250 % | 25 mai 2045 | 460 503,89 | 0,06 |
| 500 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 2,000 % | 25 mai 2048 | 356 969,16 | 0,05 |
| 550 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 1,500 % | 25 mai 2050 | 339 271,58 | 0,05 |
| 1 100 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 0,750 % | 25 mai 2052 | 519 609,60 | 0,07 |
| 170 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 0,750 % | 25 mai 2053 | 78 206,57 | 0,01 |
| 420 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 4,000 % | 25 avril 2055 | 429 220,36 | 0,06 |
| 350 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 4,000 % | 25 avril 2060 | 358 088,81 | 0,05 |
| 250 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 1,750 % | 25 mai 2066 | 145 410,91 | 0,02 |
| 200 000 | French Republic Government Bond OAT | EUR | 0,500 % | 25 mai 2072 | 62 780,24 | 0,01 |
| 700 000 | Kering S.A. | EUR | 1,875 % | 5 mai 2030 | 627 986,50 | 0,09 |
| 500 000 | Kering S.A. | EUR | 3,625 % | 5 septembre 2031 | 487 995,74 | 0,07 |
| 500 000 | Kering S.A. | EUR | 3,875 % | 5 septembre 2035 | 485 412,12 | 0,07 |
| 3 300 000 | La Banque Postale S.A. | EUR | 1,375 % | 24 avril 2029 | 2 826 479,73 | 0,39 |
| 2 800 000 | La Poste S.A. | EUR | 1,450 % | 30 novembre 2028 | 2 481 901,86 | 0,34 |
| 900 000 | LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton SE | EUR | 0,375 % | 11 février 2031 | 717 007,25 | 0,10 |
| 400 000 | LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton SE | EUR | 3,500 % | 7 septembre 2033 | 387 989,74 | 0,05 |
| 300 000 | Orange S.A. ^{(a),(c)} | EUR | 2,375 % | Perp. | 285 426,49 | 0,04 |
| 100 000 | Orange S.A. ^{(a),(c)} | EUR | 5,000 % | Perp. | 99 516,48 | 0,01 |
| 100 000 | Orange S.A. | EUR | 1,250 % | 7 juillet 2027 | 91 296,53 | 0,01 |
| 200 000 | Orange S.A. | EUR | 1,375 % | 20 mars 2028 | 179 982,16 | 0,02 |
| 300 000 | Orange S.A. | EUR | 1,375 % | 16 janvier 2030 | 260 859,73 | 0,04 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED EUROPE SUSTAINABLE

| Participations | Description du titre | Devise | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur de marché EUR | % de la VNI |
|----------------|----------------------|--------|----------------|-----------------|----------------------|-------------|
|----------------|----------------------|--------|----------------|-----------------|----------------------|-------------|

Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une Bourse de valeurs et/ou négociées sur un autre marché réglementé (suite)

Obligations - 48,19 % (suite)

France (suite)

| | | | | | | |
|-----------|--|-----|---------|-------------------|---------------|------|
| 600 000 | Orange S.A. | EUR | 1,875 % | 12 septembre 2030 | 529 120,12 | 0,07 |
| 500 000 | Orange S.A. | EUR | 1,625 % | 7 avril 2032 | 419 263,36 | 0,06 |
| 300 000 | Orange S.A. | EUR | 0,625 % | 16 décembre 2033 | 215 909,40 | 0,03 |
| 400 000 | Pernod Ricard S.A. | EUR | 2,125 % | 27 septembre 2024 | 392 748,11 | 0,05 |
| 500 000 | Pernod Ricard S.A. | EUR | 1,125 % | 7 avril 2025 | 479 578,51 | 0,07 |
| 600 000 | Pernod Ricard S.A. | EUR | 0,500 % | 24 octobre 2027 | 530 313,69 | 0,07 |
| 500 000 | Pernod Ricard S.A. | EUR | 1,375 % | 7 avril 2029 | 437 248,60 | 0,06 |
| 100 000 | Praemia Healthcare SACA | EUR | 5,500 % | 19 septembre 2028 | 99 829,77 | 0,01 |
| 100 000 | Praemia Healthcare SACA | EUR | 1,375 % | 17 septembre 2030 | 75 225,84 | 0,01 |
| 2 600 000 | Régie Autonome des Transports Parisiens EPIC | EUR | 0,875 % | 25 mai 2027 | 2 363 768,99 | 0,32 |
| 100 000 | Schneider Electric SE | EUR | 1,375 % | 21 juin 2027 | 91 995,07 | 0,01 |
| 500 000 | Schneider Electric SE | EUR | 3,500 % | 12 juin 2033 | 483 164,70 | 0,07 |
| 3 000 000 | SNCF Réseau | EUR | 1,000 % | 9 novembre 2031 | 2 448 883,20 | 0,34 |
| 500 000 | SNCF Réseau | EUR | 1,875 % | 30 mars 2034 | 416 127,33 | 0,06 |
| 1 000 000 | Soc Nationale SNCF SACA | EUR | 0,625 % | 17 avril 2030 | 824 453,78 | 0,11 |
| 3 200 000 | Société du Grand Paris EPIC | EUR | 1,125 % | 22 octobre 2028 | 2 850 370,75 | 0,39 |
| 400 000 | Société du Grand Paris EPIC | EUR | 1,700 % | 25 mai 2050 | 240 426,02 | 0,03 |
| 2 000 000 | Société du Grand Paris EPIC | EUR | 0,700 % | 15 octobre 2060 | 677 004,58 | 0,09 |
| 800 000 | Société du Grand Paris EPIC | EUR | 1,000 % | 18 février 2070 | 277 504,52 | 0,04 |
| 500 000 | Société Générale S.A. | EUR | 4,250 % | 28 septembre 2026 | 500 726,29 | 0,07 |
| 200 000 | Société Générale S.A. ^(a) | EUR | 4,250 % | 6 décembre 2030 | 190 821,90 | 0,03 |
| 200 000 | Société Générale S.A. | EUR | 5,625 % | 2 juin 2033 | 193 156,43 | 0,03 |
| 300 000 | WPP Finance S.A. | EUR | 2,375 % | 19 mai 2027 | 283 708,02 | 0,04 |
| | | | | | 67 624 312,19 | 9,29 |

Allemagne

| | | | | | | |
|-----------|---|-----|---------|-------------------|--------------|------|
| 1 100 000 | Adidas AG | EUR | 3,125 % | 21 novembre 2029 | 1 063 855,00 | 0,15 |
| 100 000 | Adidas AG | EUR | 0,625 % | 10 septembre 2035 | 68 878,12 | 0,01 |
| 200 000 | Allianz SE ^(a) | EUR | 4,252 % | 5 juillet 2052 | 181 958,27 | 0,02 |
| 600 000 | Allianz SE ^(a) | EUR | 5,824 % | 25 juillet 2053 | 605 134,57 | 0,08 |
| 3 000 000 | Bundesobligation ^(b) | EUR | ZCP | 5 avril 2024 | 2 944 934,61 | 0,40 |
| 1 000 000 | Bundesobligation ^(b) | EUR | ZCP | 9 octobre 2026 | 917 110,37 | 0,13 |
| 480 000 | Bundesobligation | EUR | 1,300 % | 15 octobre 2027 | 453 073,37 | 0,06 |
| 500 000 | Bundesobligation | EUR | 2,200 % | 13 avril 2028 | 487 904,71 | 0,07 |
| 900 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe | EUR | 1,500 % | 15 mai 2024 | 888 471,26 | 0,12 |
| 900 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe | EUR | 0,500 % | 15 février 2025 | 865 933,29 | 0,12 |
| 1 312 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe | EUR | 0,500 % | 15 février 2026 | 1 237 000,83 | 0,17 |
| 333 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe ^(b) | EUR | ZCP | 15 août 2026 | 306 645,15 | 0,04 |
| 1 080 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe | EUR | 0,250 % | 15 février 2027 | 991 266,09 | 0,14 |
| 800 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe | EUR | 0,500 % | 15 août 2027 | 733 869,18 | 0,10 |
| 600 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe | EUR | 0,500 % | 15 février 2028 | 545 240,14 | 0,07 |
| 910 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe | EUR | 0,250 % | 15 août 2028 | 808 558,38 | 0,11 |
| 470 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe ^(b) | EUR | ZCP | 15 novembre 2028 | 409 546,00 | 0,06 |
| 900 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe | EUR | 0,250 % | 15 février 2029 | 790 531,40 | 0,11 |
| 500 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe ^(b) | EUR | ZCP | 15 août 2029 | 427 415,49 | 0,06 |
| 610 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe ^(b) | EUR | ZCP | 15 février 2030 | 514 624,24 | 0,07 |
| 900 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe ^(b) | EUR | ZCP | 15 août 2030 | 749 214,36 | 0,10 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED EUROPE SUSTAINABLE

| Participations | Description du titre | Devise | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur de marché EUR | % de la VNI |
|---|--|--------|----------------|-------------------|----------------------|-------------|
| Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une Bourse de valeurs et/ou négociées sur un autre marché réglementé (suite) | | | | | | |
| Obligations - 48,19 % (suite) | | | | | | |
| Allemagne (suite) | | | | | | |
| 700 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe | EUR | 5,500 % | 4 janvier 2031 | 825 736,23 | 0,11 |
| 300 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe | EUR | 1,700 % | 15 août 2032 | 275 060,39 | 0,04 |
| 400 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe | EUR | 4,750 % | 4 juillet 2034 | 468 845,14 | 0,06 |
| 400 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe ^(b) | EUR | ZCP | 15 mai 2035 | 286 693,19 | 0,04 |
| 373 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe ^(b) | EUR | ZCP | 15 mai 2036 | 258 961,01 | 0,04 |
| 500 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe | EUR | 4,000 % | 4 janvier 2037 | 556 399,66 | 0,08 |
| 380 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe | EUR | 4,250 % | 4 juillet 2039 | 438 427,13 | 0,06 |
| 400 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe | EUR | 4,750 % | 4 juillet 2040 | 490 301,77 | 0,07 |
| 275 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe | EUR | 3,250 % | 4 juillet 2042 | 283 398,58 | 0,04 |
| 530 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe | EUR | 2,500 % | 4 juillet 2044 | 488 016,04 | 0,07 |
| 400 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe | EUR | 2,500 % | 15 août 2046 | 366 731,55 | 0,05 |
| 600 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe | EUR | 1,250 % | 15 août 2048 | 420 110,15 | 0,06 |
| 790 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe ^(b) | EUR | ZCP | 15 août 2050 | 362 333,16 | 0,05 |
| 320 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe ^(b) | EUR | ZCP | 15 août 2052 | 138 063,24 | 0,02 |
| 290 000 | Bundesrepublik Deutschland Bundesanleihe | EUR | 1,800 % | 15 août 2053 | 220 994,22 | 0,03 |
| 67 000 | Commerzbank AG | EUR | 0,500 % | 4 décembre 2026 | 59 807,64 | 0,01 |
| 200 000 | Commerzbank AG ^(a) | EUR | 5,250 % | 25 mars 2029 | 199 748,66 | 0,03 |
| 400 000 | Covestro AG | EUR | 4,750 % | 15 novembre 2028 | 412 050,51 | 0,06 |
| 700 000 | Deutsche Bahn Finance GmbH ^{(a),(c)} | EUR | 1,600 % | Perp. | 552 645,05 | 0,08 |
| 380 000 | Deutsche Bahn Finance GmbH | EUR | 1,375 % | 16 avril 2040 | 258 187,51 | 0,03 |
| 2 300 000 | Deutsche Kreditbank AG | EUR | 0,750 % | 26 septembre 2024 | 2 222 832,22 | 0,30 |
| 4 000 000 | Deutsche Kreditbank AG | EUR | 0,010 % | 23 février 2026 | 3 610 107,76 | 0,50 |
| 100 000 | Deutsche Telekom AG | EUR | 1,750 % | 9 décembre 2049 | 64 180,22 | 0,01 |
| 202 000 | E.ON SE | EUR | 1,625 % | 29 mars 2031 | 170 890,92 | 0,02 |
| 300 000 | Eurogrid GmbH | EUR | 1,625 % | 3 novembre 2023 | 299 269,01 | 0,04 |
| 200 000 | Eurogrid GmbH | EUR | 1,875 % | 10 juin 2025 | 192 684,05 | 0,03 |
| 400 000 | Eurogrid GmbH | EUR | 1,500 % | 18 avril 2028 | 359 004,77 | 0,05 |
| 400 000 | Evonik Industries AG ^(a) | EUR | 1,375 % | 2 septembre 2081 | 335 937,22 | 0,05 |
| 200 000 | Hannover Rueck SE ^(a) | EUR | 1,125 % | 9 octobre 2039 | 157 371,90 | 0,02 |
| 600 000 | Hannover Rueck SE ^(a) | EUR | 1,750 % | 8 octobre 2040 | 472 604,17 | 0,06 |
| 200 000 | Hannover Rueck SE ^(a) | EUR | 5,875 % | 26 août 2043 | 203 619,04 | 0,03 |
| 300 000 | Infineon Technologies AG | EUR | 0,625 % | 17 février 2025 | 285 703,87 | 0,04 |
| 3 300 000 | Kreditanstalt fuer Wiederaufbau | EUR | 0,010 % | 5 mai 2027 | 2 932 645,39 | 0,40 |
| 1 800 000 | Landesbank Baden-Wuerttemberg | EUR | 0,375 % | 24 mai 2024 | 1 758 078,61 | 0,24 |
| 4 500 000 | Landwirtschaftliche Rentenbank ^(b) | EUR | ZCP | 30 juin 2031 | 3 483 228,38 | 0,48 |
| 200 000 | LEG Immobilien SE | EUR | 0,375 % | 17 janvier 2026 | 181 491,28 | 0,02 |
| 200 000 | LEG Immobilien SE | EUR | 1,000 % | 19 novembre 2032 | 138 584,85 | 0,02 |
| 500 000 | Merck Financial Services GmbH | EUR | 0,500 % | 16 juillet 2028 | 429 535,27 | 0,06 |
| 700 000 | Merck KGaA ^(a) | EUR | 3,375 % | 12 décembre 2074 | 688 243,35 | 0,09 |
| 900 000 | Merck KGaA ^(a) | EUR | 1,625 % | 9 septembre 2080 | 807 551,59 | 0,11 |
| 400 000 | Muenchener Rueckversicherungs-Gesellschaft AG in Muenchen ^(a) | EUR | 3,250 % | 26 mai 2049 | 362 323,29 | 0,05 |
| 500 000 | NRW Bank | EUR | 0,875 % | 10 novembre 2025 | 472 378,06 | 0,06 |
| 2 150 000 | NRW Bank | EUR | 0,375 % | 17 novembre 2026 | 1 956 824,48 | 0,27 |
| 300 000 | Santander Consumer Bank AG | EUR | 4,500 % | 30 juin 2026 | 300 430,94 | 0,04 |
| 500 000 | Santander Consumer Bank AG | EUR | 4,375 % | 13 septembre 2027 | 499 802,31 | 0,07 |
| 1 500 000 | Schaeffler AG | EUR | 2,750 % | 12 octobre 2025 | 1 434 375,00 | 0,20 |
| 195 000 | Symrise AG | EUR | 1,250 % | 29 novembre 2025 | 182 922,27 | 0,02 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED EUROPE SUSTAINABLE

| Participations | Description du titre | Devise | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur de marché EUR | % de la VNI |
|---|--|--------|----------------|--------------------|----------------------|-------------|
| Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une Bourse de valeurs et/ou négociées sur un autre marché réglementé (suite) | | | | | | |
| Obligations - 48,19 % (suite) | | | | | | |
| Allemagne (suite) | | | | | | |
| 500 000 | Talanx AG ^(a) | EUR | 2,250 % | 5 décembre 2047 | 439 380,70 | 0,06 |
| 400 000 | Vonovia SE | EUR | 0,375 % | 16 juin 2027 | 338 771,58 | 0,05 |
| 300 000 | Vonovia SE | EUR | 0,250 % | 1 septembre 2028 | 239 016,74 | 0,03 |
| 300 000 | Vonovia SE | EUR | 0,625 % | 14 décembre 2029 | 231 376,56 | 0,03 |
| 500 000 | Vonovia SE | EUR | 0,750 % | 1er septembre 2032 | 344 882,21 | 0,05 |
| 100 000 | Vonovia SE | EUR | 1,625 % | 1 septembre 2051 | 47 720,34 | 0,01 |
| 200 000 | ZF Finance GmbH | EUR | 5,750 % | 3 août 2026 | 199 567,20 | 0,03 |
| 200 000 | ZF Finance GmbH | EUR | 2,750 % | 25 mai 2027 | 178 683,61 | 0,02 |
| | | | | | 49 375 694,82 | 6,78 |
| Hongrie | | | | | | |
| 300 000 | OTP Bank Nyrt ^(a) | EUR | 6,125 % | 5 octobre 2027 | 299 840,21 | 0,04 |
| Islande | | | | | | |
| 300 000 | Arion Banki HF | EUR | 7,250 % | 25 mai 2026 | 310 134,60 | 0,04 |
| 187 000 | Landsbankinn HF | EUR | 6,375 % | 12 mars 2027 | 188 056,32 | 0,03 |
| | | | | | 498 190,92 | 0,07 |
| Irlande | | | | | | |
| 258 000 | AIB Group PLC ^(a) | EUR | 3,625 % | 4 juillet 2026 | 253 061,89 | 0,04 |
| 617 000 | AIB Group PLC ^(a) | EUR | 0,500 % | 17 novembre 2027 | 542 884,33 | 0,07 |
| 300 000 | AIB Group PLC ^(a) | EUR | 2,250 % | 4 avril 2028 | 274 807,05 | 0,04 |
| 600 000 | AIB Group PLC ^(a) | EUR | 4,625 % | 23 juillet 2029 | 590 948,63 | 0,08 |
| 100 000 | AIB Group PLC ^(a) | EUR | 2,875 % | 30 mai 2031 | 92 357,81 | 0,01 |
| 230 000 | Atlas Copco Finance DAC | EUR | 0,750 % | 8 février 2032 | 179 646,99 | 0,03 |
| 113 000 | Bank of Ireland Group PLC ^(a) | EUR | 0,375 % | 10 mai 2027 | 101 348,44 | 0,01 |
| 178 000 | Bank of Ireland Group PLC ^(a) | EUR | 5,000 % | 4 juillet 2031 | 177 876,95 | 0,02 |
| 143 000 | CA Auto Bank SpA/Ireland | EUR | 0,125 % | 16 novembre 2023 | 142 320,54 | 0,02 |
| 525 000 | CA Auto Bank SpA/Ireland | EUR | 0,500 % | 13 septembre 2024 | 506 241,67 | 0,07 |
| 1 036 000 | CCEP Finance Ireland DAC ^(b) | EUR | ZCP | 6 septembre 2025 | 958 352,88 | 0,13 |
| 406 000 | CCEP Finance Ireland DAC | EUR | 0,875 % | 6 mai 2033 | 300 288,89 | 0,04 |
| 2 070 000 | ESB Finance DAC | EUR | 1,125 % | 11 juin 2030 | 1 728 685,88 | 0,24 |
| 254 000 | ESB Finance DAC | EUR | 4,250 % | 3 mars 2036 | 251 715,99 | 0,03 |
| 100 000 | Ireland Government Bond | EUR | 3,400 % | 18 mars 2024 | 100 046,86 | 0,01 |
| 265 000 | Ireland Government Bond | EUR | 1,000 % | 15 mai 2026 | 251 059,68 | 0,03 |
| 250 000 | Ireland Government Bond | EUR | 1,100 % | 15 mai 2029 | 224 370,96 | 0,03 |
| 160 000 | Ireland Government Bond | EUR | 2,400 % | 15 mai 2030 | 153 190,53 | 0,02 |
| 300 000 | Ireland Government Bond | EUR | 0,200 % | 18 octobre 2030 | 244 703,01 | 0,03 |
| 220 000 | Ireland Government Bond | EUR | 1,300 % | 15 mai 2033 | 184 226,61 | 0,03 |
| 200 000 | Ireland Government Bond | EUR | 0,550 % | 22 avril 2041 | 120 812,81 | 0,02 |
| 120 000 | Ireland Government Bond | EUR | 3,000 % | 18 octobre 2043 | 110 171,34 | 0,02 |
| 250 000 | Ireland Government Bond | EUR | 2,000 % | 18 février 2045 | 188 514,20 | 0,03 |
| 85 000 | Ireland Government Bond | EUR | 1,500 % | 15 mai 2050 | 53 734,44 | 0,01 |
| 400 000 | Kerry Group Financial Services Unltd Co. | EUR | 0,625 % | 20 septembre 2029 | 328 276,51 | 0,05 |
| 100 000 | Smurfit Kappa Acquisitions ULC | EUR | 2,875 % | 15 janvier 2026 | 97 133,56 | 0,01 |
| 450 000 | Smurfit Kappa Treasury ULC | EUR | 1,500 % | 15 septembre 2027 | 407 672,64 | 0,06 |
| | | | | | 8 564 451,09 | 1,18 |
| Italie | | | | | | |
| 224 000 | ACEASpA | EUR | 0,250 % | 28 juillet 2030 | 171 687,41 | 0,02 |
| 2 040 000 | Ferrovie dello Stato Italiane SpA | EUR | 0,875 % | 7 décembre 2023 | 2 027 887,42 | 0,28 |
| 700 000 | Ferrovie dello Stato Italiane SpA | EUR | 1,125 % | 9 juillet 2026 | 645 000,15 | 0,09 |
| 300 000 | Ferrovie dello Stato Italiane SpA | EUR | 4,125 % | 23 mai 2029 | 294 758,40 | 0,04 |
| 2 300 000 | Hera SpA | EUR | 2,375 % | 4 juillet 2024 | 2 270 841,68 | 0,31 |
| 660 000 | Hera SpA | EUR | 0,875 % | 5 juillet 2027 | 589 710,50 | 0,08 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED EUROPE SUSTAINABLE

| Participations | Description du titre | Devise | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur de marché EUR | % de la VNI |
|---|---|--------|----------------|------------------|----------------------|-------------|
| Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une Bourse de valeurs et/ou négociées sur un autre marché réglementé (suite) | | | | | | |
| Obligations - 48,19 % (suite) | | | | | | |
| Italie (suite) | | | | | | |
| 300 000 | Intesa Sanpaolo SpA | EUR | 2,125 % | 26 mai 2025 | 289 045,47 | 0,04 |
| 200 000 | Intesa Sanpaolo SpA | EUR | 1,000 % | 19 novembre 2026 | 180 117,51 | 0,02 |
| 150 000 | Intesa Sanpaolo SpA | EUR | 1,750 % | 20 mars 2028 | 133 672,83 | 0,02 |
| 100 000 | Intesa Sanpaolo SpA ^(a) | EUR | 5,875 % | 4 mars 2029 | 99 909,16 | 0,01 |
| 100 000 | Intesa Sanpaolo SpA | EUR | 1,750 % | 4 juillet 2029 | 84 650,48 | 0,01 |
| 300 000 | Intesa Sanpaolo SpA | EUR | 4,875 % | 19 mai 2030 | 296 136,36 | 0,04 |
| 100 000 | Intesa Sanpaolo SpA | EUR | 5,125 % | 29 août 2031 | 98 852,51 | 0,01 |
| 347 000 | Italgas SpA | EUR | 0,250 % | 24 juin 2025 | 324 114,42 | 0,04 |
| 566 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 1,750 % | 1 juillet 2024 | 556 932,76 | 0,08 |
| 668 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 0,350 % | 1er février 2025 | 637 387,92 | 0,09 |
| 1 300 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 1,450 % | 15 mai 2025 | 1 250 651,61 | 0,17 |
| 1 250 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 2,500 % | 15 novembre 2025 | 1 215 364,78 | 0,17 |
| 800 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 0,500 % | 1 février 2026 | 739 964,56 | 0,10 |
| 1 543 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 1,600 % | 1 juin 2026 | 1 453 590,14 | 0,20 |
| 1 100 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 0,850 % | 15 janvier 2027 | 995 900,59 | 0,14 |
| 590 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 2,050 % | 1 août 2027 | 549 615,57 | 0,08 |
| 800 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 6,500 % | 1 novembre 2027 | 874 075,38 | 0,12 |
| 580 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 2,650 % | 1 décembre 2027 | 549 256,49 | 0,08 |
| 650 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 2,000 % | 1 février 2028 | 597 526,96 | 0,08 |
| 370 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 4,750 % | 1 septembre 2028 | 380 178,52 | 0,05 |
| 400 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 0,450 % | 15 février 2029 | 328 667,16 | 0,04 |
| 1 000 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 3,000 % | 1 août 2029 | 936 538,59 | 0,13 |
| 600 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 5,250 % | 1 novembre 2029 | 632 758,38 | 0,09 |
| 1 400 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 1,350 % | 1 avril 2030 | 1 165 999,04 | 0,16 |
| 1 900 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 0,900 % | 1 avril 2031 | 1 476 483,81 | 0,20 |
| 1 000 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 1,650 % | 1 mars 2032 | 802 480,82 | 0,11 |
| 413 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 5,750 % | 1 février 2033 | 447 883,10 | 0,06 |
| 250 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 2,450 % | 1 septembre 2033 | 206 771,36 | 0,03 |
| 700 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 5,000 % | 1 août 2034 | 713 170,42 | 0,10 |
| 750 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 1,450 % | 1 mars 2036 | 515 865,24 | 0,07 |
| 840 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 2,250 % | 1 septembre 2036 | 632 668,83 | 0,09 |
| 700 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 4,000 % | 1 février 2037 | 642 341,08 | 0,09 |
| 600 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 5,000 % | 1 août 2039 | 600 746,75 | 0,08 |
| 600 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 1,800 % | 1 mars 2041 | 379 133,12 | 0,05 |
| 300 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 4,750 % | 1 septembre 2044 | 288 024,68 | 0,04 |
| 370 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 3,250 % | 1 septembre 2046 | 281 464,54 | 0,04 |
| 400 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 2,700 % | 1 mars 2047 | 274 723,43 | 0,04 |
| 210 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 3,450 % | 1 mars 2048 | 163 827,29 | 0,02 |
| 325 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 2,450 % | 1 septembre 2050 | 203 307,36 | 0,03 |
| 400 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 1,700 % | 1 septembre 2051 | 207 412,22 | 0,03 |
| 400 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 2,150 % | 1 septembre 2052 | 227 624,28 | 0,03 |
| 200 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 2,800 % | 1 mars 2067 | 123 469,25 | 0,02 |
| 90 000 | Italy Buoni Poliennali Del Tesoro | EUR | 2,150 % | 1 mars 2072 | 45 909,81 | 0,01 |
| 200 000 | UniCredit SpA ^(a) | EUR | 0,800 % | 5 juillet 2029 | 166 818,37 | 0,02 |
| 200 000 | UniCredit SpA | EUR | 0,850 % | 19 janvier 2031 | 150 745,49 | 0,02 |
| | | | | | 28 921 664,00 | 3,97 |
| Japon | | | | | | |
| 1 300 000 | Asahi Group Holdings Ltd. | EUR | 0,336 % | 19 avril 2027 | 1 142 156,46 | 0,16 |
| 1 300 000 | Asahi Group Holdings Ltd. | EUR | 0,541 % | 23 octobre 2028 | 1 092 967,86 | 0,15 |
| 300 000 | Mizuho Financial Group, Inc. | EUR | 1,631 % | 8 avril 2027 | 274 199,42 | 0,04 |
| 200 000 | Mizuho Financial Group, Inc. ^(a) | EUR | 0,470 % | 6 septembre 2029 | 163 391,66 | 0,02 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED EUROPE SUSTAINABLE

| Participations | Description du titre | Devise | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur de marché EUR | % de la VNI |
|---|---|--------|----------------|-------------------|----------------------|-------------|
| Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une Bourse de valeurs et/ou négociées sur un autre marché réglementé (suite) | | | | | | |
| Obligations - 48,19 % (suite) | | | | | | |
| Japon (suite) | | | | | | |
| 400 000 | Mizuho Financial Group, Inc. | EUR | 4,608 % | 28 août 2030 | 397 713,91 | 0,06 |
| 400 000 | Takeda Pharmaceutical Co. Ltd. | EUR | 2,250 % | 21 novembre 2026 | 379 167,32 | 0,05 |
| 100 000 | Takeda Pharmaceutical Co. Ltd. | EUR | 3,000 % | 21 novembre 2030 | 92 740,56 | 0,01 |
| 1 100 000 | Takeda Pharmaceutical Co. Ltd. | EUR | 1,375 % | 9 juillet 2032 | 873 740,69 | 0,12 |
| | | | | | 4 416 077,88 | 0,61 |
| Jersey / îles Anglo-Normandes | | | | | | |
| 1 220 000 | Aptiv PLC | EUR | 1,500 % | 10 mars 2025 | 1 172 859,29 | 0,16 |
| Lituanie | | | | | | |
| 1 700 000 | Ignitis Grupe AB | EUR | 2,000 % | 14 juillet 2027 | 1 557 566,15 | 0,22 |
| 1 267 000 | Ignitis Grupe AB | EUR | 1,875 % | 10 juillet 2028 | 1 107 816,77 | 0,15 |
| | | | | | 2 665 382,92 | 0,37 |
| Luxembourg | | | | | | |
| 100 000 | Aroundtown S.A. | EUR | 1,625 % | 31 janvier 2028 | 75 795,47 | 0,01 |
| 100 000 | CBRE Global Investors Open-Ended Funds SCA SICAV-SIF-Pan European Core Fund | EUR | 0,900 % | 12 octobre 2029 | 76 016,38 | 0,01 |
| 635 000 | CNH Industrial Finance Europe S.A. | EUR | 1,875 % | 19 janvier 2026 | 604 222,53 | 0,08 |
| 200 000 | CNH Industrial Finance Europe S.A. | EUR | 1,750 % | 25 mars 2027 | 185 116,66 | 0,03 |
| 200 000 | DH Europe Finance II Sarl | EUR | 1,800 % | 18 septembre 2049 | 121 105,97 | 0,02 |
| 200 000 | Grand City Properties S.A. ^{(a),(c)} | EUR | 1,500 % | Perp. | 94 330,31 | 0,01 |
| 100 000 | Grand City Properties S.A. | EUR | 0,125 % | 11 janvier 2028 | 76 344,91 | 0,01 |
| 500 000 | John Deere Cash Management SARL | EUR | 2,200 % | 2 avril 2032 | 442 817,38 | 0,06 |
| 600 000 | Logicor Financing Sarl | EUR | 1,625 % | 15 juillet 2027 | 514 863,36 | 0,07 |
| 150 000 | Logicor Financing Sarl | EUR | 1,625 % | 17 janvier 2030 | 113 601,35 | 0,02 |
| 170 000 | Logicor Financing Sarl | EUR | 0,875 % | 14 janvier 2031 | 116 612,09 | 0,02 |
| 1 000 000 | Medtronic Global Holdings SCA | EUR | 0,375 % | 15 octobre 2028 | 841 789,07 | 0,12 |
| 1 400 000 | Medtronic Global Holdings SCA | EUR | 0,750 % | 15 octobre 2032 | 1 059 645,06 | 0,15 |
| 410 000 | Medtronic Global Holdings SCA | EUR | 3,375 % | 15 octobre 2034 | 380 142,38 | 0,05 |
| 600 000 | Medtronic Global Holdings SCA | EUR | 2,250 % | 7 mars 2039 | 455 151,44 | 0,06 |
| 129 000 | Prologis International Funding II S.A. | EUR | 1,625 % | 17 juin 2032 | 98 537,89 | 0,01 |
| 138 000 | Segro Capital Sarl | EUR | 0,500 % | 22 septembre 2031 | 99 762,96 | 0,01 |
| 100 000 | SELP Finance Sarl | EUR | 1,500 % | 20 décembre 2026 | 89 842,92 | 0,01 |
| 300 000 | SELP Finance Sarl | EUR | 3,750 % | 10 août 2027 | 286 178,44 | 0,04 |
| 100 000 | Swiss Re Finance Luxembourg S.A. ^(a) | EUR | 2,534 % | 30 avril 2050 | 84 425,42 | 0,01 |
| 204 000 | Tyco Electronics Group S.A. ^(b) | EUR | ZCP | 16 février 2029 | 166 767,15 | 0,02 |
| | | | | | 5 983 069,14 | 0,82 |
| Mexique | | | | | | |
| 200 000 | America Movil SAB de CV | EUR | 0,750 % | 26 juin 2027 | 178 379,30 | 0,02 |
| Pays-Bas | | | | | | |
| 300 000 | ABN AMRO Bank NV | EUR | 4,000 % | 16 janvier 2028 | 294 743,25 | 0,04 |
| 500 000 | ABN AMRO Bank NV | EUR | 4,250 % | 21 février 2030 | 489 296,30 | 0,07 |
| 200 000 | ABN AMRO Bank NV ^(a) | EUR | 5,500 % | 21 septembre 2033 | 198 323,43 | 0,03 |
| 547 000 | AGCO International Holdings BV | EUR | 0,800 % | 6 octobre 2028 | 452 601,35 | 0,06 |
| 820 000 | Alliander NV ^{(a),(c)} | EUR | 1,625 % | Perp. | 761 271,08 | 0,10 |
| 580 000 | Alliander NV | EUR | 2,875 % | 14 juin 2024 | 575 835,95 | 0,08 |
| 200 000 | Alliander NV | EUR | 0,875 % | 22 avril 2026 | 186 253,78 | 0,03 |
| 1 000 000 | Alliander NV | EUR | 2,625 % | 9 septembre 2027 | 961 123,47 | 0,13 |
| 3 713 000 | Alliander NV | EUR | 3,250 % | 13 juin 2028 | 3 624 874,69 | 0,50 |
| 1 115 000 | Alliander NV | EUR | 0,375 % | 10 juin 2030 | 896 401,08 | 0,12 |
| 3 850 000 | Alliander NV | EUR | 0,875 % | 24 juin 2032 | 3 048 353,50 | 0,42 |
| 100 000 | Argentum Netherlands BV for Givaudan S.A. | EUR | 1,125 % | 17 septembre 2025 | 94 349,23 | 0,01 |
| 110 000 | Argentum Netherlands BV for Zurich Insurance Co. Ltd. ^(a) | EUR | 2,750 % | 19 février 2049 | 96 442,23 | 0,01 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED EUROPE SUSTAINABLE

| Participations | Description du titre | Devise | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur de marché EUR | % de la VNI |
|----------------|----------------------|--------|----------------|-----------------|----------------------|-------------|
|----------------|----------------------|--------|----------------|-----------------|----------------------|-------------|

Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une Bourse de valeurs et/ou négociées sur un autre marché réglementé (suite)

Obligations - 48,19 % (suite)

Pays-Bas (suite)

| | | | | | | |
|-----------|--|-----|---------|-------------------|--------------|------|
| 190 000 | ASML Holding NV | EUR | 0,250 % | 25 février 2030 | 153 444,02 | 0,02 |
| 300 000 | Atradius Finance BV ^(a) | EUR | 5,250 % | 23 septembre 2044 | 295 622,94 | 0,04 |
| 300 000 | Cooperatieve Rabobank UA ^(a) | EUR | 0,375 % | 1 décembre 2027 | 265 266,20 | 0,04 |
| 100 000 | CTP NV | EUR | 0,625 % | 27 novembre 2023 | 99 172,35 | 0,01 |
| 200 000 | CTP NV | EUR | 0,875 % | 20 janvier 2026 | 177 730,24 | 0,02 |
| 300 000 | CTP NV | EUR | 0,750 % | 18 février 2027 | 249 399,30 | 0,03 |
| 166 000 | CTP NV | EUR | 1,500 % | 27 septembre 2031 | 117 274,26 | 0,02 |
| 284 000 | Danfoss Finance II BV | EUR | 4,125 % | 2 décembre 2029 | 280 328,67 | 0,04 |
| 700 000 | de Volksbank NV ^(a) | EUR | 1,750 % | 22 octobre 2030 | 643 052,60 | 0,09 |
| 500 000 | Diageo Capital BV | EUR | 1,875 % | 8 juin 2034 | 406 790,85 | 0,06 |
| 200 000 | Digital Dutch Finco BV | EUR | 1,500 % | 15 mars 2030 | 161 193,88 | 0,02 |
| 100 000 | Digital Dutch Finco BV | EUR | 1,250 % | 1 février 2031 | 76 706,79 | 0,01 |
| 140 000 | DSM BV | EUR | 0,625 % | 23 juin 2032 | 105 499,83 | 0,01 |
| 1 000 000 | E.ON International Finance BV | EUR | 5,750 % | 14 février 2033 | 1 112 314,87 | 0,15 |
| 200 000 | ELM BV for Firmenich International S.A. ^{(a),(c)} | EUR | 3,750 % | Perp. | 191 332,25 | 0,03 |
| 930 000 | ELM BV for Swiss Reinsurance Co. Ltd. ^{(a),(c)} | EUR | 2,600 % | Perp. | 870 151,48 | 0,12 |
| 1 000 000 | Enexis Holding NV | EUR | 0,875 % | 28 avril 2026 | 929 293,86 | 0,13 |
| 1 600 000 | Enexis Holding NV | EUR | 0,625 % | 17 juin 2032 | 1 230 664,08 | 0,17 |
| 2 900 000 | Enexis Holding NV | EUR | 0,375 % | 14 avril 2033 | 2 116 715,66 | 0,29 |
| 211 000 | Enexis Holding NV | EUR | 3,625 % | 12 juin 2034 | 204 633,46 | 0,03 |
| 100 000 | Givaudan Finance Europe BV | EUR | 1,625 % | 22 avril 2032 | 82 188,19 | 0,01 |
| 300 000 | Global Switch Finance BV | EUR | 1,375 % | 7 octobre 2030 | 248 998,33 | 0,03 |
| 200 000 | Heimstaden Bostad Treasury BV | EUR | 0,250 % | 13 octobre 2024 | 186 689,20 | 0,03 |
| 100 000 | Heimstaden Bostad Treasury BV | EUR | 0,625 % | 24 juillet 2025 | 88 157,90 | 0,01 |
| 100 000 | Heimstaden Bostad Treasury BV | EUR | 1,000 % | 13 avril 2028 | 73 085,24 | 0,01 |
| 350 000 | Heimstaden Bostad Treasury BV | EUR | 0,750 % | 6 septembre 2029 | 229 299,33 | 0,03 |
| 1 400 000 | Heineken NV | EUR | 4,125 % | 23 mars 2035 | 1 375 925,28 | 0,19 |
| 453 000 | IMCD NV | EUR | 4,875 % | 18 septembre 2028 | 449 008,05 | 0,06 |
| 200 000 | ING Bank NV | EUR | 4,125 % | 2 octobre 2026 | 200 434,04 | 0,03 |
| 400 000 | ING Groep NV ^(a) | EUR | 2,125 % | 23 mai 2026 | 385 649,78 | 0,05 |
| 200 000 | ING Groep NV ^(a) | EUR | 4,875 % | 14 novembre 2027 | 202 149,61 | 0,03 |
| 400 000 | ING Groep NV ^(a) | EUR | 2,500 % | 15 février 2029 | 394 895,84 | 0,05 |
| 500 000 | ING Groep NV ^(a) | EUR | 0,250 % | 18 février 2029 | 412 502,44 | 0,06 |
| 900 000 | ING Groep NV ^(a) | EUR | 1,000 % | 13 novembre 2030 | 815 404,55 | 0,11 |
| 665 000 | Koninklijke Ahold Delhaize NV | EUR | 0,250 % | 26 juin 2025 | 624 821,80 | 0,09 |
| 500 000 | Linde Finance BV | EUR | 0,550 % | 19 mai 2032 | 379 953,71 | 0,05 |
| 386 000 | Mercedes-Benz International Finance BV | EUR | 3,700 % | 30 mai 2031 | 378 478,64 | 0,05 |
| 2 200 000 | Nederlandse Waterschapsbank NV | EUR | 1,000 % | 3 septembre 2025 | 2 092 097,61 | 0,29 |
| 2 000 000 | Nederlandse Waterschapsbank NV | EUR | 0,500 % | 26 avril 2051 | 894 353,92 | 0,12 |
| 490 000 | Netherlands Government Bond ^(b) | EUR | ZCP | 15 janvier 2024 | 484 947,13 | 0,07 |
| 800 000 | Netherlands Government Bond | EUR | 0,250 % | 15 juillet 2025 | 759 070,10 | 0,10 |
| 524 000 | Netherlands Government Bond | EUR | 0,750 % | 15 juillet 2027 | 482 662,41 | 0,07 |
| 216 000 | Netherlands Government Bond | EUR | 5,500 % | 15 janvier 2028 | 237 099,29 | 0,03 |
| 700 000 | Netherlands Government Bond | EUR | 0,750 % | 15 juillet 2028 | 630 604,07 | 0,09 |
| 350 000 | Netherlands Government Bond | EUR | 0,250 % | 15 juillet 2029 | 299 447,06 | 0,04 |
| 350 000 | Netherlands Government Bond ^(b) | EUR | ZCP | 15 juillet 2030 | 285 982,12 | 0,04 |
| 400 000 | Netherlands Government Bond ^(b) | EUR | ZCP | 15 juillet 2031 | 316 290,93 | 0,04 |
| 270 000 | Netherlands Government Bond | EUR | 2,500 % | 15 janvier 2033 | 256 641,64 | 0,04 |
| 314 000 | Netherlands Government Bond | EUR | 4,000 % | 15 janvier 2037 | 338 413,52 | 0,05 |
| 150 000 | Netherlands Government Bond ^(b) | EUR | ZCP | 15 janvier 2038 | 94 353,97 | 0,01 |
| 200 000 | Netherlands Government Bond | EUR | 0,500 % | 15 janvier 2040 | 130 605,37 | 0,02 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED EUROPE SUSTAINABLE

| Participations | Description du titre | Devise | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur de marché EUR | % de la VNI |
|---|--|--------|----------------|-------------------|----------------------|-------------|
| Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une Bourse de valeurs et/ou négociées sur un autre marché réglementé (suite) | | | | | | |
| Obligations - 48,19 % (suite) | | | | | | |
| Pays-Bas (suite) | | | | | | |
| 350 000 | Netherlands Government Bond | EUR | 3,750 % | 15 janvier 2042 | 371 460,27 | 0,05 |
| 370 000 | Netherlands Government Bond | EUR | 2,750 % | 15 janvier 2047 | 339 670,66 | 0,05 |
| 180 000 | Netherlands Government Bond ^(b) | EUR | ZCP | 15 janvier 2052 | 74 380,94 | 0,01 |
| 100 000 | Netherlands Government Bond | EUR | 2,000 % | 15 janvier 2054 | 76 119,31 | 0,01 |
| 100 000 | NIBC Bank NV | EUR | 0,875 % | 8 juillet 2025 | 93 739,98 | 0,01 |
| 300 000 | NIBC Bank NV | EUR | 0,250 % | 9 septembre 2026 | 262 061,70 | 0,04 |
| 125 000 | NN Group NV ^(a) | EUR | 6,000 % | 3 novembre 2043 | 121 199,66 | 0,02 |
| 707 000 | Novo Nordisk Finance Netherlands BV | EUR | 1,125 % | 30 septembre 2027 | 644 017,58 | 0,09 |
| 500 000 | Reckitt Benckiser Treasury Services Nederland BV | EUR | 0,750 % | 19 mai 2030 | 410 173,59 | 0,06 |
| 323 000 | RELX Finance BV | EUR | 3,750 % | 12 juin 2031 | 315 259,05 | 0,04 |
| 1 000 000 | Rentokil Initial Finance BV | EUR | 4,375 % | 27 juin 2030 | 998 481,75 | 0,14 |
| 200 000 | Sagax Euro Mtn NL BV | EUR | 0,750 % | 26 janvier 2028 | 160 052,75 | 0,02 |
| 100 000 | Signify NV | EUR | 2,375 % | 11 mai 2027 | 92 777,33 | 0,01 |
| 404 000 | Sika Capital BV | EUR | 3,750 % | 3 mai 2030 | 395 411,21 | 0,05 |
| 1 000 000 | Stedin Holding NV ^(b) | EUR | ZCP | 16 novembre 2026 | 884 875,42 | 0,12 |
| 2 500 000 | Stedin Holding NV | EUR | 2,375 % | 3 juin 2030 | 2 258 931,68 | 0,31 |
| 1 477 000 | Swisscom Finance BV | EUR | 0,375 % | 14 novembre 2028 | 1 254 792,42 | 0,17 |
| 200 000 | Telefonica Europe BV ^{(a),(c)} | EUR | 3,000 % | Perp. | 198 855,95 | 0,03 |
| 1 133 000 | TenneT Holding BV ^{(a),(c)} | EUR | 2,374 % | Perp. | 1 070 604,02 | 0,15 |
| 2 290 000 | TenneT Holding BV ^{(a),(c)} | EUR | 2,995 % | Perp. | 2 258 421,70 | 0,31 |
| 800 000 | TenneT Holding BV | EUR | 0,750 % | 26 juin 2025 | 762 785,75 | 0,11 |
| 431 000 | TenneT Holding BV | EUR | 2,125 % | 17 novembre 2029 | 400 677,31 | 0,06 |
| 1 000 000 | TenneT Holding BV | EUR | 0,875 % | 3 juin 2030 | 863 228,26 | 0,12 |
| 1 150 000 | TenneT Holding BV | EUR | 4,250 % | 28 avril 2032 | 1 180 267,59 | 0,16 |
| 1 600 000 | TenneT Holding BV | EUR | 4,500 % | 28 octobre 2034 | 1 684 539,68 | 0,23 |
| 700 000 | TenneT Holding BV | EUR | 4,750 % | 28 octobre 2042 | 738 714,73 | 0,10 |
| 300 000 | Unilever Finance Netherlands BV | EUR | 1,750 % | 25 mars 2030 | 265 698,55 | 0,04 |
| 318 000 | Universal Music Group NV | EUR | 4,000 % | 13 juin 2031 | 309 897,63 | 0,04 |
| 200 000 | Vonovia Finance BV | EUR | 0,500 % | 14 septembre 2029 | 154 006,65 | 0,02 |
| 200 000 | Vonovia Finance BV | EUR | 2,125 % | 22 mars 2030 | 166 873,62 | 0,02 |
| 300 000 | ZF Europe Finance BV | EUR | 2,000 % | 23 février 2026 | 274 532,84 | 0,04 |
| | | | | | 54 279 177,58 | 7,46 |
| Nouvelle-Zélande | | | | | | |
| 1 048 000 | ANZ New Zealand Int'l Ltd./London | EUR | 0,200 % | 23 septembre 2027 | 902 203,85 | 0,12 |
| Norvège | | | | | | |
| 239 000 | DNB Bank ASA ^(a) | EUR | 3,625 % | 16 février 2027 | 235 219,55 | 0,03 |
| 365 000 | DNB Bank ASA ^(a) | EUR | 3,125 % | 21 septembre 2027 | 354 740,26 | 0,05 |
| 595 000 | DNB Bank ASA ^(a) | EUR | 4,500 % | 19 juillet 2028 | 597 692,95 | 0,08 |
| 488 000 | DNB Bank ASA ^(a) | EUR | 4,000 % | 14 mars 2029 | 484 922,62 | 0,07 |
| 275 000 | DNB Bank ASA ^(a) | EUR | 4,625 % | 28 février 2033 | 268 511,69 | 0,04 |
| 100 000 | Norsk Hydro ASA | EUR | 1,125 % | 11 avril 2025 | 95 389,61 | 0,01 |
| 1 000 000 | SpareBank 1 SR-Bank ASA | EUR | 0,250 % | 9 novembre 2026 | 882 874,32 | 0,12 |
| 300 000 | SpareBank 1 SR-Bank ASA ^(a) | EUR | 0,375 % | 15 juillet 2027 | 265 196,17 | 0,04 |
| 2 100 000 | Statkraft AS | EUR | 2,875 % | 13 septembre 2029 | 2 003 916,01 | 0,27 |
| 606 000 | Statnett SF | EUR | 3,500 % | 8 juin 2033 | 585 375,75 | 0,08 |
| | | | | | 5 773 838,93 | 0,79 |
| Portugal | | | | | | |
| 1 000 000 | Brisa-Concessao Rodoviaria S.A. | EUR | 2,375 % | 10 mai 2027 | 948 455,83 | 0,13 |
| Espagne | | | | | | |
| 3 500 000 | Adif Alta Velocidad | EUR | 1,250 % | 4 mai 2026 | 3 282 743,94 | 0,45 |
| 1 000 000 | Adif Alta Velocidad | EUR | 0,550 % | 31 octobre 2031 | 754 918,27 | 0,10 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED EUROPE SUSTAINABLE

| Participations | Description du titre | Devise | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur de marché EUR | % de la VNI |
|----------------|----------------------|--------|----------------|-----------------|----------------------|-------------|
|----------------|----------------------|--------|----------------|-----------------|----------------------|-------------|

Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une Bourse de valeurs et/ou négociées sur un autre marché réglementé (suite)

Obligations - 48,19 % (suite)

Espagne (suite)

| | | | | | | |
|-----------|---|-----|---------|------------------|--------------|------|
| 2 612 000 | Autonomous Community of Madrid Spain | EUR | 0,827 % | 30 juillet 2027 | 2 347 078,19 | 0,32 |
| 200 000 | Banco Bilbao Vizcaya Argentaria S.A. ^(a) | EUR | 0,125 % | 24 mars 2027 | 180 563,09 | 0,02 |
| 200 000 | Banco de Sabadell S.A. ^(a) | EUR | 5,125 % | 10 novembre 2028 | 201 434,37 | 0,03 |
| 200 000 | Banco de Sabadell S.A. ^(a) | EUR | 5,000 % | 7 juin 2029 | 199 534,88 | 0,03 |
| 100 000 | Banco Santander S.A. | EUR | 0,200 % | 11 février 2028 | 84 391,75 | 0,01 |
| 300 000 | Banco Santander S.A. ^(a) | EUR | 5,750 % | 23 août 2033 | 297 526,05 | 0,04 |
| 200 000 | Bankinter S.A. ^(a) | EUR | 4,375 % | 3 mai 2030 | 197 767,91 | 0,03 |
| 300 000 | CaixaBank S.A. | EUR | 0,375 % | 3 février 2025 | 284 799,87 | 0,04 |
| 200 000 | CaixaBank S.A. ^(a) | EUR | 1,625 % | 13 avril 2026 | 190 655,13 | 0,03 |
| 500 000 | CaixaBank S.A. ^(a) | EUR | 0,750 % | 10 juillet 2026 | 469 134,91 | 0,06 |
| 300 000 | CaixaBank S.A. ^(a) | EUR | 4,625 % | 16 mai 2027 | 298 376,92 | 0,04 |
| 200 000 | CaixaBank S.A. ^(a) | EUR | 5,000 % | 19 juillet 2029 | 199 343,78 | 0,03 |
| 300 000 | CaixaBank S.A. | EUR | 4,250 % | 6 septembre 2030 | 295 029,62 | 0,04 |
| 600 000 | CaixaBank S.A. ^(a) | EUR | 5,375 % | 14 novembre 2030 | 609 245,30 | 0,08 |
| 400 000 | CaixaBank S.A. ^(a) | EUR | 1,250 % | 18 juin 2031 | 357 483,54 | 0,05 |
| 100 000 | CaixaBank S.A. ^(a) | EUR | 6,250 % | 23 février 2033 | 100 318,26 | 0,01 |
| 900 000 | CaixaBank S.A. ^(a) | EUR | 6,125 % | 30 mai 2034 | 894 277,54 | 0,12 |
| 600 000 | Cellnex Finance Co. S.A. | EUR | 2,250 % | 12 avril 2026 | 566 267,34 | 0,08 |
| 3 150 000 | Instituto de Credito Oficial ^(b) | EUR | ZCP | 30 avril 2027 | 2 769 889,85 | 0,38 |
| 100 000 | Santander Consumer Finance S.A. | EUR | 0,500 % | 14 novembre 2026 | 89 211,80 | 0,01 |
| 500 000 | Spain Government Bond | EUR | 3,800 % | 30 avril 2024 | 499 650,93 | 0,07 |
| 1 500 000 | Spain Government Bond | EUR | 0,250 % | 30 juillet 2024 | 1 456 673,91 | 0,20 |
| 500 000 | Spain Government Bond | EUR | 1,600 % | 30 avril 2025 | 485 122,81 | 0,07 |
| 1 000 000 | Spain Government Bond | EUR | 2,150 % | 31 octobre 2025 | 974 340,09 | 0,13 |
| 1 000 000 | Spain Government Bond | EUR | 1,950 % | 30 avril 2026 | 963 274,62 | 0,13 |
| 530 000 | Spain Government Bond | EUR | 1,300 % | 31 octobre 2026 | 497 235,87 | 0,07 |
| 804 000 | Spain Government Bond | EUR | 1,500 % | 30 avril 2027 | 751 890,40 | 0,10 |
| 450 000 | Spain Government Bond | EUR | 0,800 % | 30 juillet 2027 | 407 684,79 | 0,06 |
| 500 000 | Spain Government Bond | EUR | 1,450 % | 31 octobre 2027 | 462 237,66 | 0,06 |
| 1 300 000 | Spain Government Bond | EUR | 1,400 % | 30 avril 2028 | 1 187 774,84 | 0,16 |
| 380 000 | Spain Government Bond | EUR | 1,400 % | 30 juillet 2028 | 345 481,00 | 0,05 |
| 780 000 | Spain Government Bond | EUR | 6,000 % | 31 janvier 2029 | 873 173,82 | 0,12 |
| 900 000 | Spain Government Bond | EUR | 1,450 % | 30 avril 2029 | 807 095,65 | 0,11 |
| 1 200 000 | Spain Government Bond | EUR | 0,500 % | 30 avril 2030 | 986 155,26 | 0,14 |
| 750 000 | Spain Government Bond | EUR | 1,250 % | 31 octobre 2030 | 639 983,99 | 0,09 |
| 700 000 | Spain Government Bond | EUR | 0,100 % | 30 avril 2031 | 536 991,27 | 0,07 |
| 430 000 | Spain Government Bond | EUR | 0,500 % | 31 octobre 2031 | 335 085,60 | 0,05 |
| 300 000 | Spain Government Bond | EUR | 0,700 % | 30 avril 2032 | 233 903,50 | 0,03 |
| 700 000 | Spain Government Bond | EUR | 5,750 % | 30 juillet 2032 | 803 495,41 | 0,11 |
| 700 000 | Spain Government Bond | EUR | 2,350 % | 30 juillet 2033 | 614 449,14 | 0,08 |
| 900 000 | Spain Government Bond | EUR | 1,850 % | 30 juillet 2035 | 719 731,52 | 0,10 |
| 600 000 | Spain Government Bond | EUR | 4,200 % | 31 janvier 2037 | 605 739,88 | 0,08 |
| 392 000 | Spain Government Bond | EUR | 0,850 % | 30 juillet 2037 | 257 260,51 | 0,04 |
| 250 000 | Spain Government Bond | EUR | 4,900 % | 30 juillet 2040 | 267 740,28 | 0,04 |
| 750 000 | Spain Government Bond | EUR | 1,200 % | 31 octobre 2040 | 471 844,82 | 0,07 |
| 210 000 | Spain Government Bond | EUR | 4,700 % | 30 juillet 2041 | 220 058,87 | 0,03 |
| 300 000 | Spain Government Bond | EUR | 5,150 % | 31 octobre 2044 | 332 264,03 | 0,05 |
| 300 000 | Spain Government Bond | EUR | 2,900 % | 31 octobre 2046 | 235 990,81 | 0,03 |
| 280 000 | Spain Government Bond | EUR | 2,700 % | 31 octobre 2048 | 208 003,77 | 0,03 |
| 400 000 | Spain Government Bond | EUR | 1,000 % | 31 octobre 2050 | 187 452,87 | 0,03 |
| 240 000 | Spain Government Bond | EUR | 1,900 % | 31 octobre 2052 | 140 226,39 | 0,02 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED EUROPE SUSTAINABLE

| Participations | Description du titre | Devise | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur de marché EUR | % de la VNI |
|---|--|--------|----------------|-------------------|----------------------|-------------|
| Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une Bourse de valeurs et/ou négociées sur un autre marché réglementé (suite) | | | | | | |
| Obligations - 48,19 % (suite) | | | | | | |
| Espagne (suite) | | | | | | |
| 360 000 | Spain Government Bond | EUR | 3,450 % | 30 juillet 2066 | 286 810,04 | 0,04 |
| 100 000 | Telefonica Emisiones S.A. | EUR | 1,460 % | 13 avril 2026 | 94 421,61 | 0,01 |
| | | | | | 32 559 238,27 | 4,47 |
| Supranationales | | | | | | |
| 2 580 000 | Eurofima Europaeische Gesellschaft fuer die Finanzierung von Eisenbahnmaterial | EUR | 0,250 % | 9 février 2024 | 2 546 880,90 | 0,35 |
| 400 000 | Eurofima Europaeische Gesellschaft fuer die Finanzierung von Eisenbahnmaterial | EUR | 0,100 % | 20 mai 2030 | 321 658,02 | 0,04 |
| 500 000 | Eurofima Europaeische Gesellschaft fuer die Finanzierung von Eisenbahnmaterial | EUR | 3,125 % | 9 novembre 2031 | 486 542,94 | 0,07 |
| 2 665 000 | Eurofima Europaeische Gesellschaft fuer die Finanzierung von Eisenbahnmaterial | EUR | 0,150 % | 10 octobre 2034 | 1 845 783,02 | 0,25 |
| 3 000 000 | Banque européenne d'investissement | EUR | 1,250 % | 13 novembre 2026 | 2 825 308,92 | 0,39 |
| 2 950 000 | Banque européenne d'investissement | EUR | 1,000 % | 14 novembre 2042 | 1 859 841,84 | 0,26 |
| 1 850 000 | Banque européenne d'investissement | EUR | 1,500 % | 15 novembre 2047 | 1 206 812,00 | 0,17 |
| 1 350 000 | Union européenne | EUR | 0,400 % | 4 février 2037 | 895 780,23 | 0,12 |
| 3 100 000 | Union européenne | EUR | 1,250 % | 4 février 2043 | 2 019 784,48 | 0,28 |
| 2 000 000 | Union européenne | EUR | 2,625 % | 4 février 2048 | 1 637 339,90 | 0,22 |
| | | | | | 15 645 732,25 | 2,15 |
| Suède | | | | | | |
| 400 000 | Essity AB | EUR | 0,500 % | 3 février 2030 | 322 240,49 | 0,04 |
| 200 000 | Sandvik AB | EUR | 3,750 % | 27 septembre 2029 | 196 123,50 | 0,03 |
| 1 700 000 | SBAB Bank AB | EUR | 0,500 % | 13 mai 2025 | 1 604 567,13 | 0,22 |
| 249 000 | Skandinaviska Enskilda Banken AB | EUR | 4,000 % | 9 novembre 2026 | 247 274,86 | 0,03 |
| 500 000 | Skandinaviska Enskilda Banken AB ^(a) | EUR | 1,375 % | 31 octobre 2028 | 498 864,37 | 0,07 |
| 297 000 | Svenska Handelsbanken AB | EUR | 0,125 % | 3 novembre 2026 | 263 673,47 | 0,04 |
| 100 000 | Svenska Handelsbanken AB ^(a) | EUR | 1,625 % | 5 mars 2029 | 98 447,53 | 0,01 |
| 115 000 | Telia Co. AB | EUR | 2,125 % | 20 février 2034 | 94 794,07 | 0,01 |
| 196 000 | Volvo Treasury AB | EUR | 2,125 % | 1 septembre 2024 | 192 482,63 | 0,03 |
| 809 000 | Volvo Treasury AB | EUR | 3,500 % | 17 novembre 2025 | 799 787,49 | 0,11 |
| | | | | | 4 318 255,54 | 0,59 |
| Suisse | | | | | | |
| 520 000 | UBS AG/London | EUR | 0,010 % | 31 mars 2026 | 468 369,57 | 0,06 |
| 300 000 | UBS AG/London | EUR | 0,010 % | 29 juin 2026 | 267 827,56 | 0,04 |
| 800 000 | UBS AG/London | EUR | 0,500 % | 31 mars 2031 | 604 466,06 | 0,08 |
| 200 000 | UBS Group AG ^(a) | EUR | 1,000 % | 21 mars 2025 | 196 673,22 | 0,03 |
| 200 000 | UBS Group AG ^(a) | EUR | 0,250 % | 3 novembre 2026 | 181 546,75 | 0,03 |
| 340 000 | UBS Group AG ^(a) | EUR | 4,625 % | 17 mars 2028 | 336 966,09 | 0,05 |
| 400 000 | UBS Group AG ^(a) | EUR | 4,375 % | 11 janvier 2031 | 386 815,09 | 0,05 |
| 200 000 | UBS Group AG | EUR | 0,875 % | 3 novembre 2031 | 146 841,90 | 0,02 |
| | | | | | 2 589 506,24 | 0,36 |
| Royaume-Uni | | | | | | |
| 350 000 | Aviva PLC ^{(a),(c)} | GBP | 6,875 % | Perp. | 345 552,11 | 0,05 |
| 800 000 | Aviva PLC ^(a) | EUR | 3,375 % | 4 décembre 2045 | 763 285,59 | 0,11 |
| 300 000 | Barclays PLC ^(a) | EUR | 0,577 % | 9 août 2029 | 243 445,36 | 0,03 |
| 280 000 | Barclays PLC ^(a) | EUR | 5,262 % | 29 janvier 2034 | 275 790,43 | 0,04 |
| 479 000 | British Telecommunications PLC | EUR | 3,750 % | 13 mai 2031 | 458 082,81 | 0,06 |
| 500 000 | Coca-Cola Europacific Partners PLC | EUR | 1,125 % | 12 avril 2029 | 429 009,28 | 0,06 |
| 200 000 | Coca-Cola Europacific Partners PLC | EUR | 1,875 % | 18 mars 2030 | 174 915,25 | 0,02 |
| 200 000 | Coca-Cola Europacific Partners PLC | EUR | 0,700 % | 12 septembre 2031 | 154 623,16 | 0,02 |
| 400 000 | Diageo Finance PLC | EUR | 1,000 % | 22 avril 2025 | 382 096,45 | 0,05 |
| 200 000 | Lloyds Bank Corporate Markets PLC | EUR | 4,125 % | 30 mai 2027 | 198 831,51 | 0,03 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED EUROPE SUSTAINABLE

| Participations | Description du titre | Devise | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur de marché EUR | % de la VNI |
|---|--|--------|----------------|-------------------|----------------------|-------------|
| Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une Bourse de valeurs et/ou négociées sur un autre marché réglementé (suite) | | | | | | |
| Obligations - 48,19 % (suite) | | | | | | |
| Royaume-Uni (suite) | | | | | | |
| 1 329 000 | Motability Operations Group PLC | EUR | 3,500 % | 17 juillet 2031 | 1 266 997,18 | 0,17 |
| 100 000 | Nationwide Building Society | EUR | 0,250 % | 22 juillet 2025 | 93 255,21 | 0,01 |
| 400 000 | Nationwide Building Society ^(a) | EUR | 2,000 % | 25 juillet 2029 | 387 640,37 | 0,05 |
| 400 000 | NatWest Group PLC ^(a) | EUR | 4,771 % | 16 février 2029 | 396 116,84 | 0,06 |
| 455 000 | NatWest Group PLC ^(a) | EUR | 0,780 % | 26 février 2030 | 366 073,70 | 0,05 |
| 502 000 | NatWest Group PLC ^(a) | EUR | 1,043 % | 14 septembre 2032 | 416 458,72 | 0,06 |
| 800 000 | NatWest Markets PLC | EUR | 0,125 % | 12 novembre 2025 | 734 103,36 | 0,10 |
| 558 000 | NatWest Markets PLC | EUR | 0,125 % | 18 juin 2026 | 498 894,17 | 0,07 |
| 600 000 | Rentokil Initial PLC | EUR | 0,500 % | 14 octobre 2028 | 502 957,15 | 0,07 |
| 400 000 | Santander UK Group Holdings PLC ^(a) | EUR | 0,603 % | 13 septembre 2029 | 322 597,84 | 0,04 |
| 200 000 | Tesco Corporate Treasury Services PLC | EUR | 1,375 % | 24 octobre 2023 | 199 627,51 | 0,03 |
| 500 000 | Tesco Corporate Treasury Services PLC | EUR | 0,875 % | 29 mai 2026 | 458 615,75 | 0,06 |
| 200 000 | Tesco Corporate Treasury Services PLC | EUR | 0,375 % | 27 juillet 2029 | 158 868,72 | 0,02 |
| 190 000 | Vodafone Group PLC | EUR | 1,125 % | 20 novembre 2025 | 179 258,56 | 0,03 |
| 185 000 | Vodafone Group PLC | EUR | 0,900 % | 24 novembre 2026 | 168 725,23 | 0,02 |
| | | | | | 9 575 822,26 | 1,31 |
| États-Unis | | | | | | |
| 500 000 | American Tower Corp. | EUR | 0,450 % | 15 janvier 2027 | 439 570,85 | 0,06 |
| 436 000 | American Tower Corp. | EUR | 4,125 % | 16 mai 2027 | 430 699,54 | 0,06 |
| 545 000 | AT&T, Inc. | EUR | 1,800 % | 5 septembre 2026 | 510 513,27 | 0,07 |
| 1 300 000 | AT&T, Inc. | EUR | 1,600 % | 19 mai 2028 | 1 162 889,36 | 0,16 |
| 125 000 | AT&T, Inc. | EUR | 3,150 % | 4 septembre 2036 | 104 626,55 | 0,01 |
| 400 000 | Chubb INA Holdings, Inc. | EUR | 1,550 % | 15 mars 2028 | 358 357,28 | 0,05 |
| 2 000 000 | Coca-Cola Co./The | EUR | 1,125 % | 9 mars 2027 | 1 834 964,00 | 0,25 |
| 500 000 | Coca-Cola Co./The | EUR | 1,250 % | 8 mars 2031 | 420 367,56 | 0,06 |
| 800 000 | Comcast Corp. | EUR | 0,750 % | 20 février 2032 | 618 901,74 | 0,08 |
| 311 000 | Equinix, Inc. | EUR | 1,000 % | 15 mars 2033 | 229 598,21 | 0,03 |
| 1 130 000 | Equitable Financial Life Global Funding | EUR | 0,600 % | 16 juin 2028 | 957 642,66 | 0,13 |
| 1 000 000 | Ford Motor Credit Co. LLC | EUR | 4,867 % | 3 août 2027 | 988 898,70 | 0,14 |
| 200 000 | International Business Machines Corp. | EUR | 0,950 % | 23 mai 2025 | 190 290,61 | 0,03 |
| 475 000 | International Business Machines Corp. | EUR | 1,250 % | 29 janvier 2027 | 435 996,82 | 0,06 |
| 700 000 | International Business Machines Corp. | EUR | 0,300 % | 11 février 2028 | 600 499,35 | 0,08 |
| 190 000 | International Business Machines Corp. | EUR | 1,500 % | 23 mai 2029 | 167 449,08 | 0,02 |
| 300 000 | International Flavors & Fragrances, Inc. | EUR | 1,800 % | 25 septembre 2026 | 271 428,55 | 0,04 |
| 1 284 000 | MassMutual Global Funding II | EUR | 3,750 % | 19 janvier 2030 | 1 242 060,40 | 0,17 |
| 100 000 | Metropolitan Life Global Funding I | EUR | 0,375 % | 9 avril 2024 | 98 091,64 | 0,01 |
| 500 000 | Metropolitan Life Global Funding I | EUR | 0,550 % | 16 juin 2027 | 441 831,39 | 0,06 |
| 347 000 | Morgan Stanley ^(a) | EUR | 1,342 % | 23 octobre 2026 | 326 394,36 | 0,04 |
| 1 200 000 | Morgan Stanley ^(a) | EUR | 0,406 % | 29 octobre 2027 | 1 063 059,29 | 0,15 |
| 1 200 000 | Morgan Stanley ^(a) | EUR | 4,813 % | 25 octobre 2028 | 1 216 775,47 | 0,17 |
| 500 000 | Morgan Stanley ^(a) | EUR | 0,495 % | 26 octobre 2029 | 409 044,85 | 0,06 |
| 500 000 | Morgan Stanley ^(a) | EUR | 5,148 % | 25 janvier 2034 | 512 817,21 | 0,07 |
| 700 000 | Netflix, Inc. | EUR | 3,875 % | 15 novembre 2029 | 678 809,74 | 0,09 |
| 670 000 | New York Life Global Funding | EUR | 0,250 % | 23 janvier 2027 | 594 727,44 | 0,08 |
| 845 000 | New York Life Global Funding | EUR | 0,250 % | 4 octobre 2028 | 705 943,57 | 0,10 |
| 200 000 | PepsiCo, Inc. | EUR | 0,400 % | 9 octobre 2032 | 149 050,91 | 0,02 |
| 200 000 | PepsiCo, Inc. | EUR | 0,875 % | 16 octobre 2039 | 126 197,31 | 0,02 |
| 100 000 | Thermo Fisher Scientific, Inc. | EUR | 1,950 % | 24 juillet 2029 | 89 927,11 | 0,01 |
| 300 000 | Thermo Fisher Scientific, Inc. | EUR | 0,875 % | 1 octobre 2031 | 236 288,77 | 0,03 |
| 613 000 | Verizon Communications, Inc. | EUR | 0,875 % | 8 avril 2027 | 549 915,86 | 0,08 |
| 414 000 | Verizon Communications, Inc. | EUR | 0,375 % | 22 mars 2029 | 337 893,58 | 0,05 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED EUROPE SUSTAINABLE

| Participations | Description du titre | Devise | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur de marché EUR | % de la VNI |
|----------------|----------------------|--------|----------------|-----------------|----------------------|-------------|
|----------------|----------------------|--------|----------------|-----------------|----------------------|-------------|

Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une Bourse de valeurs et/ou négociées sur un autre marché réglementé (suite)

Obligations - 48,19 % (suite)

États-Unis (suite)

| | | | | | | |
|--------------------------|------------------------------|-----|---------|-------------------|-----------------------|--------------|
| 600 000 | Verizon Communications, Inc. | EUR | 1,250 % | 8 avril 2030 | 498 870,39 | 0,07 |
| 478 000 | Verizon Communications, Inc. | EUR | 4,250 % | 31 octobre 2030 | 476 080,10 | 0,07 |
| 1 416 000 | Verizon Communications, Inc. | EUR | 1,125 % | 19 septembre 2035 | 971 969,87 | 0,13 |
| | | | | | 20 448 443,39 | 2,81 |
| TOTAL OBLIGATIONS | | | | | 350 819 172,93 | 48,19 |

| Participations | Description du titre | Devise | Valeur de marché EUR | % de la VNI |
|----------------|----------------------|--------|----------------------|-------------|
|----------------|----------------------|--------|----------------------|-------------|

Actions ordinaires - 49,17 %

Belgique

| | | | | |
|--------|--------------|-----|--------------|------|
| 77 595 | KBC Group NV | EUR | 4 588 968,30 | 0,63 |
| 10 871 | UCB S.A. | EUR | 842 937,34 | 0,12 |
| | | | 5 431 905,64 | 0,75 |

Danemark

| | | | | |
|---------|------------------|-----|---------------|------|
| 23 990 | Coloplast A/S | DKK | 2 405 116,32 | 0,33 |
| 129 196 | Novo Nordisk A/S | DKK | 11 155 885,24 | 1,53 |
| 56 959 | Novozymes A/S | DKK | 2 174 634,97 | 0,30 |
| | | | 15 735 636,53 | 2,16 |

France

| | | | | |
|---------|-------------------------------------|-----|---------------|------|
| 209 146 | AXA S.A. | EUR | 5 893 734,28 | 0,81 |
| 77 507 | BNP Paribas S.A. | EUR | 4 683 748,01 | 0,64 |
| 24 747 | Capgemini SE | EUR | 4 103 052,60 | 0,56 |
| 117 106 | Cie de Saint-Gobain S.A. | EUR | 6 660 989,28 | 0,92 |
| 33 764 | EssilorLuxottica S.A. | EUR | 5 576 462,24 | 0,77 |
| 9 793 | Kering S.A. | EUR | 4 229 596,70 | 0,58 |
| 19 920 | L'Oréal S.A. | EUR | 7 832 544,00 | 1,08 |
| 8 310 | LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton SE | EUR | 5 953 284,00 | 0,82 |
| 13 557 | Pernod Ricard S.A. | EUR | 2 139 972,45 | 0,29 |
| 41 001 | Schneider Electric SE | EUR | 6 436 336,98 | 0,88 |
| 48 016 | Vinci S.A. | EUR | 5 042 640,32 | 0,69 |
| | | | 58 552 360,86 | 8,04 |

Allemagne

| | | | | |
|---------|--------------------------|-----|---------------|------|
| 58 873 | Allianz SE | EUR | 13 287 636,10 | 1,83 |
| 38 000 | BASFSE | EUR | 1 632 100,00 | 0,22 |
| 24 373 | Deutsche Boerse AG | EUR | 3 989 860,10 | 0,55 |
| 89 061 | Deutsche Post AG | EUR | 3 431 965,64 | 0,47 |
| 217 133 | Deutsche Telekom AG | EUR | 4 313 998,44 | 0,59 |
| 525 000 | E.ON SE | EUR | 5 880 000,00 | 0,81 |
| 49 998 | Infineon Technologies AG | EUR | 1 567 687,29 | 0,22 |
| 18 042 | Merck KGaA | EUR | 2 853 342,30 | 0,39 |
| 112 677 | SAP SE | EUR | 13 838 989,14 | 1,90 |
| 62 525 | Scout24 SE | EUR | 4 105 391,50 | 0,56 |
| 58 918 | Siemens Healthineers AG | EUR | 2 828 064,00 | 0,39 |
| | | | 57 729 034,51 | 7,93 |

Irlande

| | | | | |
|---------|-------------------------|-----|---------------|------|
| 14 194 | ICON PLC ADR (d) | USD | 3 301 319,95 | 0,45 |
| 17 413 | Linde PLC | USD | 6 123 948,57 | 0,84 |
| 155 543 | Smurfit Kappa Group PLC | EUR | 4 908 937,08 | 0,68 |
| | | | 14 334 205,60 | 1,97 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED EUROPE SUSTAINABLE

| Participations | Description du titre | Devise | Valeur de marché EUR | % de la VNI |
|---|----------------------------------|--------|-------------------------|----------------|
| Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une Bourse de valeurs et/ou négociées sur un autre marché réglementé (suite) | | | | |
| Actions ordinaires - 49,17 % (suite) | | | | |
| Italie | | | | |
| 4 499 530 | Intesa Sanpaolo SpA | EUR | 10 978 853,20 | 1,51 |
| 25 772 | Prysmian SpA | EUR | 983 201,80 | 0,14 |
| 790 207 | Terna - Rete Elettrica Nazionale | EUR | 5 632 595,50 | 0,77 |
| | | | 17 594 650,50 | 2,42 |
| Luxembourg | | | | |
| 25 998 | APERAM S.A. | EUR | 717 544,80 | 0,10 |
| Pays-Bas | | | | |
| 2 543 | Adyen NV | EUR | 1 794 595,10 | 0,25 |
| 19 000 | Akzo Nobel NV | EUR | 1 301 120,00 | 0,18 |
| 15 409 | ASML Holding NV | EUR | 8 615 171,90 | 1,18 |
| 43 890 | Euronext NV | EUR | 2 896 740,00 | 0,40 |
| 52 189 | Heineken NV | EUR | 4 355 693,94 | 0,60 |
| 190 777 | Koninklijke Ahold Delhaize NV | EUR | 5 440 960,04 | 0,75 |
| 1 250 585 | Koninklijke KPN NV | EUR | 3 900 574,62 | 0,53 |
| 188 371 | Stellantis NV | EUR | 3 430 235,91 | 0,47 |
| 122 202 | Universal Music Group NV | EUR | 3 022 055,46 | 0,41 |
| | | | 34 757 146,97 | 4,77 |
| Espagne | | | | |
| 21 484 | Aena SME S.A. | EUR | 3 063 618,40 | 0,42 |
| 957 862 | CaixaBank S.A. | EUR | 3 626 465,53 | 0,50 |
| 76 466 | Cellnex Telecom S.A. | EUR | 2 521 084,02 | 0,35 |
| | | | 9 211 167,95 | 1,27 |
| Suède | | | | |
| 316 505 | Assa Abloy AB | SEK | 6 554 372,72 | 0,90 |
| 450 087 | Atlas Copco AB | SEK | 5 761 831,78 | 0,79 |
| | | | 12 316 204,50 | 1,69 |
| Suisse | | | | |
| 208 662 | Nestle S.A. | CHF | 22 349 613,48 | 3,07 |
| 35 663 | Novartis AG | CHF | 3 456 408,77 | 0,47 |
| 4 605 | Partners Group Holding AG | CHF | 4 918 589,03 | 0,68 |
| 59 316 | Roche Holding AG | CHF | 15 338 161,27 | 2,11 |
| 4 492 | Schindler Holding AG | CHF | 819 978,41 | 0,11 |
| 30 378 | Straumann Holding AG | CHF | 3 675 929,70 | 0,50 |
| 19 749 | Zurich Insurance Group AG | CHF | 8 566 002,54 | 1,18 |
| | | | 59 124 683,20 | 8,12 |
| Royaume-Uni | | | | |
| 234 667 | 3i Group PLC | GBP | 5 608 070,24 | 0,77 |
| 89 595 | Anglo American PLC | GBP | 2 339 968,24 | 0,32 |
| 57 171 | AstraZeneca PLC | GBP | 7 317 102,40 | 1,00 |
| 1 297 224 | BT GROUP PLC | GBP | 1 745 211,04 | 0,24 |
| 265 518 | Compass Group PLC | GBP | 6 121 897,93 | 0,84 |
| 21 816 | Dechra Pharmaceuticals PLC | GBP | 952 680,37 | 0,13 |
| 789 161 | HSBC Holdings PLC | GBP | 5 867 054,36 | 0,81 |
| 85 794 | Reckitt Benckiser Group PLC | GBP | 5 730 566,13 | 0,79 |
| 345 243 | RELX PLC | EUR | 11 065 038,15 | 1,52 |
| 222 950 | Sage Group PLC/The | GBP | 2 541 943,48 | 0,35 |
| 259 625 | Smith & Nephew PLC | GBP | 3 061 852,49 | 0,42 |
| 267 774 | SSE PLC | GBP | 4 970 000,16 | 0,68 |
| 612 548 | Tesco PLC | GBP | 1 865 671,00 | 0,26 |
| 96 697 | Unilever PLC | GBP | 4 528 089,90 | 0,62 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED EUROPE SUSTAINABLE

| Participations | Description du titre | Devise | Valeur de marché EUR | % de la VNI |
|---|------------------------------|--------|-------------------------|----------------|
| Valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une Bourse de valeurs et/ou négociées sur un autre marché réglementé (suite) | | | | |
| Actions ordinaires - 49,17 % (suite) | | | | |
| Royaume-Uni (suite) | | | | |
| 134 873 | Unilever PLC | EUR | 6 323 520,61 | 0,87 |
| | | | 70 038 666,50 | 9,62 |
| États-Unis | | | | |
| 19 835 | SolarEdge Technologies, Inc. | USD | 2 426 286,52 | 0,33 |
| TOTAL DES ACTIONS ORDINAIRES | | | 357 969 494,08 | 49,17 |
| TOTAL DES VALEURS MOBILIÈRES ADMISES À LA COTE OFFICIELLE D'UNE BOURSE DE VALEURS ET/OU NÉGOCIÉES SUR UN AUTRE MARCHÉ RÉGLEMENTÉ | | | 708 788 667,01 | 97,36 |
| VALEUR DE MARCHÉ DES INVESTISSEMENTS HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS | | | 708 788 667,01 | 97,36 |

Contrats à terme standardisés - (0,09 %)

| Nombre de contrats | Description du titre | Position | Valeur de marché de l'engagement EUR | Moins-value latente EUR | % de la VL |
|--|--------------------------------------|----------|--|-------------------------------|---------------|
| EUR | | | | | |
| 7 | Euro-BTP Futures 07/12/2023 | Long | 768 110,00 | (39 550,00) | 0,00 |
| 16 | Euro-Bund Futures 07/12/2023 | Long | 2 058 240,00 | (57 600,00) | (0,01) |
| 15 | Euro-OAT Futures 07/12/2023 | Long | 1 848 000,00 | (57 151,98) | (0,01) |
| | | | 4 674 350,00 | (154 301,98) | (0,02) |
| GBP | | | | | |
| 518 | UK Long Gilt Bond Futures 27/12/2023 | Long | 56 228 737,25 | (513 568,43) | (0,07) |
| MOINS-VALUE LATENTE SUR CONTRATS À TERME STANDARDISÉS | | | | (667 870,41) | (0,09) |

Contrats de change à terme - 0,08 %

| Devise | Montant acheté | Devise | Montant vendu | Contrepartie | Date d'échéance | Plus-value latente EUR | % de la VL |
|--------|-------------------|--------|------------------|---------------------------------|-----------------|------------------------------|---------------|
| EUR | 31 748 393 | CHF | 30 312 509 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 420 452,02 | 0,06 |
| EUR | 30 901 677 | GBP | 26 523 466 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 341 203,41 | 0,05 |
| EUR | 18 684 231 | CHF | 17 839 199 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 247 440,00 | 0,03 |
| EUR | 17 632 561 | GBP | 15 134 344 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 194 691,37 | 0,03 |
| EUR | 2 233 169 | CHF | 2 132 169 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 29 574,42 | 0,00 |
| EUR | 2 189 335 | GBP | 1 879 146 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 24 173,72 | 0,00 |
| SEK | 4 377 368 | EUR | 367 151 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 13 402,32 | 0,00 |
| EUR | 977 199 | GBP | 841 264 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 7 889,42 | 0,00 |
| SEK | 2 180 642 | EUR | 183 220 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 6 357,30 | 0,00 |
| EUR | 8 015 312 | DKK | 59 724 463 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 4 811,92 | 0,00 |
| EUR | 298 263 | CHF | 284 773 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 3 949,97 | 0,00 |
| EUR | 282 617 | GBP | 242 575 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 3 120,53 | 0,00 |
| EUR | 4 604 960 | DKK | 34 312 920 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 2 764,55 | 0,00 |
| USD | 217 391 | EUR | 204 014 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 1 185,48 | 0,00 |
| EUR | 122 331 | GBP | 105 314 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 987,64 | 0,00 |
| SEK | 307 959 | EUR | 25 830 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 942,89 | 0,00 |
| EUR | 56 809 | CHF | 54 240 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 752,33 | 0,00 |
| EUR | 54 200 | GBP | 46 521 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 598,45 | 0,00 |
| EUR | 93 831 | CZK | 2 274 395 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 564,66 | 0,00 |
| EUR | 572 451 | DKK | 4 265 499 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 343,66 | 0,00 |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED EUROPE SUSTAINABLE

Contrats de change à terme - 0,08 % (suite)

| Devise | Montant acheté | Devise | Montant vendu | Contrepartie | Date d'échéance | Plus-value latente EUR | % de la VL |
|--------|-------------------|--------|------------------|---------------------------------|-----------------|------------------------------|---------------|
| EUR | 584 208 | DKK | 4 354 262 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 195,42 | 0,00 |
| USD | 27 705 | EUR | 26 000 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 151,08 | 0,00 |
| EUR | 15 841 | GBP | 13 637 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 127,89 | 0,00 |
| EUR | 333 391 | DKK | 2 484 854 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 111,52 | 0,00 |
| USD | 325 337 | EUR | 307 013 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 78,83 | 0,00 |
| EUR | 76 817 | DKK | 572 384 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 46,12 | 0,00 |
| EUR | 8 389 | CZK | 203 590 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 40,67 | 0,00 |
| CZK | 79 125 | EUR | 3 218 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 26,93 | 0,00 |
| SEK | 8 121 | EUR | 680 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 25,80 | 0,00 |
| EUR | 3 164 | GBP | 2 724 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 25,55 | 0,00 |
| CZK | 91 466 | EUR | 3 734 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 17,09 | 0,00 |
| USD | 3 142 | EUR | 2 950 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 16,09 | 0,00 |
| EUR | 41 253 | DKK | 307 469 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 13,80 | 0,00 |
| EUR | 14 052 | DKK | 104 705 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 8,43 | 0,00 |
| CZK | 33 846 | EUR | 1 382 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 6,33 | 0,00 |
| CZK | 17 194 | EUR | 699 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 5,73 | 0,00 |
| CZK | 21 596 | EUR | 880 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 5,39 | 0,00 |
| USD | 749 | EUR | 703 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 3,84 | 0,00 |
| CZK | 57 691 | EUR | 2 362 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 3,72 | 0,00 |
| GBP | 15 248 | EUR | 17 566 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 1,93 | 0,00 |
| GBP | 2 998 | EUR | 3 454 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 0,38 | 0,00 |
| CZK | 3 431 | EUR | 140 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 0,36 | 0,00 |
| EUR | 1 041 | DKK | 7 761 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | 0,35 | 0,00 |

PLUS-VALUE LATENTE SUR CONTRATS DE CHANGE À TERME

1 306 119,31

0,17

| Devise | Montant acheté | Devise | Montant vendu | Contrepartie | Date d'échéance | Moins-value latente EUR | % de la VL |
|--------|-------------------|--------|------------------|---------------------------------|-----------------|-------------------------------|---------------|
| EUR | 4 | NOK | 44 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (0,07) | (0,00) |
| DKK | 6 898 | EUR | 925 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (0,15) | (0,00) |
| EUR | 865 | DKK | 6 452 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (0,17) | (0,00) |
| EUR | 21 | NOK | 237 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (0,40) | (0,00) |
| EUR | 272 | CZK | 6 662 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (1,14) | (0,00) |
| CZK | 6 806 | EUR | 281 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (2,28) | (0,00) |
| EUR | 141 | NOK | 1 616 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (2,72) | (0,00) |
| EUR | 2 442 | CZK | 59 622 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (3,09) | (0,00) |
| EUR | 21 259 | CZK | 518 534 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (4,24) | (0,00) |
| DKK | 280 765 | EUR | 37 663 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (6,03) | (0,00) |
| EUR | 35 052 | DKK | 261 388 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (6,90) | (0,00) |
| EUR | 3 256 | CZK | 79 621 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (8,67) | (0,00) |
| DKK | 217 561 | EUR | 29 190 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (9,57) | (0,00) |
| CZK | 39 997 | EUR | 1 650 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (10,31) | (0,00) |
| EUR | 18 868 | CZK | 460 380 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (10,45) | (0,00) |
| USD | 3 244 | EUR | 3 073 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (11,05) | (0,00) |
| EUR | 2 013 | CZK | 49 604 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (20,66) | (0,00) |
| EUR | 1 155 | NOK | 13 272 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (22,37) | (0,00) |
| CHF | 13 916 | EUR | 14 408 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (25,32) | (0,00) |
| EUR | 10 687 | CZK | 261 410 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (32,97) | (0,00) |
| GBP | 2 945 | EUR | 3 426 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (33,06) | (0,00) |
| EUR | 1 969 | NOK | 22 617 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (38,12) | (0,00) |
| CHF | 2 665 | EUR | 2 794 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (39,94) | (0,00) |
| DKK | 2 281 834 | EUR | 306 098 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (49,02) | (0,00) |
| EUR | 9 844 | CZK | 241 395 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (54,48) | (0,00) |

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

GOLDMAN SACHS PATRIMONIAL BALANCED EUROPE SUSTAINABLE

Contrats de change à terme - 0,08 % (suite)

| Devise | Montant acheté | Devise | Montant vendu | Contrepartie | Date d'échéance | Moins-value latente EUR | % de la VL |
|---|-------------------|--------|------------------|---------------------------------|-----------------|-------------------------------|---------------|
| EUR | 281 105 | DKK | 2 096 266 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (55,35) | (0,00) |
| EUR | 28 984 | CZK | 708 525 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (70,29) | (0,00) |
| DKK | 3 962 800 | EUR | 531 593 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (85,14) | (0,00) |
| EUR | 491 641 | DKK | 3 666 282 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (96,80) | (0,00) |
| GBP | 13 167 | EUR | 15 319 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (147,82) | (0,00) |
| DKK | 1 783 116 | EUR | 239 325 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (165,92) | (0,00) |
| DKK | 3 227 622 | EUR | 433 212 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (309,87) | (0,00) |
| EUR | 11 536 | USD | 12 556 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (315,66) | (0,00) |
| EUR | 11 410 | SEK | 135 411 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (362,00) | (0,00) |
| GBP | 95 913 | EUR | 110 990 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (478,03) | (0,00) |
| GBP | 107 410 | EUR | 124 965 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (1 205,87) | (0,00) |
| EUR | 59 832 | USD | 65 122 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (1 637,15) | (0,00) |
| EUR | 57 439 | SEK | 681 664 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (1 822,36) | (0,00) |
| GBP | 775 661 | EUR | 897 587 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (3 865,86) | (0,00) |
| GBP | 886 858 | EUR | 1 031 799 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (9 956,57) | (0,00) |
| EUR | 451 736 | USD | 491 671 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (12 360,55) | (0,00) |
| EUR | 454 547 | SEK | 5 394 374 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (14 421,33) | (0,00) |
| CHF | 884 478 | EUR | 929 468 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (15 361,02) | (0,00) |
| GBP | 1 267 387 | EUR | 1 476 104 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (15 813,80) | (0,00) |
| CZK | 195 790 146 | EUR | 8 082 486 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (53 735,69) | (0,01) |
| EUR | 3 622 476 | USD | 3 942 711 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (99 119,28) | (0,01) |
| EUR | 3 716 487 | SEK | 44 105 709 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (117 912,30) | (0,02) |
| EUR | 6 258 718 | USD | 6 812 001 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (171 252,90) | (0,02) |
| EUR | 6 378 135 | SEK | 75 693 022 | State Street Bank and Trust Co. | 18 octobre 2023 | (202 357,89) | (0,03) |
| MOINS-VALUE LATENTE SUR CONTRATS DE CHANGE À TERME | | | | | | (723 302,63) | (0,09) |

| | Valeur de marché EUR | % de la VL |
|---------------------------------|-------------------------|---------------|
| INVESTISSEMENTS | 708 703 613,28 | 97,35 |
| AUTRES ACTIFS ET PASSIFS | 19 312 171,38 | 2,65 |
| TOTAL ACTIF NET | 728 015 784,66 | 100,00 |

| Allocation du Portefeuille au 30 septembre 2023 | % de la VNI |
|--|----------------|
| Actions ordinaires | |
| Biens de consommation non cyclique | 18,71 |
| Finance | 10,31 |
| Industrie | 5,67 |
| Technologie | 4,21 |
| Biens de consommation cyclique | 3,12 |
| Matériaux de base | 2,64 |
| Services publics | 2,26 |
| Communications | 1,92 |
| Énergie | 0,33 |
| TOTAL DES ACTIONS ORDINAIRES | 49,17 |

(a) Les taux des coupons variables et flottants sont ceux cotés au 30 septembre 2023.

(b) Titre à coupon zéro.

(c) Titre perpétuel.

(d) Titre négocié/détenu en USD. (ADR : certificats américains d'actions étrangères/GDR : certificats internationaux d'actions étrangères).

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers.

AUTRES INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES (non auditées)

Classification du règlement sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (Règlement SFDR)

Taxinomie de l'UE

Les investissements sous-jacents aux compartiments ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Compartiments relevant de l'article 8

En vertu du règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (le « Règlement SFDR »), les compartiments suivants sont classés en vertu de l'article 8 du Règlement SFDR au 30 septembre 2023 :

Goldman Sachs Patrimonial Aggressive
Goldman Sachs Patrimonial Balanced
Goldman Sachs Patrimonial Defensive
Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable

Les informations périodiques requises ont été intégrées à la Note relative au Règlement SFDR dans la section « Autres informations aux actionnaires » du rapport annuel pour tous les Fonds classés en vertu de l'article 8 du Règlement SFDR. Veuillez noter que ces informations périodiques proviennent principalement des systèmes de front office du gestionnaire de fonds (registre des investissements) et peuvent donc s'écarter légèrement des informations contenues dans la section auditée, lesquelles se fondent sur l'administration de l'agent administratif du fonds, Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. (Registre comptable).

Informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2a, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852

Par **investissement durable** on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le Règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.



Les **indicateurs de durabilité** évaluent la mesure dans laquelle les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

Dénomination du produit : Goldman Sachs Patrimonial Aggressive

Entité juridique

juridique : 549300JGZFTRRZ578258

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable ?

Oui

X Non

Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif environnemental** : __ %

dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif social** : __ %

X Il promouvait des caractéristiques environnementales et sociales (E/S) et, bien qu'il n'ait pas eu pour objectif l'investissement durable, il contenait une proportion de 42,36 % d'investissements durables

ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

X ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

X ayant un objectif social

Il promouvait des caractéristiques E/S, mais **n'a pas réalisé d'investissements durables**

Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

Le Compartiment a promu des caractéristiques environnementales et sociales au cours de la période considérée. Le Compartiment a satisfait les caractéristiques au cours de la période considérée en investissant dans des fonds d'investissement gérés par une partie affiliée à la Société de gestion qui appliquait ces critères et en investissant directement dans des titres sous-jacents. Les caractéristiques qui ont été promues au cours de la période considérée sont les suivantes :

1. Investissements limités dans des sociétés impliquées dans des activités controversées. Au cours de la période considérée, le Compartiment n'a pas investi dans des émetteurs réalisant un certain pourcentage de leur revenu sur des activités en lien avec :

- le développement, la production, l'entretien ou le commerce d'armes controversées (0 %) ;
- la fourniture d'armes controversées (0 %) ;
- la production de tabac (≥ 50 %) ;
- la production de sables bitumineux et de pipelines controversés (> 20 %) ;
- l'extraction de charbon thermique (> 20 %).

Le respect de ces exclusions faisait l'objet d'une vérification quotidienne dans le système de gestion de portefeuille Aladdin. Au sein de la Société de gestion, le service de gestion des risques est responsable de ces contrôles quotidiens sur les restrictions d'investissement. Nous nous appuyons sur des informations externes provenant de fournisseurs de données ESG pour évaluer si les sociétés exercent ou non les activités susmentionnées.

La satisfaction de cette caractéristique a été mesurée à l'aide de l'indicateur « Exclusion des investissements dans des émetteurs impliqués dans des activités controversées ».

2. Pays exclus.

Au cours de la période considérée, aucun investissement n'a été réalisé dans les pays auxquels le Conseil de sécurité des Nations unies impose un embargo sur les armes. De même, nous n'investissons pas dans des pays figurant dans la liste du Groupe d'Action Financière, qui font l'objet d'un « Appel à l'action ».

La satisfaction de cette caractéristique a été mesurée à l'aide de l'indicateur « Exclusion des investissements dans les pays soumis à un embargo sur les armes imposé par le Conseil de sécurité des Nations unies et dans les pays figurant sur la liste du Groupe d'Action Financière qui font l'objet d'un "Appel à l'action" ».

3. Application des principes de bonne gouvernance d'entreprise, respect des droits de l'homme et du droit du travail, protection de l'environnement et prévention de la corruption et des actes de corruption.

Le Compartiment a satisfait à cette caractéristique en évaluant la mesure dans laquelle les sociétés bénéficiaires des investissements respectaient la législation applicable et les normes reconnues à l'échelle internationale : les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et le Pacte mondial des Nations unies.

Ce résultat a été obtenu grâce à une approche propriétaire qui visait à identifier, examiner, évaluer et surveiller les sociétés signalées par des fournisseurs de données externes comme étant en violation des normes internationales précitées, ou comme n'étant pas alignées sur ces normes, ainsi que les sociétés dont les notes en matière de controverses étaient élevées (notamment sur des controverses importantes en matière de gouvernance ou des controverses graves en matière de droit du travail et de conformité fiscale).

Après examen de ces données externes, les sociétés dont la Société de gestion estimait qu'elles avaient commis une violation grave et continue et/ou qu'elles ne respectaient pas les pratiques de bonne gouvernance, avec des mesures correctives insuffisantes, ont été exclues du Compartiment.

La satisfaction de cette caractéristique a été mesurée à l'aide de l'indicateur « Limitation des investissements dans des sociétés en violation majeure de normes reconnues à l'échelle internationale, par exemple : les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et le Pacte mondial des Nations unies ».

4. Filtrage en fonction de l'intensité de carbone

Le Compartiment a appliqué un filtrage en fonction de l'intensité de carbone des sociétés bénéficiaires des investissements. Conformément à l'ambition du Compartiment, l'intensité de carbone du Compartiment était meilleure que l'intensité en carbone de l'Indice de référence.

La performance de cette caractéristique a été mesurée à l'aide de l'indicateur suivant : « Note moyenne pondérée de l'intensité de carbone - ISS, Scope 1 + 2 + 3 ».

5. Allocation partielle aux investissements durables

Le Compartiment a investi partiellement dans des sociétés ou des projets qui contribuaient à un objectif environnemental ou social, sur la base de la contribution du produit ou de la contribution opérationnelle.

La réalisation de cette caractéristique a été mesurée à l'aide de l'indicateur « Pourcentage d'investissements durables ».

● **Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité ?**

| Indicateur | Portefeuille | Indice de référence |
|--|--|----------------------------|
| Note moyenne pondérée de l'intensité de carbone par rapport à l'univers d'investissement - ISS niveau 1 + 2 + 3 | 313,58 | 749,04 |
| Nombre d'émetteurs contre lesquels des embargos sur les armes ont été décrétés par le Conseil de sécurité des Nations unies et qui font l'objet d'un Appel à l'action du Groupe d'Action Financière | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs exclus de l'univers de l'investissement selon la liste d'exclusion | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs impliqués dans des violations majeures de normes reconnues à l'échelle internationale, par exemple : les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et le Pacte mondial des Nations unies | Ces investissements ont été évités conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Pourcentage d'investissements durables | 42,36 % | Non applicable |

● ... et par rapport aux périodes précédentes ?

| Indicateur | Période de référence | | Période de référence précédente | |
|--|--|---------------------|---|---------------------|
| | Portefeuille | Indice de référence | Portefeuille | Indice de référence |
| Note moyenne pondérée de l'intensité de carbone - ISS niveau 1 + 2 | Non applicable | Non applicable | 100,42 | 205,07 |
| Note moyenne pondérée de l'intensité de carbone par rapport à l'univers d'investissement - ISS niveau 1 + 2 + 3 | 313,58 | 749,04 | Non applicable | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs contre lesquels des embargos sur les armes ont été décrétés par le Conseil de sécurité des Nations unies et qui font l'objet d'un Appel à l'action du Groupe d'Action Financière | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs exclus de l'univers de l'investissement selon la liste d'exclusion | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs impliqués dans des violations majeures de normes reconnues à l'échelle internationale, par exemple : les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et le Pacte mondial des Nations unies | Ces investissements ont été évités conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable | Ces investissements ont été évités conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Pourcentage d'investissements durables | 42,36 % | Non applicable | Non applicable | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs avec lesquels des activités d'engagements ont eu lieu en conséquence de l'engagement concernant les controverses | Non applicable | Non applicable | En raison de la structure du Fonds, il n'a pas été possible de présenter un rapport sur cet indicateur. | Non applicable |

- **Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué ?**

Les investissements sont définis comme des investissements durables sur la base du cadre d'investissement durable des sociétés de gestion. Dans ce cadre, un investissement peut contribuer à un objectif environnemental ou social par le biais de la contribution d'un produit ou d'une contribution opérationnelle.

Pour la contribution d'un produit, nous avons examiné :

- la part du revenu d'une société qui se concentre sur une catégorie d'impact environnemental et/ou social durable ;
- l'alignement des produits d'une société avec un objectif de développement durable (ODD) environnemental et/ou sociétal ;
- la meilleure note d'une société par rapport aux thèmes des opportunités environnementales et/ou sociales définis par un fournisseur de données tiers.

Une contribution opérationnelle est abordée selon le thème, en examinant la promotion de la transition climatique (environnement) au sein du cadre opérationnel d'une société, la croissance inclusive au sein du cadre opérationnel d'une société, l'alignement opérationnel avec un ODD environnemental ou social et l'application d'une note environnementale et sociale propre, qui soit la meilleure de sa catégorie.

- **Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a notamment réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?**

Les investissements qui ont contribué à un objectif environnemental ou social conformément au cadre d'investissement durable des sociétés de gestion devaient également répondre au critère consistant à « ne pas causer de préjudice important » du cadre d'investissement durable de la société de gestion. Les investissements ne remplissant pas ce critère n'ont pas été considérés comme des investissements durables. Ce critère portait sur deux aspects. Tout d'abord, chacun des indicateurs des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité avait son propre seuil quantitatif ou qualitatif. Le seuil était différent selon l'indicateur des principales incidences négatives examiné. En outre, toutes les sociétés impliquées dans des controverses très graves ont été considérées comme causant un préjudice important et, par conséquent, exclues des investissements considérés comme des investissements durables.

Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?

Comme indiqué ci-dessus, les indicateurs des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ont également été évalués dans le cadre de l'évaluation du critère consistant à « ne pas causer de préjudice important ». Il s'agit d'indicateurs qui figurent dans le tableau 1 de l'annexe I des Normes techniques de réglementation du Règlement SFDR, telles qu'appliquées selon le cas pendant la période de référence. Ce sont les indicateurs des principales incidences négatives (PIN). Pour chaque indicateur (il y en a 14 pour les entreprises), un seuil a été fixé afin de déterminer si d'autres objectifs de durabilité étaient gravement compromis. Ces seuils sont définis sur une base relative ou absolue, en fonction de l'indicateur. Lorsqu'aucune donnée n'était disponible pour un indicateur en particulier, une mesure de remplacement appropriée a été déterminée. Si aucune donnée (représentative) n'est disponible sur l'indicateur ou sur la mesure de remplacement, l'investissement n'est généralement pas considéré comme un investissement durable.

Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ? Description détaillée :

Oui. Le Compartiment s'est appuyé sur une approche propriétaire pour identifier et évaluer les contrevenants aux normes mondiales et les emprunteurs/émetteurs susceptibles d'avoir de mauvaises pratiques de gouvernance, en particulier en ce qui concerne les structures de

Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme, à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

gestion saines, les relations avec les employés, la rémunération du personnel et la conformité fiscale. Cette approche propriétaire cherchait à identifier, examiner, évaluer et surveiller les sociétés signalées par des fournisseurs de données externes comme étant en violation des principes du Pacte mondial des Nations unies (PMNU), des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ou comme n'étant pas alignées sur ces principes, ainsi que les sociétés dont les notes en matière de controverses étaient élevées (notamment sur des controverses importantes en matière de gouvernance ou des controverses graves en matière de droit du travail et de conformité fiscale). Après examen de ces données externes, les sociétés dont la Société de gestion estimait qu'elles avaient commis une violation grave et continue et/ou qu'elles ne respectaient pas les pratiques de bonne gouvernance, avec des mesures correctives insuffisantes, ont été exclues des investissements considérés comme des investissements durables.

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE et s'accompagne de critères propres à l'UE.

Ce principe s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tout autre investissement durable ne doit pas non plus causer de préjudice important aux objectifs environnementaux ou sociaux.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

Au cours de la période considérée, des éléments relatifs aux principales incidences négatives (PIN) ont été pris en compte dans le cadre du processus d'investissement du Compartiment. Cela s'est fait principalement via les critères de restrictions et la gérance.

Au cours de ce processus, les indicateurs des PIN suivants ont été pris en compte :

- Principale incidence négative 3 : intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements (via la construction de portefeuilles) ;
- Principale incidence négative 4 : exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles (via les critères de restriction, l'engagement et l'exercice du droit de vote) ;
- Principale incidence négative 7 : activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité (via l'engagement) ;
- Principale incidence négative 10 : violations des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (via les critères de restriction, l'exercice du droit de vote et l'engagement) ;
- Principale incidence négative 11 : absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (via l'engagement) ;

- Principale incidence négative 13 : mixité au sein des organes de gouvernance (via l'exercice du droit de vote et l'engagement) ;

- Principale incidence négative 14 : exposition aux armes controversées (via les critères de restriction)

- Principale incidence négative 16 : pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (via les critères de restriction).



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier ?

| Investissements les plus importants | Secteur | % d'actifs | Pays |
|-------------------------------------|---------|------------|------------|
| GS Nrth Amer EnhIn SusEQ-Z Cap EUR | Autres | 19,87 | Pays-Bas |
| BERESFORD NTH AMERI SUS EQ-Z | Autres | 19,68 | Irlande |
| GS Global Sust EQ-I Cap EUR | Autres | 12,24 | Pays-Bas |
| GS EM Enh In Sus EQ-Z Cap EUR | Autres | 8,15 | Pays-Bas |
| GS Euro Cred-I Cap EUR | Autres | 6,88 | Pays-Bas |
| GS EnhIn Sus Pacific EQ Fund NL-Z | Autres | 5,29 | Pays-Bas |
| GS GREEN BOND SHORT DURATION I CAP | Autres | 5,09 | Pays-Bas |
| GS Euro Long Dur Bnd-I Cap EUR | Autres | 3,74 | Pays-Bas |
| GS Gbl EnhIn Sus EQ-I Cap USD | Autres | 3,15 | Luxembourg |
| GS Europ EnhIn SusEQ-I Cap EUR | Autres | 3,01 | Pays-Bas |
| GS Europe SusEQ-Z Cap EUR | Autres | 2,39 | Pays-Bas |
| GS Euro Bond-I Cap EUR | Autres | 1,73 | Pays-Bas |
| GS EURO SUST CREDIT I CAP | Autres | 1,7 | Pays-Bas |
| GS Europe Equity-I Cap EUR | Autres | 1,65 | Pays-Bas |
| GS Sov Green Bond-I Cap EUR | Autres | 1,29 | Luxembourg |

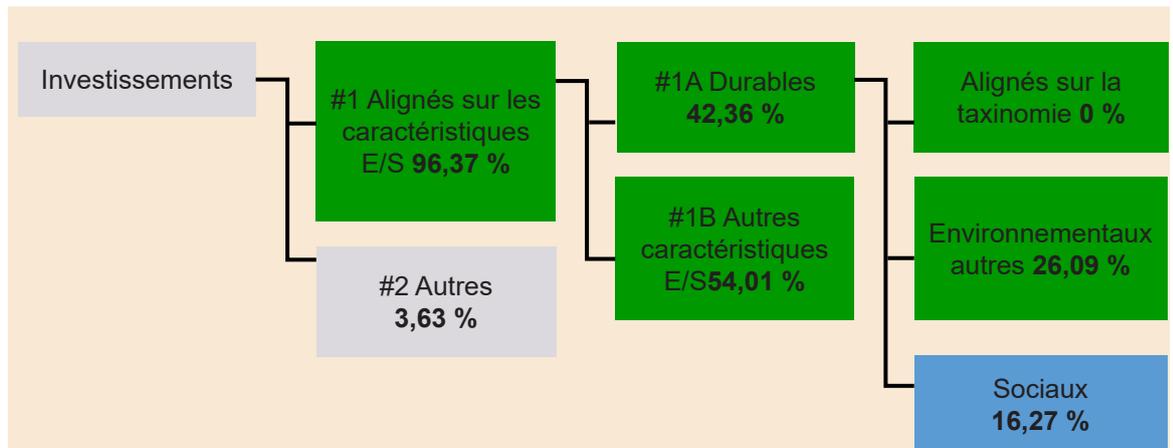
La liste comprend les investissements constituant la **majeure partie des investissements** du produit financier au cours de la période de référence, à savoir : 30/09/2023



Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité ?

- **Quelle était l'allocation des actifs ?**

L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.



La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** comprend :

- La sous-catégorie **#1A Durables** couvrant les investissements durables sur le plan environnemental et social.
- La sous-catégorie **#1B Autres caractéristiques E/S** couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

- **Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?**

| Secteur | % d'actifs |
|--|-------------------|
| ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET ASSURANTIELLES - activités de services financiers, à l'exception des assurances et du financement des retraites | 14,06 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques | 11,78 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - activités de publication | 6,83 |
| ADMINISTRATION PUBLIQUE ET DÉFENSE ; SÉCURITÉ SOCIALE OBLIGATOIRE - administration de l'État, politique économique et sociale | 6,02 |
| COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL ; RÉPARATION DE VÉHICULES MOTORISÉS ET DE MOTOS - commerce de détail, à l'exception des véhicules motorisés et des motos | 5,01 |
| ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET ASSURANTIELLES - assurance, réassurance et financement des retraites, à l'exception de la sécurité sociale obligatoire | 4,64 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits pharmaceutiques de base et de préparations pharmaceutiques | 4,31 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - activités des services d'information | 3,78 |
| Autres | 3,77 |
| ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET ASSURANTIELLES - activités auxiliaires des activités de services financiers et activités d'assurance | 3,75 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de substances et produits chimiques | 3,25 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de machines et d'équipements n.c.a. | 2,9 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - programmation informatique, conseil et activités connexes | 2,31 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - production de boissons | 2,25 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - Télécommunications | 2,13 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de véhicules motorisés, de remorques et de semi-remorques | 2,05 |
| FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET DE CLIMATISATION - production, transmission et distribution d'électricité | 2 |

| | |
|--|------|
| COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL ; RÉPARATION DE VÉHICULES MOTORISÉS ET DE MOTOS - commerce de gros, à l'exception des véhicules motorisés et des motos | 1,54 |
| ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES - location et exploitation de biens immobiliers propres ou loués | 1,39 |
| HÉBERGEMENT ET SERVICES DE RESTAURATION - activités de services liés aux aliments et aux boissons | 1,22 |
| ACTIVITÉS MINIÈRES ET EXTRACTIVES - activités de service d'assistance des sociétés minières | 1,17 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits alimentaires | 1,01 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - autres productions | 0,94 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication d'équipements électriques | 0,85 |
| TRANSPORT ET STOCKAGE - activités d'entrepôt et d'assistance aux transports | 0,78 |
| TRANSPORT ET STOCKAGE - transport terrestre et transport par pipelines | 0,7 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de coke et de produits pétroliers raffinés | 0,68 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - recherche et développement scientifiques | 0,65 |
| ACTIVITÉS D'ORGANISATIONS ET D'ORGANISMES EXTRATERRITORIAUX - | 0,63 |
| CONSTRUCTION - construction de bâtiments | 0,52 |
| ACTIVITÉS MINIÈRES ET EXTRACTIVES - exploitation minière de minerais métalliques | 0,48 |
| SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE - activités liées à la santé humaine | 0,43 |
| CONSTRUCTION - génie civil | 0,42 |
| APPROVISIONNEMENT EN EAU ; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION - collecte des eaux, traitement et approvisionnement | 0,41 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de métaux de base | 0,36 |
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - activités de location et de leasing | 0,32 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - programmation et diffusion | 0,31 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de cuir et de produits connexes | 0,27 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication des articles d'habillement | 0,27 |

| | |
|--|------|
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - agences de voyage, tour-opérateurs et autres services de réservation et activités connexes | 0,26 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - activités juridiques et comptables | 0,25 |
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - activités liées à l'emploi | 0,24 |
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - activités de sécurité et d'enquêtes | 0,22 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de papier et de produits en papier | 0,2 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication d'autres équipements de transport | 0,2 |
| APPROVISIONNEMENT EN EAU ; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION - collecte des eaux, activités de traitement et élimination des déchets ; récupération des matériaux | 0,16 |
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - activités administratives de bureau, soutien administratif et autres activités de soutien commercial | 0,16 |
| COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL ; RÉPARATION DE VÉHICULES MOTORISÉS ET DE MOTOS - commerce de gros et de détail, et réparation de véhicules motorisés et de motos | 0,15 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - publicité et études de marché | 0,15 |
| AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE - pêche et aquaculture | 0,14 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de bois et de produits en bois et en liège, à l'exception des meubles | 0,14 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - activités d'architecture et d'ingénierie ; tests et analyses techniques | 0,12 |
| FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET DE CLIMATISATION - fabricant de gaz ; distribution de carburants gazeux via les principaux | 0,12 |
| ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES - autres | 0,11 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - production de films, de vidéos et d'émissions de télévision, enregistrements sonores et | 0,1 |
| ACTIVITÉS MINIÈRES ET EXTRACTIVES - extraction de pétrole brut et de gaz naturel | 0,1 |

| | |
|--|------|
| TRANSPORT ET STOCKAGE - activités postales et de livraison par coursier | 0,09 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication d'autres produits minéraux non métalliques | 0,09 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits en caoutchouc et en plastique | 0,09 |
| TRANSPORT ET STOCKAGE - transport maritime et fluvial | 0,08 |
| AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICE - autres activités de service à la personne | 0,08 |
| CONSTRUCTION - activités de construction spécialisées | 0,08 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - activités de sièges sociaux ; activités de conseil en gestion | 0,07 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits métalliques manufacturés, à l'exception des machines et des équipements | 0,06 |
| ARTS, DIVERTISSEMENTS ET LOISIRS - activités sportives et récréatives | 0,05 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - activités vétérinaires | 0,05 |
| ACTIVITÉS MINIÈRES ET EXTRACTIVES - autres activités minières et extractives | 0,04 |
| TRANSPORT ET STOCKAGE - transport aérien | 0,04 |
| HÉBERGEMENT ET SERVICES DE RESTAURATION - hébergement | 0,03 |
| ENSEIGNEMENT - autres | 0,03 |
| APPROVISIONNEMENT EN EAU ; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION - assainissement | 0,03 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - impression et reproduction de supports enregistrés | 0,02 |
| ÉDUCATION - activités de soutien scolaire | 0,02 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - autres activités professionnelles, scientifiques et techniques | 0,01 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits du tabac | 0,01 |
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager | 0,01 |
| AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE - production végétale et animale, chasse et services annexes | 0,01 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de textiles | 0 |
| ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES - achat et vente de biens immobiliers | 0 |

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage :

- du **chiffre d'affaires** reflétant la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements ;
- des **dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi, pour une transition vers une économie verte par exemple ;
- des **dépenses d'exploitation** (OpEx) reflétant les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.

Pour être conformes à la taxinomie de l'UE, les critères applicables au **gaz fossile** comprennent des limitations des émissions et le passage à l'électricité d'origine renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici à la fin de 2035. En ce qui concerne l'**énergie nucléaire**, les critères comprennent des règles complètes en matière de sûreté nucléaire et de gestion des déchets.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE ?

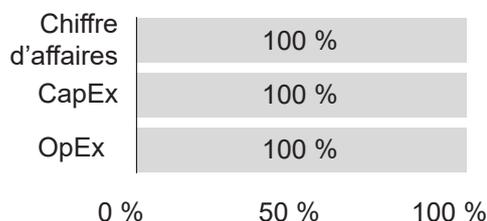
Au cours de la période considérée, les données déclarées relatives à l'alignement sur la taxinomie n'étaient pas disponibles pour la Société de gestion. Nous continuons d'évaluer de manière continue les fournisseurs de données tiers et les solutions internes pour relever les défis liés aux données.

● Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxinomie de l'UE⁽¹⁾ ?

- Oui
- Dans le gaz fossile Dans l'énergie nucléaire
- Non

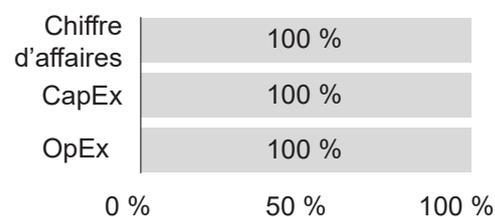
Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements qui étaient alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.*

1. Alignement des investissements sur la taxinomie, dont obligations souveraines*



- Alignés sur la taxinomie : gaz fossile
- Alignés sur la taxinomie : nucléaire
- Alignés sur la taxinomie (hors gaz et nucléaire)
- Non alignés sur la taxinomie

2. Alignement des investissements sur la taxinomie, hors obligations souveraines*



- Alignés sur la taxinomie : gaz fossile
- Alignés sur la taxinomie : nucléaire
- Alignés sur la taxinomie (hors gaz et nucléaire)
- Non alignés sur la taxinomie

Ce graphique représente 92,22 % des investissements totaux.

* Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines

1 Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxinomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxinomie de l'UE – voir la note explicative dans la marge de gauche. L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

- **Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes ?**

0 %

- **Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes ?**

Non applicable.



- **Quelle était la proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxinomie de l'UE ?**

26,09 %



- **Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social ?**

16,27 %



- **Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie « #2 Autres », quelle était leur finalité et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquaient-elles à eux ?**

Les investissements figurant dans la catégorie « Autres » étaient de la trésorerie utilisée à des fins de liquidité, des produits dérivés utilisés à des fins de gestion efficace du portefeuille ou à des fins d'investissement, ainsi que des investissements dans des OPCVM et des OPC nécessaires pour atteindre l'objectif d'investissement du Compartiment et qui ne suivaient pas les caractéristiques du Compartiment. Ces investissements n'étaient soumis à aucune garantie environnementale ou sociale minimale.



Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui **ne tiennent pas compte des critères** en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au titre du règlement (UE) 2020/852.



- **Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?**

Le Compartiment a promu des caractéristiques environnementales et sociales au cours de la période considérée à l'aide des mesures suivantes :

1. Investissements limités dans des émetteurs impliqués dans des activités controversées ;
2. Pays exclus ;
3. Prise en compte des facteurs ESG de chaque émetteur dans le processus de prise de décision d'investissement. Il s'agissait d'un processus documenté, mais aucun résultat contraignant n'était prévu ;
4. Application des principes de bonne gouvernance, respect des droits de l'homme et du droit du travail, protection de l'environnement et prévention de la corruption et des actes de corruption ;
5. Filtrage en fonction de l'intensité de carbone ;
6. Allocation d'une partie de ses investissements à des investissements durables ;
7. Priorité donnée à l'inclusion sur l'exclusion à travers l'engagement.

Le Compartiment a satisfait les caractéristiques au cours de la période considérée en investissant dans des fonds d'investissement gérés par une partie affiliée à la Société de gestion qui appliquait ces critères et en investissant directement dans des titres sous-jacents.



- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?**

Non applicable. Ce Compartiment était géré activement et n'avait donc pas d'indice spécifique désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier était aligné avec les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promouvait.

Les indices de référence sont des indices permettant de mesurer si les produits financiers atteignent les caractéristiques environnementales ou sociales qu'ils promeuvent.

● ***En quoi l'indice de référence diffère-t-il d'un indice de marché large ?***

Non applicable. Ce Compartiment était géré activement et n'avait donc pas d'indice spécifique désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier était aligné avec les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promouvait.

● ***Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues ?***

Non applicable. Ce Compartiment était géré activement et n'avait donc pas d'indice spécifique désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier était aligné avec les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promouvait.

● ***Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?***

Non applicable. Ce Compartiment était géré activement et n'avait donc pas d'indice spécifique désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier était aligné avec les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promouvait.

● ***Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large ?***

Non applicable. Ce Compartiment était géré activement et n'avait donc pas d'indice spécifique désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier était aligné avec les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promouvait.

Clause de non-responsabilité

La responsabilité de Goldman Sachs Asset Management B.V., Goldman Sachs Asset Management Holdings B.V. ou toute autre société au sein de The Goldman Sachs Group Inc. ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou incohérentes avec les parties pertinentes du prospectus du fonds ou avec le contrat de gestion d'investissement du mandat. Ce document est exact au 30/09/2023.

- le développement, la production, l'entretien ou le commerce d'armes controversées (0 %) ;
- la fourniture d'armes controversées (0 %) ;
- la production de tabac (≥ 50 %) ;
- la production de sables bitumineux et de pipelines controversés (> 20 %) ;
- l'extraction de charbon thermique (> 20 %).

Le respect de ces exclusions faisait l'objet d'une vérification quotidienne dans le système de gestion de portefeuille Aladdin. Au sein de la Société de gestion, le service de gestion des risques est responsable de ces contrôles quotidiens sur les restrictions d'investissement. Nous nous appuyons sur des informations externes provenant de fournisseurs de données ESG pour évaluer si les sociétés exercent ou non les activités susmentionnées.

La satisfaction de cette caractéristique a été mesurée à l'aide de l'indicateur « Exclusion des investissements dans des émetteurs impliqués dans des activités controversées ».

2. Pays exclus.

Au cours de la période considérée, aucun investissement n'a été réalisé dans les pays auxquels le Conseil de sécurité des Nations unies impose un embargo sur les armes. De même, nous n'investissons pas dans des pays figurant dans la liste du Groupe d'Action Financière, qui font l'objet d'un « Appel à l'action ».

La satisfaction de cette caractéristique a été mesurée à l'aide de l'indicateur « Exclusion des investissements dans les pays soumis à un embargo sur les armes imposé par le Conseil de sécurité des Nations unies et dans les pays figurant sur la liste du Groupe d'Action Financière qui font l'objet d'un "Appel à l'action" ».

3. Application des principes de bonne gouvernance d'entreprise, respect des droits de l'homme et du droit du travail, protection de l'environnement et prévention de la corruption et des actes de corruption.

Le Compartiment a satisfait à cette caractéristique en évaluant la mesure dans laquelle les sociétés bénéficiaires des investissements respectaient la législation applicable et les normes reconnues à l'échelle internationale : les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et le Pacte mondial des Nations unies.

Ce résultat a été obtenu grâce à une approche propriétaire qui visait à identifier, examiner, évaluer et surveiller les sociétés signalées par des fournisseurs de données externes comme étant en violation des normes internationales précitées, ou comme n'étant pas alignées sur ces normes, ainsi que les sociétés dont les notes en matière de controverses étaient élevées (notamment sur des controverses importantes en matière de gouvernance ou des controverses graves en matière de droit du travail et de conformité fiscale).

Après examen de ces données externes, les sociétés dont la Société de gestion estimait qu'elles avaient commis une violation grave et continue et/ou qu'elles ne respectaient pas les pratiques de bonne gouvernance, avec des mesures correctives insuffisantes, ont été exclues du Compartiment.

La satisfaction de cette caractéristique a été mesurée à l'aide de l'indicateur « Limitation des investissements dans des sociétés en violation majeure de normes reconnues à l'échelle internationale, par exemple : les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et le Pacte mondial des Nations unies ».

4. Filtrage en fonction de l'intensité de carbone

Le Compartiment a appliqué un filtrage en fonction de l'intensité de carbone des sociétés bénéficiaires des investissements. Conformément à l'ambition du Compartiment, l'intensité de carbone du Compartiment était meilleure que l'intensité en carbone de l'Indice de référence.

La performance de cette caractéristique a été mesurée à l'aide de l'indicateur suivant : « Note moyenne pondérée de l'intensité de carbone - ISS, Scope 1 + 2 + 3 ».

5. Allocation partielle aux investissements durables

Le Compartiment a investi partiellement dans des sociétés ou des projets qui contribuaient à un objectif environnemental ou social, sur la base de la contribution du produit ou de la contribution opérationnelle.

La réalisation de cette caractéristique a été mesurée à l'aide de l'indicateur « Pourcentage d'investissements durables ».

● **Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité ?**

| Indicateur | Portefeuille | Indice de référence |
|--|--|----------------------------|
| Note moyenne pondérée de l'intensité de carbone par rapport à l'univers d'investissement - ISS niveau 1 + 2 + 3 | 383,04 | 695,21 |
| Nombre d'émetteurs contre lesquels des embargos sur les armes ont été décrétés par le Conseil de sécurité des Nations unies et qui font l'objet d'un Appel à l'action du Groupe d'Action Financière | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs exclus de l'univers de l'investissement selon la liste d'exclusion | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs impliqués dans des violations majeures de normes reconnues à l'échelle internationale, par exemple : les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et le Pacte mondial des Nations unies | Ces investissements ont été évités conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Pourcentage d'investissements durables | 39,85 % | Non applicable |

● ... et par rapport aux périodes précédentes ?

| Indicateur | Période de référence | | Période de référence précédente | |
|--|--|---------------------|---|---------------------|
| | Portefeuille | Indice de référence | Portefeuille | Indice de référence |
| Note moyenne pondérée de l'intensité de carbone par rapport à l'univers d'investissement - ISS niveau 1 + 2 + 3 | 383,04 | 695,21 | Non applicable | Non applicable |
| Note moyenne pondérée de l'intensité de carbone - ISS niveau 1 + 2 | Non applicable | Non applicable | 117,1 | 192,68 |
| Nombre d'émetteurs contre lesquels des embargos sur les armes ont été décrétés par le Conseil de sécurité des Nations unies et qui font l'objet d'un Appel à l'action du Groupe d'Action Financière | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs exclus de l'univers de l'investissement selon la liste d'exclusion | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs impliqués dans des violations majeures de normes reconnues à l'échelle internationale, par exemple : les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et le Pacte mondial des Nations unies | Ces investissements ont été évités conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable | Ces investissements ont été évités conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Pourcentage d'investissements durables | 39,85 % | Non applicable | Non applicable | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs avec lesquels des activités d'engagements ont eu lieu en conséquence de l'engagement concernant les controverses | Non applicable | Non applicable | En raison de la structure du Fonds, il n'a pas été possible de présenter un rapport sur cet indicateur. | Non applicable |

- **Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué ?**

Les investissements sont définis comme des investissements durables sur la base du cadre d'investissement durable des sociétés de gestion. Dans ce cadre, un investissement peut contribuer à un objectif environnemental ou social par le biais de la contribution d'un produit ou d'une contribution opérationnelle.

Pour la contribution d'un produit, nous avons examiné :

- la part du revenu d'une société qui se concentre sur une catégorie d'impact environnemental et/ou social durable ;
- l'alignement des produits d'une société avec un objectif de développement durable (ODD) environnemental et/ou sociétal ;
- la meilleure note d'une société par rapport aux thèmes des opportunités environnementales et/ou sociales définis par un fournisseur de données tiers.

Une contribution opérationnelle est abordée selon le thème, en examinant la promotion de la transition climatique (environnement) au sein du cadre opérationnel d'une société, la croissance inclusive au sein du cadre opérationnel d'une société, l'alignement opérationnel avec un ODD environnemental ou social et l'application d'une note environnementale et sociale propre, qui soit la meilleure de sa catégorie.

- **Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a notamment réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?**

Les investissements qui ont contribué à un objectif environnemental ou social conformément au cadre d'investissement durable des sociétés de gestion devaient également répondre au critère consistant à « ne pas causer de préjudice important » du cadre d'investissement durable de la société de gestion. Les investissements ne remplissant pas ce critère n'ont pas été considérés comme des investissements durables. Ce critère portait sur deux aspects. Tout d'abord, chacun des indicateurs des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité avait son propre seuil quantitatif ou qualitatif. Le seuil était différent selon l'indicateur des principales incidences négatives examiné. En outre, toutes les sociétés impliquées dans des controverses très graves ont été considérées comme causant un préjudice important et, par conséquent, exclues des investissements considérés comme des investissements durables.

Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?

Comme indiqué ci-dessus, les indicateurs des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ont également été évalués dans le cadre de l'évaluation du critère consistant à « ne pas causer de préjudice important ». Il s'agit d'indicateurs qui figurent dans le tableau 1 de l'annexe I des Normes techniques de réglementation du Règlement SFDR, telles qu'appliquées selon le cas pendant la période de référence. Ce sont les indicateurs des principales incidences négatives (PIN). Pour chaque indicateur (il y en a 14 pour les entreprises), un seuil a été fixé afin de déterminer si d'autres objectifs de durabilité étaient gravement compromis. Ces seuils sont définis sur une base relative ou absolue, en fonction de l'indicateur. Lorsqu'aucune donnée n'était disponible pour un indicateur en particulier, une mesure de remplacement appropriée a été déterminée. Si aucune donnée (représentative) n'est disponible sur l'indicateur ou sur la mesure de remplacement, l'investissement n'est généralement pas considéré comme un investissement durable.

Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ? Description détaillée :

Oui. Le Compartiment s'est appuyé sur une approche propriétaire pour identifier et évaluer les contrevenants aux normes mondiales et les emprunteurs/émetteurs susceptibles d'avoir de mauvaises pratiques de gouvernance, en particulier en ce qui concerne les structures de

Les principales incidences négatives

correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme, à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

gestion saines, les relations avec les employés, la rémunération du personnel et la conformité fiscale. Cette approche propriétaire cherchait à identifier, examiner, évaluer et surveiller les sociétés signalées par des fournisseurs de données externes comme étant en violation des principes du Pacte mondial des Nations unies (PMNU), des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ou comme n'étant pas alignées sur ces principes, ainsi que les sociétés dont les notes en matière de controverses étaient élevées (notamment sur des controverses importantes en matière de gouvernance ou des controverses graves en matière de droit du travail et de conformité fiscale). Après examen de ces données externes, les sociétés dont la Société de gestion estimait qu'elles avaient commis une violation grave et continue et/ou qu'elles ne respectaient pas les pratiques de bonne gouvernance, avec des mesures correctives insuffisantes, ont été exclues des investissements considérés comme des investissements durables.

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE et s'accompagne de critères propres à l'UE.

Ce principe s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tout autre investissement durable ne doit pas non plus causer de préjudice important aux objectifs environnementaux ou sociaux.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

Au cours de la période considérée, des éléments relatifs aux principales incidences négatives (PIN) ont été pris en compte dans le cadre du processus d'investissement du Compartiment. Cela s'est fait principalement via les critères de restrictions et la gérance.

Au cours de ce processus, les indicateurs des PIN suivants ont été pris en compte :

- Principale incidence négative 3 : intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements (via la construction de portefeuilles) ;
- Principale incidence négative 4 : exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles (via les critères de restriction, l'engagement et l'exercice du droit de vote) ;
- Principale incidence négative 7 : activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité (via l'engagement) ;
- Principale incidence négative 10 : violations des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (via les critères de restriction, l'exercice du droit de vote et l'engagement) ;
- Principale incidence négative 11 : absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (via l'engagement) ;

- Principale incidence négative 13 : mixité au sein des organes de gouvernance (via l'exercice du droit de vote et l'engagement) ;

- Principale incidence négative 14 : exposition aux armes controversées (via les critères de restriction)

- Principale incidence négative 16 : pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (via les critères de restriction).



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier ?

| Investissements les plus importants | Secteur | % d'actifs | Pays |
|-------------------------------------|---------|------------|------------|
| GS Nrth Amer EnhIn SusEQ-Z Cap EUR | Autres | 15,96 | Pays-Bas |
| BERESFORD NTH AMERI SUS EQ-Z | Autres | 12,22 | Irlande |
| GS GREEN BOND SHORT DURATION I CAP | Autres | 9,9 | Pays-Bas |
| GS Euro Cred-I Cap EUR | Autres | 8,47 | Pays-Bas |
| GS Euro Bond-I Cap EUR | Autres | 8,18 | Pays-Bas |
| GS Euromix Bond-I Cap EUR | Autres | 6,67 | Pays-Bas |
| GS Global Sust EQ-I Cap EUR | Autres | 6,5 | Pays-Bas |
| GS Euro Long Dur Bnd-I Cap EUR | Autres | 6,12 | Pays-Bas |
| GS EM Enh In Sus EQ-Z Cap EUR | Autres | 5,53 | Pays-Bas |
| GS Sov Green Bond-I Cap EUR | Autres | 2,93 | Luxembourg |
| GS EURO SUST CREDIT I CAP | Autres | 2,52 | Pays-Bas |
| GS EnhIn Sus Pacific EQ Fund NL-Z | Autres | 2,14 | Pays-Bas |
| GS Europ EnhIn SusEQ-I Cap EUR | Autres | 2,04 | Pays-Bas |
| GS Gbl EnhIn Sus EQ-I Cap USD | Autres | 2,03 | Luxembourg |
| GS Europe SusEQ-Z Cap EUR | Autres | 1,73 | Pays-Bas |

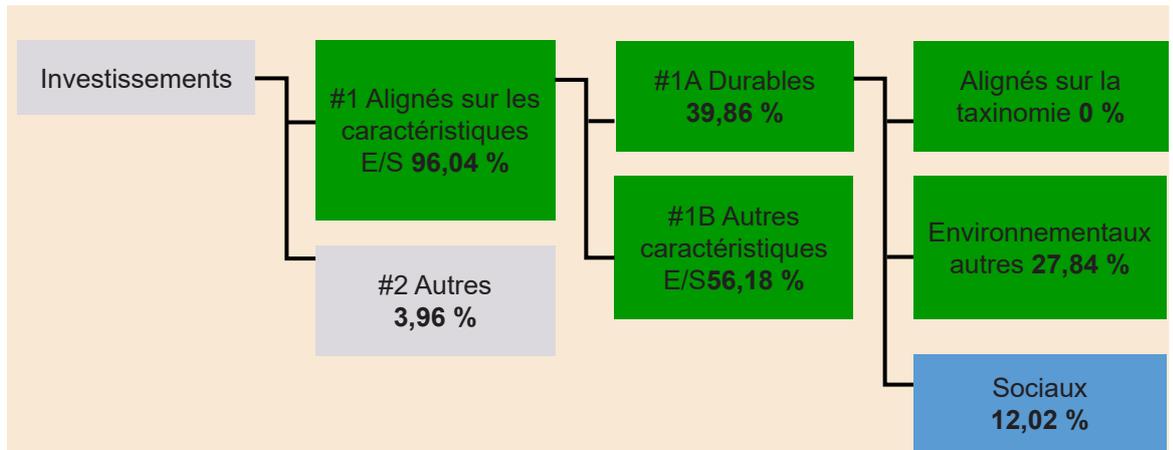
La liste comprend les investissements constituant la **majeure partie des investissements** du produit financier au cours de la période de référence, à savoir : 30/09/2023



L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité ?

● Quelle était l'allocation des actifs ?



La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** comprend :

- La sous-catégorie **#1A Durables** couvrant les investissements durables sur le plan environnemental et social.

- La sous-catégorie **#1B Autres caractéristiques E/S** couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

● Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?

| Secteur | % d'actifs |
|--|-------------------|
| ADMINISTRATION PUBLIQUE ET DÉFENSE ; SÉCURITÉ SOCIALE OBLIGATOIRE - administration de l'État, politique économique et sociale | 19,43 |
| ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET ASSURANTIELLES - activités de services financiers, à l'exception des assurances et du financement des retraites | 17,59 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques | 8,14 |
| Autres | 5,14 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - activités de publication | 4,5 |
| COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL ; RÉPARATION DE VÉHICULES MOTORISÉS ET DE MOTOS - commerce de détail, à l'exception des véhicules motorisés et des motos | 3,62 |
| ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET ASSURANTIELLES - assurance, réassurance et financement des retraites, à l'exception de la sécurité sociale obligatoire | 3,45 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits pharmaceutiques de base et de préparations pharmaceutiques | 3,07 |
| FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET DE CLIMATISATION - production, transmission et distribution d'électricité | 3,06 |
| ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET ASSURANTIELLES - activités auxiliaires des activités de services financiers et activités d'assurance | 2,75 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - activités des services d'information | 2,61 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de substances et produits chimiques | 2,3 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de machines et d'équipements n.c.a. | 1,9 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - Télécommunications | 1,79 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - production de boissons | 1,7 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - programmation informatique, conseil et activités connexes | 1,62 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de véhicules motorisés, de remorques et de semi-remorques | 1,42 |
| ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES - location et exploitation de biens immobiliers propres ou loués | 1,26 |

| | |
|--|------|
| ACTIVITÉS D'ORGANISATIONS ET D'ORGANISMES EXTRATERRITORIAUX - | 1,26 |
| COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL ; RÉPARATION DE VÉHICULES MOTORISÉS ET DE MOTOS - commerce de gros, à l'exception des véhicules motorisés et des motos | 1,11 |
| HÉBERGEMENT ET SERVICES DE RESTAURATION - activités de services liés aux aliments et aux boissons | 0,84 |
| TRANSPORT ET STOCKAGE - activités d'entreposage et d'assistance aux transports | 0,83 |
| ACTIVITÉS MINIÈRES ET EXTRACTIVES - activités de service d'assistance des sociétés minières | 0,82 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits alimentaires | 0,75 |
| TRANSPORT ET STOCKAGE - transport terrestre et transport par pipelines | 0,74 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - autres productions | 0,67 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication d'équipements électriques | 0,56 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de coke et de produits pétroliers raffinés | 0,56 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - recherche et développement scientifiques | 0,44 |
| CONSTRUCTION - génie civil | 0,43 |
| ACTIVITÉS MINIÈRES ET EXTRACTIVES - exploitation minière de minerais métalliques | 0,38 |
| CONSTRUCTION - construction de bâtiments | 0,33 |
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - activités de location et de leasing | 0,31 |
| SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE - activités liées à la santé humaine | 0,31 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de métaux de base | 0,3 |
| APPROVISIONNEMENT EN EAU ; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION - collecte des eaux, traitement et approvisionnement | 0,29 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - programmation et diffusion | 0,22 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de papier et de produits en papier | 0,21 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication des articles d'habillement | 0,21 |

| | |
|--|------|
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - agences de voyage, tour-opérateurs et autres services de réservation et activités connexes | 0,2 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - activités juridiques et comptables | 0,18 |
| FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET DE CLIMATISATION - fabricant de gaz ; distribution de carburants gazeux via les principaux | 0,17 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de cuir et de produits connexes | 0,16 |
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - activités liées à l'emploi | 0,16 |
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - activités administratives de bureau, soutien administratif et autres activités de soutien commercial | 0,14 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication d'autres équipements de transport | 0,14 |
| ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES - autres | 0,12 |
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - activités de sécurité et d'enquêtes | 0,11 |
| COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL ; RÉPARATION DE VÉHICULES MOTORISÉS ET DE MOTOS - commerce de gros et de détail, et réparation de véhicules motorisés et de motos | 0,11 |
| TRANSPORT ET STOCKAGE - activités postales et de livraison par coursier | 0,11 |
| APPROVISIONNEMENT EN EAU ; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION - collecte des eaux, activités de traitement et élimination des déchets ; récupération des matériaux | 0,11 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - activités d'architecture et d'ingénierie ; tests et analyses techniques | 0,1 |
| ACTIVITÉS MINIÈRES ET EXTRACTIVES - extraction de pétrole brut et de gaz naturel | 0,1 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - publicité et études de marché | 0,1 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - activités de sièges sociaux ; activités de conseil en gestion | 0,09 |

| | |
|--|------|
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de bois et de produits en bois et en liège, à l'exception des meubles | 0,09 |
| AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE - pêche et aquaculture | 0,08 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - production de films, de vidéos et d'émissions de télévision, enregistrements sonores et | 0,08 |
| TRANSPORT ET STOCKAGE - transport maritime et fluvial | 0,08 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication d'autres produits minéraux non métalliques | 0,07 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits en caoutchouc et en plastique | 0,07 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits métalliques manufacturés, à l'exception des machines et des équipements | 0,06 |
| AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICE - autres activités de service à la personne | 0,06 |
| CONSTRUCTION - activités de construction spécialisées | 0,06 |
| TRANSPORT ET STOCKAGE - transport aérien | 0,05 |
| HÉBERGEMENT ET SERVICES DE RESTAURATION - hébergement | 0,04 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - activités vétérinaires | 0,04 |
| ACTIVITÉS MINIÈRES ET EXTRACTIVES - autres activités minières et extractives | 0,04 |
| APPROVISIONNEMENT EN EAU ; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION - assainissement | 0,03 |
| ARTS, DIVERTISSEMENTS ET LOISIRS - activités sportives et récréatives | 0,03 |
| ENSEIGNEMENT - autres | 0,02 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - impression et reproduction de supports enregistrés | 0,02 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - autres activités professionnelles, scientifiques et techniques | 0,01 |
| ARTS, DIVERTISSEMENTS ET LOISIRS - jeux de hasard et paris | 0,01 |
| ÉDUCATION - activités de soutien scolaire | 0,01 |
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager | 0,01 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits du tabac | 0,01 |

| | |
|---|---|
| AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE - production végétale et animale, chasse et services annexes | 0 |
| ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES - achat et vente de biens immobiliers | 0 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - réparation et installation de machines et d'équipements | 0 |
| ACTIVITÉS MINIÈRES ET EXTRACTIVES - extraction de charbon et de lignite | 0 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de textiles | 0 |

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage :

- du **chiffre d'affaires** reflétant la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements ;
- des **dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi, pour une transition vers une économie verte par exemple ;
- des **dépenses d'exploitation** (OpEx) reflétant les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE ?

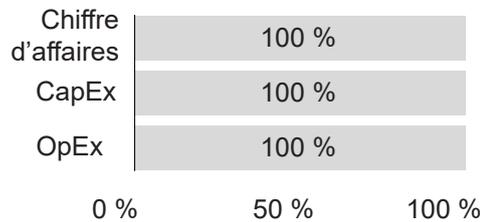
Au cours de la période considérée, les données déclarées relatives à l'alignement sur la taxinomie n'étaient pas disponibles pour la Société de gestion. Nous continuons d'évaluer de manière continue les fournisseurs de données tiers et les solutions internes pour relever les défis liés aux données.

Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxinomie de l'UE(1) ?

- Oui
- Dans le gaz fossile Dans l'énergie nucléaire
- Non

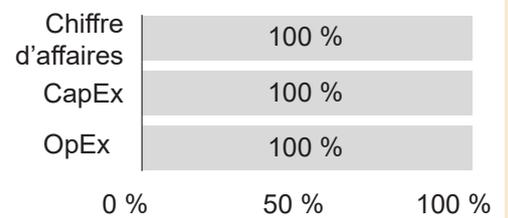
Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements qui étaient alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.*

1. Alignement des investissements sur la taxinomie, dont obligations souveraines*



- Alignés sur la taxinomie : gaz fossile
- Alignés sur la taxinomie : nucléaire
- Alignés sur la taxinomie (hors gaz et nucléaire)
- Non alignés sur la taxinomie

2. Alignement des investissements sur la taxinomie, hors obligations souveraines*



- Alignés sur la taxinomie : gaz fossile
- Alignés sur la taxinomie : nucléaire
- Alignés sur la taxinomie (hors gaz et nucléaire)
- Non alignés sur la taxinomie

Ce graphique représente 76,97 % des investissements totaux.

* Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines

Pour être conformes à la taxinomie de l'UE, les critères applicables au **gaz fossile** comprennent des limitations des émissions et le passage à l'électricité d'origine renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici à la fin de 2035. En ce qui concerne l'**énergie nucléaire**, les critères comprennent des règles complètes en matière de sûreté nucléaire et de gestion des déchets.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.

1 Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxinomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxinomie de l'UE – voir la note explicative dans la marge de gauche. L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

- **Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes ?**

0 %

- **Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes ?**

Non applicable.



- **Quelle était la proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxinomie de l'UE ?**

27,84 %



- **Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social ?**

12,02 %



- **Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie « #2 Autres », quelle était leur finalité et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquaient-elles à eux ?**

Les investissements figurant dans la catégorie « Autres » étaient de la trésorerie utilisée à des fins de liquidité, des produits dérivés utilisés à des fins de gestion efficace du portefeuille ou à des fins d'investissement, ainsi que des investissements dans des OPCVM et des OPC nécessaires pour atteindre l'objectif d'investissement du Compartiment et qui ne suivaient pas les caractéristiques du Compartiment. Ces investissements n'étaient soumis à aucune garantie environnementale ou sociale minimale.


Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui **ne tiennent pas compte des critères** en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au titre du règlement (UE) 2020/852.



- **Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?**

Le Compartiment a promu des caractéristiques environnementales et sociales au cours de la période considérée à l'aide des mesures suivantes :

1. Investissements limités dans des émetteurs impliqués dans des activités controversées ;
2. Pays exclus ;
3. Prise en compte des facteurs ESG de chaque émetteur dans le processus de prise de décision d'investissement. Il s'agissait d'un processus documenté, mais aucun résultat contraignant n'était prévu ;
4. Application des principes de bonne gouvernance, respect des droits de l'homme et du droit du travail, protection de l'environnement et prévention de la corruption et des actes de corruption ;
5. Filtrage en fonction de l'intensité de carbone ;
6. Allocation d'une partie de ses investissements à des investissements durables ;
7. Priorité donnée à l'inclusion sur l'exclusion à travers l'engagement.

Le Compartiment a satisfait les caractéristiques au cours de la période considérée en investissant dans des fonds d'investissement gérés par une partie affiliée à la Société de gestion qui appliquait ces critères et en investissant directement dans des titres sous-jacents.



- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?**

Non applicable. Ce Compartiment était géré activement et n'avait donc pas d'indice spécifique désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier était aligné avec les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promouvait.

Les indices de référence sont des indices permettant de mesurer si les produits financiers atteignent les caractéristiques environnementales ou sociales qu'ils promeuvent.

- **En quoi l'indice de référence diffère-t-il d'un indice de marché large ?**

Non applicable. Ce Compartiment était géré activement et n'avait donc pas d'indice spécifique désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier était aligné avec les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promouvait.
- **Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues ?**

Non applicable. Ce Compartiment était géré activement et n'avait donc pas d'indice spécifique désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier était aligné avec les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promouvait.
- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?**

Non applicable. Ce Compartiment était géré activement et n'avait donc pas d'indice spécifique désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier était aligné avec les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promouvait.
- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large ?**

Non applicable. Ce Compartiment était géré activement et n'avait donc pas d'indice spécifique désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier était aligné avec les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promouvait.

Clause de non-responsabilité

La responsabilité de Goldman Sachs Asset Management B.V., Goldman Sachs Asset Management Holdings B.V. ou toute autre société au sein de The Goldman Sachs Group Inc. ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou incohérentes avec les parties pertinentes du prospectus du fonds ou avec le contrat de gestion d'investissement du mandat. Ce document est exact au 30/09/2023.

Informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2a, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit : Goldman Sachs Patrimonial Defensive

Identifiant d'entité

juridique : 549300B7KBL6SLILAM62

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable ?

Oui

Non

Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif environnemental** : __ %

dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif social** : __ %

Il promouvait des caractéristiques environnementales et/ou sociales (E/S) et, bien qu'il n'ait pas eu d'objectif d'investissement durable, il contenait une proportion de 39,82 % d'investissements durables

ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

ayant un objectif social

Il promouvait des caractéristiques E/S, mais **n'a pas réalisé d'investissements durables**

Par **investissement durable** on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le Règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.



Les **indicateurs de durabilité** évaluent la mesure dans laquelle les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

Le Compartiment a promu des caractéristiques environnementales et sociales au cours de la période considérée. Le Compartiment a satisfait les caractéristiques au cours de la période considérée en investissant dans des fonds d'investissement gérés par une partie affiliée à la Société de gestion qui appliquait ces critères et en investissant directement dans des titres sous-jacents. Les caractéristiques qui ont été promues au cours de la période considérée sont les suivantes :

- Investissements limités dans des sociétés impliquées dans des activités controversées. Au cours de la période considérée, le Compartiment n'a pas investi dans des émetteurs réalisant un certain pourcentage de leur revenu sur des activités en lien avec :
 - le développement, la production, l'entretien ou le commerce d'armes controversées (0 %) ;

- la fourniture d'armes controversées (0 %) ;
- la production de tabac (≥ 50 %) ;
- la production de sables bitumineux et de pipelines controversés (> 20 %) ;
- l'extraction de charbon thermique (> 20 %).

Le respect de ces exclusions faisait l'objet d'une vérification quotidienne dans le système de gestion de portefeuille Aladdin. Au sein de la Société de gestion, le service de gestion des risques est responsable de ces contrôles quotidiens sur les restrictions d'investissement. Nous nous appuyons sur des informations externes provenant de fournisseurs de données ESG pour évaluer si les sociétés exercent ou non les activités susmentionnées.

La satisfaction de cette caractéristique a été mesurée à l'aide de l'indicateur « Exclusion des investissements dans des émetteurs impliqués dans des activités controversées ».

2. Pays exclus.

Au cours de la période considérée, aucun investissement n'a été réalisé dans les pays auxquels le Conseil de sécurité des Nations unies impose un embargo sur les armes. De même, nous n'investissons pas dans des pays figurant dans la liste du Groupe d'Action Financière, qui font l'objet d'un « Appel à l'action ».

La satisfaction de cette caractéristique a été mesurée à l'aide de l'indicateur « Exclusion des investissements dans les pays soumis à un embargo sur les armes imposé par le Conseil de sécurité des Nations unies et dans les pays figurant sur la liste du Groupe d'Action Financière qui font l'objet d'un "Appel à l'action" ».

3. Application des principes de bonne gouvernance d'entreprise, respect des droits de l'homme et du droit du travail, protection de l'environnement et prévention de la corruption et des actes de corruption.

Le Compartiment a satisfait à cette caractéristique en évaluant la mesure dans laquelle les sociétés bénéficiaires des investissements respectaient la législation applicable et les normes reconnues à l'échelle internationale : les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et le Pacte mondial des Nations unies.

Ce résultat a été obtenu grâce à une approche propriétaire qui visait à identifier, examiner, évaluer et surveiller les sociétés signalées par des fournisseurs de données externes comme étant en violation des normes internationales précitées, ou comme n'étant pas alignées sur ces normes, ainsi que les sociétés dont les notes en matière de controverses étaient élevées (notamment sur des controverses importantes en matière de gouvernance ou des controverses graves en matière de droit du travail et de conformité fiscale).

Après examen de ces données externes, les sociétés dont la Société de gestion estimait qu'elles avaient commis une violation grave et continue et/ou qu'elles ne respectaient pas les pratiques de bonne gouvernance, avec des mesures correctives insuffisantes, ont été exclues du Compartiment. La satisfaction de cette caractéristique a été mesurée à l'aide de l'indicateur « Limitation des investissements dans des sociétés en violation majeure de normes reconnues à l'échelle internationale, par exemple : les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et le Pacte mondial des Nations unies ».

4. Allocation partielle aux investissements durables

Le Compartiment a investi partiellement dans des sociétés ou des projets qui contribuaient à un objectif environnemental ou social, sur la base de la contribution du produit ou de la contribution opérationnelle.

La réalisation de cette caractéristique a été mesurée à l'aide de l'indicateur « Pourcentage d'investissements durables ».

● **Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité ?**

| Indicateur | Portefeuille | Indice de référence |
|--|--|----------------------------|
| Nombre d'émetteurs contre lesquels des embargos sur les armes ont été décrétés par le Conseil de sécurité des Nations unies et qui font l'objet d'un Appel à l'action du Groupe d'Action Financière | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs exclus de l'univers de l'investissement selon la liste d'exclusion | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs impliqués dans des violations majeures de normes reconnues à l'échelle internationale, par exemple : les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et le Pacte mondial des Nations unies | Ces investissements ont été évités conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Pourcentage d'investissements durables | 39,82 % | Non applicable |

● **... et par rapport aux périodes précédentes ?**

| Indicateur | Période de référence | | Période de référence précédente | |
|--|--|---------------------|---|---------------------|
| | Portefeuille | Indice de référence | Portefeuille | Indice de référence |
| Nombre d'émetteurs contre lesquels des embargos sur les armes ont été décrétés par le Conseil de sécurité des Nations unies et qui font l'objet d'un Appel à l'action du Groupe d'Action Financière | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs exclus de l'univers de l'investissement selon la liste d'exclusion | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs impliqués dans des violations majeures de normes reconnues à l'échelle internationale, par exemple : les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et le Pacte mondial des Nations unies | Ces investissements ont été évités conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable | Ces investissements ont été évités conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Pourcentage d'investissements durables | 39,82 % | Non applicable | Non applicable | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs avec lesquels des activités d'engagements ont eu lieu en conséquence de l'engagement concernant les controverses | Non applicable | Non applicable | En raison de la structure du Fonds, il n'a pas été possible de présenter un rapport sur cet indicateur. | Non applicable |

● **Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué ?**

Les investissements sont définis comme des investissements durables sur la base du cadre d'investissement durable des sociétés de gestion. Dans ce cadre, un investissement peut contribuer à un objectif environnemental ou social par le biais de la contribution d'un produit ou d'une contribution opérationnelle.

Pour la contribution d'un produit, nous avons examiné :

- i. la part du revenu d'une société qui se concentre sur une catégorie d'impact environnemental et/ou social durable ;
- ii. l'alignement des produits d'une société avec un objectif de développement durable (ODD) environnemental et/ou sociétal ;
- iii. la meilleure note d'une société par rapport aux thèmes des opportunités environnementales et/ou sociales définis par un fournisseur de données tiers.

Une contribution opérationnelle est abordée selon le thème, en examinant la promotion de la transition climatique (environnement) au sein du cadre opérationnel d'une société, la croissance inclusive au sein du cadre opérationnel d'une société, l'alignement opérationnel avec un ODD environnemental ou social et l'application d'une note environnementale et sociale propre, qui soit la meilleure de sa catégorie.

Les principales incidences négatives

correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme, à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

● ***Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a notamment réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?***

Les investissements qui ont contribué à un objectif environnemental ou social conformément au cadre d'investissement durable des sociétés de gestion devaient également répondre au critère consistant à « ne pas causer de préjudice important » du cadre d'investissement durable de la société de gestion. Les investissements ne remplissant pas ce critère n'ont pas été considérés comme des investissements durables. Ce critère portait sur deux aspects. Tout d'abord, chacun des indicateurs des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité avait son propre seuil quantitatif ou qualitatif. Le seuil était différent selon l'indicateur des principales incidences négatives examiné. En outre, toutes les sociétés impliquées dans des controverses très graves ont été considérées comme causant un préjudice important et, par conséquent, exclues des investissements considérés comme des investissements durables.

Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?

Comme indiqué ci-dessus, les indicateurs des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ont également été évalués dans le cadre de l'évaluation du critère consistant à « ne pas causer de préjudice important ». Il s'agit d'indicateurs qui figurent dans le tableau 1 de l'annexe I des Normes techniques de réglementation du Règlement SFDR, telles qu'appliquées selon le cas pendant la période de référence. Ce sont les indicateurs des principales incidences négatives (PIN). Pour chaque indicateur (il y en a 14 pour les entreprises), un seuil a été fixé afin de déterminer si d'autres objectifs de durabilité étaient gravement compromis. Ces seuils sont définis sur une base relative ou absolue, en fonction de l'indicateur. Lorsqu'aucune donnée n'était disponible pour un indicateur en particulier, une mesure de remplacement appropriée a été déterminée. Si aucune donnée (représentative) n'est disponible sur l'indicateur ou sur la mesure de remplacement, l'investissement n'est généralement pas considéré comme un investissement durable.

Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ? Description détaillée :

Oui. Le Compartiment s'est appuyé sur une approche propriétaire pour identifier et évaluer les contrevenants aux normes mondiales et les emprunteurs/émetteurs susceptibles d'avoir de mauvaises pratiques de gouvernance, en particulier en ce qui concerne les structures de gestion saines, les relations avec les employés, la rémunération du personnel et la conformité fiscale. Cette approche propriétaire cherchait à identifier, examiner, évaluer et surveiller les sociétés signalées par des fournisseurs de données externes comme étant en violation des principes du Pacte mondial des Nations unies (PMNU), des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ou comme n'étant pas alignées sur ces principes, ainsi que les sociétés dont les notes en matière de controverses étaient élevées (notamment sur des controverses importantes en matière de gouvernance ou des controverses graves en matière de droit du travail et de conformité fiscale). Après examen de ces données externes, les sociétés dont la Société de gestion estimait qu'elles avaient commis une violation grave et continue et/ou qu'elles ne respectaient pas les pratiques de bonne gouvernance, avec des mesures correctives insuffisantes, ont été exclues des investissements considérés comme des investissements durables.

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE et s'accompagne de critères propres à l'UE.

Ce principe s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tout autre investissement durable ne doit pas non plus causer de préjudice important aux objectifs environnementaux ou sociaux.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

Au cours de la période considérée, des éléments relatifs aux principales incidences négatives (PIN) ont été pris en compte dans le cadre du processus d'investissement du Compartiment. Cela s'est fait principalement via les critères de restrictions et la gérance.

Au cours de ce processus, les indicateurs des PIN suivants ont été pris en compte :

- Principale incidence négative 4 : exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles (via les critères de restriction, l'engagement et l'exercice du droit de vote) ;
- Principale incidence négative 7 : activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité (via l'engagement) ;
- Principale incidence négative 10 : violations des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (via les critères de restriction, l'exercice du droit de vote et l'engagement) ;
- Principale incidence négative 11 : absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (via l'engagement) ;
- Principale incidence négative 13 : mixité au sein des organes de gouvernance (via l'exercice du droit de vote et l'engagement) ;
- Principale incidence négative 14 : exposition aux armes controversées (via les critères de restriction)
- Principale incidence négative 16 : pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (via les critères de restriction).



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier ?

La liste comprend les investissements constituant la **majeure partie des investissements** du produit financier au cours de la période de référence, à savoir : 30/09/2023

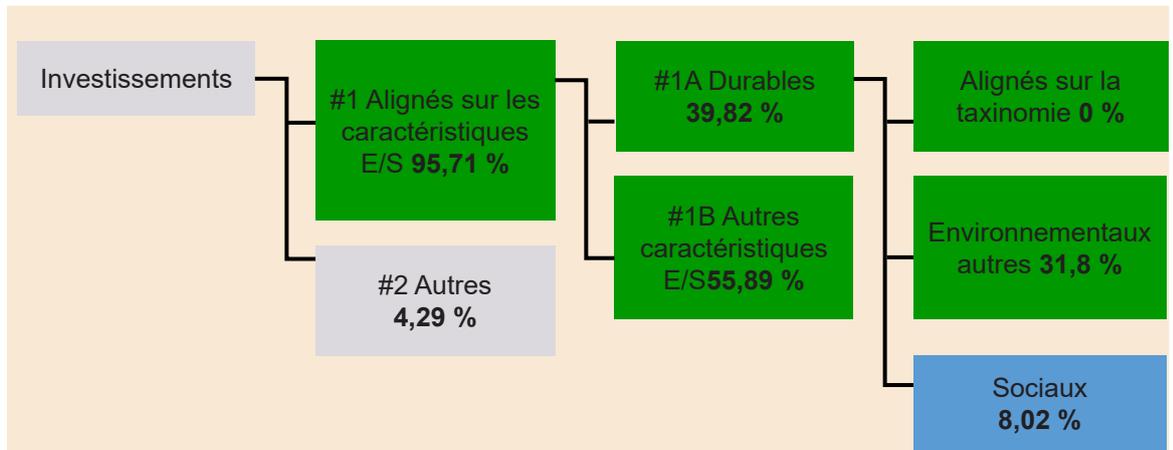
| Investissements les plus importants | Secteur | % d'actifs | Pays |
|-------------------------------------|---------|------------|------------|
| GS GREEN BOND SHORT DURATION I CAP | Autres | 16,29 | Pays-Bas |
| GS Euro Bond-I Cap EUR | Autres | 14,04 | Pays-Bas |
| GS Euro Long Dur Bnd-I Cap EUR | Autres | 10,44 | Pays-Bas |
| GS Euro Cred-I Cap EUR | Autres | 10,21 | Pays-Bas |
| GS Euromix Bond-I Cap EUR | Autres | 10,13 | Pays-Bas |
| GS Nrth Amer EnhIn SusEQ-Z Cap EUR | Autres | 8,31 | Pays-Bas |
| BERESFORD NTH AMERI SUS EQ-Z | Autres | 6,05 | Irlande |
| GS Sov Green Bond-I Cap EUR | Autres | 4,99 | Luxembourg |
| GS EURO SUST CREDIT I CAP | Autres | 3,5 | Pays-Bas |
| GS Global Sust EQ-I Cap EUR | Autres | 2,95 | Pays-Bas |
| GS EM Enh In Sus EQ-Z Cap EUR | Autres | 2,83 | Pays-Bas |
| GS EnhIn Sus Pacific EQ Fund NL-Z | Autres | 1,91 | Pays-Bas |
| GS Sus Yield Opp-Z Cap EUR | Autres | 1,91 | Luxembourg |
| GS EM HC SvDb OptIn-I Cap EUR(HGi) | Autres | 1,1 | Luxembourg |
| GS Gbl EnhIn Sus EQ-I Cap USD | Autres | 0,99 | Luxembourg |



Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité ?

- **Quelle était l'allocation des actifs ?**

L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.



La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** comprend :

- La sous-catégorie **#1A Durables** couvrant les investissements durables sur le plan environnemental et social.
- La sous-catégorie **#1B Autres caractéristiques E/S** couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

- **Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?**

| Secteur | % d'actifs |
|---|-------------------|
| ADMINISTRATION PUBLIQUE ET DÉFENSE ; SÉCURITÉ SOCIALE OBLIGATOIRE - administration de l'État, politique économique et sociale | 31,29 |
| ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET ASSURANTIELLES - activités de services financiers, à l'exception des assurances et du financement des retraites | 22,16 |
| Autres | 6,34 |
| FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET DE CLIMATISATION - production, transmission et distribution d'électricité | 4,41 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques | 4,37 |
| ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET ASSURANTIELLES - assurance, réassurance et financement des retraites, à l'exception de la sécurité sociale obligatoire | 2,4 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - activités de publication | 2,29 |
| ACTIVITÉS D'ORGANISATIONS ET D'ORGANISMES EXTRATERRITORIAUX - | 2,12 |
| COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL ; RÉPARATION DE VÉHICULES MOTORISÉS ET DE MOTOS - commerce de détail, à l'exception des véhicules motorisés et des motos | 1,98 |
| ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET ASSURANTIELLES - activités auxiliaires des activités de services financiers et activités d'assurance | 1,87 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits pharmaceutiques de base et de préparations pharmaceutiques | 1,84 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - Télécommunications | 1,51 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - activités des services d'information | 1,48 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de substances et produits chimiques | 1,38 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - production de boissons | 1,23 |
| ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES - location et exploitation de biens immobiliers propres ou loués | 1,14 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de machines et d'équipements n.c.a. | 1,02 |
| TRANSPORT ET STOCKAGE - activités d'entreposage et d'assistance aux transports | 0,95 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - programmation informatique, conseil et activités connexes | 0,88 |

| | |
|--|------|
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de véhicules motorisés, de remorques et de semi-remorques | 0,83 |
| TRANSPORT ET STOCKAGE - transport terrestre et transport par pipelines | 0,8 |
| COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL ; RÉPARATION DE VÉHICULES MOTORISÉS ET DE MOTOS - commerce de gros, à l'exception des véhicules motorisés et des motos | 0,62 |
| CONSTRUCTION - génie civil | 0,47 |
| HÉBERGEMENT ET SERVICES DE RESTAURATION - activités de services liés aux aliments et aux boissons | 0,45 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits alimentaires | 0,44 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de coke et de produits pétroliers raffinés | 0,43 |
| ACTIVITÉS MINIÈRES ET EXTRACTIVES - activités de service d'assistance des sociétés minières | 0,42 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - autres productions | 0,33 |
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - activités de location et de leasing | 0,3 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication d'équipements électriques | 0,3 |
| FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET DE CLIMATISATION - fabricant de gaz ; distribution de carburants gazeux via les principaux | 0,25 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de métaux de base | 0,23 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - recherche et développement scientifiques | 0,23 |
| CONSTRUCTION - construction de bâtiments | 0,2 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de papier et de produits en papier | 0,19 |
| SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE - activités liées à la santé humaine | 0,19 |
| ACTIVITÉS MINIÈRES ET EXTRACTIVES - exploitation minière de minerais métalliques | 0,17 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication des articles d'habillement | 0,16 |
| TRANSPORT ET STOCKAGE - activités postales et de livraison par coursier | 0,16 |
| APPROVISIONNEMENT EN EAU ; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION - collecte des eaux, traitement et approvisionnement | 0,14 |
| ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES - autres | 0,14 |

| | |
|--|------|
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - agences de voyage, tour-opérateurs et autres services de réservation et activités connexes | 0,13 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - programmation et diffusion | 0,12 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - activités de sièges sociaux ; activités de conseil en gestion | 0,12 |
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - activités administratives de bureau, soutien administratif et autres activités de soutien commercial | 0,11 |
| APPROVISIONNEMENT EN EAU ; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION - collecte des eaux, activités de traitement et élimination des déchets ; récupération des matériaux | 0,1 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication d'autres équipements de transport | 0,09 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - activités juridiques et comptables | 0,09 |
| TRANSPORT ET STOCKAGE - transport maritime et fluvial | 0,08 |
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - activités de sécurité et d'enquêtes | 0,08 |
| ACTIVITÉS MINIÈRES ET EXTRACTIVES - extraction de pétrole brut et de gaz naturel | 0,07 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de cuir et de produits connexes | 0,07 |
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - activités liées à l'emploi | 0,07 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - publicité et études de marché | 0,06 |
| TRANSPORT ET STOCKAGE - transport aérien | 0,06 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - activités d'architecture et d'ingénierie ; tests et analyses techniques | 0,05 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication d'autres produits minéraux non métalliques | 0,05 |
| COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL ; RÉPARATION DE VÉHICULES MOTORISÉS ET DE MOTOS - commerce de gros et de détail, et réparation de véhicules motorisés et de motos | 0,05 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de bois et de produits en bois et en liège, à l'exception des meubles | 0,05 |

| | |
|--|------|
| INFORMATION ET COMMUNICATION - production de films, de vidéos et d'émissions de télévision, enregistrements sonores et | 0,05 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits métalliques manufacturés, à l'exception des machines et des équipements | 0,04 |
| ACTIVITÉS MINIÈRES ET EXTRACTIVES - autres activités minières et extractives | 0,04 |
| HÉBERGEMENT ET SERVICES DE RESTAURATION - hébergement | 0,04 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits en caoutchouc et en plastique | 0,04 |
| APPROVISIONNEMENT EN EAU ; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION - assainissement | 0,03 |
| AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICE - autres activités de service à la personne | 0,03 |
| AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE - pêche et aquaculture | 0,03 |
| CONSTRUCTION - activités de construction spécialisées | 0,03 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - activités vétérinaires | 0,02 |
| ARTS, DIVERTISSEMENTS ET LOISIRS - activités sportives et récréatives | 0,02 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits du tabac | 0,01 |
| ENSEIGNEMENT - autres | 0,01 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - impression et reproduction de supports enregistrés | 0,01 |
| ÉDUCATION - activités de soutien scolaire | 0,01 |
| AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE - production végétale et animale, chasse et services annexes | 0 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - autres activités professionnelles, scientifiques et techniques | 0 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de textiles | 0 |
| ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES - achat et vente de biens immobiliers | 0 |
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager | 0 |

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage :

- du **chiffre d'affaires** reflétant la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements ;
- des **dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi, pour une transition vers une économie verte par exemple ;
- des **dépenses d'exploitation** (OpEx) reflétant les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE ?

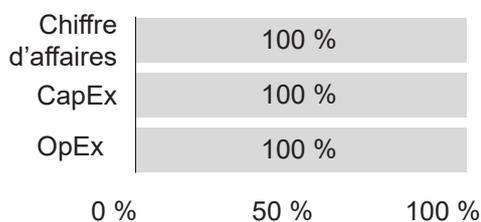
Au cours de la période considérée, les données déclarées relatives à l'alignement sur la taxinomie n'étaient pas disponibles pour la Société de gestion. Nous continuons d'évaluer de manière continue les fournisseurs de données tiers et les solutions internes pour relever les défis liés aux données.

Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxinomie de l'UE⁽¹⁾ ?

- Oui
- Dans le gaz fossile Dans l'énergie nucléaire
- Non

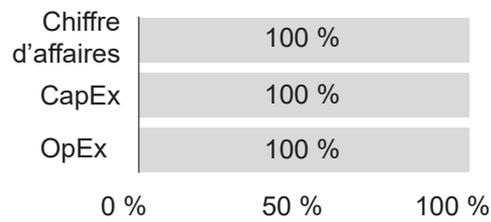
Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements qui étaient alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.

1. Alignement des investissements sur la taxinomie, dont obligations souveraines*



- Alignés sur la taxinomie : gaz fossile
- Alignés sur la taxinomie : nucléaire
- Alignés sur la taxinomie (hors gaz et nucléaire)
- Non alignés sur la taxinomie

2. Alignement des investissements sur la taxinomie, hors obligations souveraines*



- Alignés sur la taxinomie : gaz fossile
- Alignés sur la taxinomie : nucléaire
- Alignés sur la taxinomie (hors gaz et nucléaire)
- Non alignés sur la taxinomie

Ce graphique représente 62,76 % des investissements totaux.

* Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines

Pour être conformes à la taxinomie de l'UE, les critères applicables au **gaz fossile** comprennent des limitations des émissions et le passage à l'électricité d'origine renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici à la fin de 2035. En ce qui concerne l'**énergie nucléaire**, les critères comprennent des règles complètes en matière de sûreté nucléaire et de gestion des déchets.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.

1 Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxinomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxinomie de l'UE – voir la note explicative dans la marge de gauche. L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

- **Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes ?**

0 %

- **Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes ?**

Non applicable.



- **Quelle était la proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxinomie de l'UE ?**

31,80 %



- **Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social ?**

8,02 %



- **Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie « #2 Autres », quelle était leur finalité et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquaient-elles à eux ?**

Les investissements figurant dans la catégorie « Autres » étaient de la trésorerie utilisée à des fins de liquidité, des produits dérivés utilisés à des fins de gestion efficace du portefeuille ou à des fins d'investissement, ainsi que des investissements dans des OPCVM et des OPC nécessaires pour atteindre l'objectif d'investissement du Compartiment et qui ne suivaient pas les caractéristiques du Compartiment. Ces investissements n'étaient soumis à aucune garantie environnementale ou sociale minimale.

 Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui **ne tiennent pas compte des critères** en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au titre du règlement (UE) 2020/852.



- **Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?**

Le Compartiment a promu des caractéristiques environnementales et sociales au cours de la période considérée à l'aide des mesures suivantes :

1. Investissements limités dans des émetteurs impliqués dans des activités controversées ;
2. Pays exclus ;
3. Prise en compte des facteurs ESG de chaque émetteur dans le processus de prise de décision d'investissement. Il s'agissait d'un processus documenté, mais aucun résultat contraignant n'était prévu ;
4. Application des principes de bonne gouvernance, respect des droits de l'homme et du droit du travail, protection de l'environnement et prévention de la corruption et des actes de corruption ;
5. Allocation d'une partie de ses investissements à des investissements durables ;
6. Priorité donnée à l'inclusion sur l'exclusion à travers l'engagement.

Le Compartiment a satisfait les caractéristiques au cours de la période considérée en investissant dans des fonds d'investissement gérés par une partie affiliée à la Société de gestion qui appliquait ces critères et en investissant directement dans des titres sous-jacents.



- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?**

Non applicable. Ce Compartiment était géré activement et n'avait donc pas d'indice spécifique désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier était aligné avec les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promouvait.

Les indices de référence sont des indices permettant de mesurer si les produits financiers atteignent les caractéristiques environnementales ou sociales qu'ils promeuvent.

● ***En quoi l'indice de référence diffère-t-il d'un indice de marché large ?***

Non applicable. Ce Compartiment était géré activement et n'avait donc pas d'indice spécifique désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier était aligné avec les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promouvait.

● ***Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues ?***

Non applicable. Ce Compartiment était géré activement et n'avait donc pas d'indice spécifique désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier était aligné avec les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promouvait.

● ***Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?***

Non applicable. Ce Compartiment était géré activement et n'avait donc pas d'indice spécifique désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier était aligné avec les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promouvait.

● ***Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large ?***

Non applicable. Ce Compartiment était géré activement et n'avait donc pas d'indice spécifique désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier était aligné avec les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promouvait.

Clause de non-responsabilité

La responsabilité de Goldman Sachs Asset Management B.V., Goldman Sachs Asset Management Holdings B.V. ou toute autre société au sein de The Goldman Sachs Group Inc. ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou incohérentes avec les parties pertinentes du prospectus du fonds ou avec le contrat de gestion d'investissement du mandat. Ce document est exact au 30/09/2023.

Informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2a, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852

Par **investissement durable** on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le Règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.



Les **indicateurs de durabilité** évaluent la mesure dans laquelle les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

Dénomination du produit : Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable

Identifiant d'entité juridique : 549300Y8L5JGBRL3RC73

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable ?

Oui

X Non

Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif environnemental** : ___ %

dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif social** : ___ %

X Il **promouvait des caractéristiques environnementales et/ou sociales (E/S)** et, bien qu'il n'ait pas eu d'objectif d'investissement durable, il contenait une proportion de 51,01 % d'investissements durables

ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

X ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

X ayant un objectif social

Il **promouvait des caractéristiques E/S, mais n'a pas réalisé d'investissements durables**

Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

Le Compartiment a promu des caractéristiques environnementales et sociales au cours de la période considérée.

Plus précisément :

- Investissements limités dans des sociétés impliquées dans des activités controversées. Au cours de la période considérée, le Compartiment n'a pas investi dans des émetteurs réalisant un certain pourcentage de leur revenu sur des activités en lien avec :
 - le développement, la production, l'entretien ou le commerce d'armes controversées (0 %) ;
 - la fourniture d'armes controversées (0 %) ;
 - Armes légères et contrats militaires (> 5 %) ;

- la production de tabac ($\geq 5\%$) et la vente au détail ($> 10\%$) ;
- la production de sables bitumineux et de pipelines controversés ($> 10\%$) ;
- l'extraction de charbon thermique ($> 5\%$) ;
- divertissement pour adultes ($> 5\%$ pour la production et $> 10\%$ pour la distribution) ;
- fourrure et cuirs spéciaux ($> 5\%$ pour la production et $> 10\%$ pour la distribution) ;
- exploitation de jeux de hasard ($> 5\%$) et produits et services de support (50 %) ;
- énergie nucléaire (0 %, lorsque l'émetteur construit des installations supplémentaires de production d'énergie nucléaire) ;
- extraction de pétrole et de gaz de schiste et forage en Arctique (combiné $\leq 10\%$).

Le respect de ces exclusions faisait l'objet d'une vérification quotidienne dans le système de gestion de portefeuille Aladdin. Au sein de la Société de gestion, le service de gestion des risques est responsable de ces contrôles quotidiens sur les restrictions d'investissement. Nous nous appuyons sur des informations externes provenant de fournisseurs de données ESG pour évaluer si les sociétés exercent ou non les activités susmentionnées.

La satisfaction de cette caractéristique a été mesurée à l'aide de l'indicateur « Exclusion des investissements dans des émetteurs impliqués dans des activités controversées ».

2. Pays exclus.

Au cours de la période considérée, aucun investissement n'a été réalisé dans les pays auxquels le Conseil de sécurité des Nations unies impose un embargo sur les armes. De même, nous n'investissons pas dans des pays figurant dans la liste du Groupe d'Action Financière, qui font l'objet d'un « Appel à l'action ».

La satisfaction de cette caractéristique a été mesurée à l'aide de l'indicateur « Exclusion des investissements dans les pays soumis à un embargo sur les armes imposé par le Conseil de sécurité des Nations unies et dans les pays figurant sur la liste du Groupe d'Action Financière qui font l'objet d'un "Appel à l'action" ».

3. Prise en compte des facteurs ESG de chaque émetteur dans le processus de prise de décision d'investissement.

Le Compartiment a satisfait à cette caractéristique en appliquant une approche propriétaire en matière d'intégration ESG. Le Compartiment s'est assuré, au cours de la période considérée, d'avoir une meilleure note ESG moyenne pondérée que l'indice de référence du Compartiment. Le Compartiment intègre les informations sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance pour ses investissements en appliquant une approche propriétaire en matière d'intégration ESG. L'intégration ESG consiste à incorporer l'analyse ESG dans la prise de décision d'investissement, en tenant compte non seulement des facteurs financiers, mais aussi des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance de l'émetteur.

La performance de cette caractéristique a été mesurée à l'aide de l'indicateur suivant : « Note ESG moyenne pondérée par rapport à l'indice de référence ».

4. Application des principes de bonne gouvernance d'entreprise, respect des droits de l'homme et du droit du travail, protection de l'environnement et prévention de la corruption et des actes de corruption.

Le Compartiment a satisfait à cette caractéristique en évaluant la mesure dans laquelle les sociétés bénéficiaires des investissements respectaient la législation applicable et les normes reconnues à l'échelle internationale : les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et le Pacte mondial des Nations unies.

Ce résultat a été obtenu grâce à une approche propriétaire qui visait à identifier, examiner, évaluer et surveiller les sociétés signalées par des fournisseurs de données externes comme étant en violation des normes internationales précitées, ou comme n'étant pas alignées sur ces normes, ainsi que les sociétés dont les notes en matière de controverses étaient élevées (notamment sur des controverses importantes en matière de gouvernance ou des controverses graves en matière de droit du travail et de conformité fiscale).

Après examen de ces données externes, les sociétés dont la Société de gestion estimait qu'elles avaient commis une violation grave et continue et/ou qu'elles ne respectaient pas les pratiques de bonne gouvernance, avec des mesures correctives insuffisantes, ont été exclues du Compartiment.

La satisfaction de cette caractéristique a été mesurée à l'aide de l'indicateur « Limitation des investissements dans des sociétés en violation majeure de normes reconnues à l'échelle internationale, par exemple : les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et le Pacte mondial des Nations unies ».

5. Filtrage en fonction de l'intensité de carbone

Le Compartiment a appliqué un filtrage en fonction de l'intensité de carbone des sociétés bénéficiaires des investissements. Conformément à l'ambition du Compartiment, l'intensité de carbone du Compartiment était meilleure que l'intensité en carbone de l'Indice de référence.

La performance de cette caractéristique a été mesurée à l'aide de l'indicateur suivant : « Note moyenne pondérée de l'intensité de carbone - ISS, Scope 1 + 2 + 3 ».

6. Allocation partielle aux investissements durables

Le Compartiment a investi partiellement dans des sociétés ou des projets qui contribuaient à un objectif environnemental ou social, sur la base de la contribution du produit ou de la contribution opérationnelle. La réalisation de cette caractéristique a été mesurée à l'aide de l'indicateur « Pourcentage d'investissements durables ».

● **Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité ?**

| Indicateur | Portefeuille | Indice de référence |
|--|--|----------------------------|
| Notation ESG moyenne pondérée par rapport à l'univers d'investissement - note de risque Sustainalytics | 17,27 | 19,81 |
| Note moyenne pondérée de l'intensité de carbone par rapport à l'univers d'investissement - ISS niveau 1 + 2 + 3 | 231,87 | 548,72 |
| Nombre d'émetteurs contre lesquels des embargos sur les armes ont été décrétés par le Conseil de sécurité des Nations unies et qui font l'objet d'un Appel à l'action du Groupe d'Action Financière | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs exclus de l'univers de l'investissement selon la liste d'exclusion | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs impliqués dans des violations majeures de normes reconnues à l'échelle internationale, par exemple : les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et le Pacte mondial des Nations unies | Ces investissements ont été évités conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Pourcentage d'investissements durables | 51,01 % | Non applicable |

● ... et par rapport aux périodes précédentes ?

| Indicateur | Période de référence | | Période de référence précédente | |
|--|--|---------------------|---|---------------------|
| | Portefeuille | Indice de référence | Portefeuille | Indice de référence |
| Note moyenne pondérée de l'intensité de carbone - ISS niveau 1 + 2 | Non applicable | Non applicable | 98,11 | 155,68 |
| Notation ESG moyenne pondérée par rapport à l'univers d'investissement - note de risque Sustainalytics | 17,27 | 19,81 | 17,17 | 19,82 |
| Note moyenne pondérée de l'intensité de carbone par rapport à l'univers d'investissement - ISS niveau 1 + 2 + 3 | 231,87 | 548,72 | Non applicable | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs contre lesquels des embargos sur les armes ont été décrétés par le Conseil de sécurité des Nations unies et qui font l'objet d'un Appel à l'action du Groupe d'Action Financière | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs exclus de l'univers de l'investissement selon la liste d'exclusion | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable | Ces investissements ont été exclus conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs impliqués dans des violations majeures de normes reconnues à l'échelle internationale, par exemple : les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et le Pacte mondial des Nations unies | Ces investissements ont été évités conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable | Ces investissements ont été évités conformément à la description fournie à la question précédente. | Non applicable |
| Pourcentage d'investissements durables | 51,01 % | Non applicable | Non applicable | Non applicable |
| Nombre d'émetteurs avec lesquels des activités d'engagements ont eu lieu en conséquence de l'engagement concernant les controverses | Non applicable | Non applicable | En raison de la structure du Fonds, il n'a pas été possible de présenter un rapport sur cet indicateur. | Non applicable |

Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué ?

Les investissements sont définis comme des investissements durables sur la base du cadre d'investissement durable des sociétés de gestion. Dans ce cadre, un investissement peut contribuer à un objectif environnemental ou social par le biais de la contribution d'un produit ou d'une contribution opérationnelle.

Pour la contribution d'un produit, nous avons examiné :

- i. la part du revenu d'une société qui se concentre sur une catégorie d'impact environnemental et/ou social durable ;
- ii. l'alignement des produits d'une société avec un objectif de développement durable (ODD) environnemental et/ou sociétal ;
- iii. la meilleure note d'une société par rapport aux thèmes des opportunités environnementales et/ou sociales définis par un fournisseur de données tiers.

Une contribution opérationnelle est abordée selon le thème, en examinant la promotion de la transition climatique (environnement) au sein du cadre opérationnel d'une société, la croissance inclusive au sein du cadre opérationnel d'une société, l'alignement opérationnel avec un ODD environnemental ou social et l'application d'une note environnementale et sociale propre, qui soit la meilleure de sa catégorie.

Les principales incidences négatives

correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme, à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

- ***Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a notamment réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?***

Les investissements qui ont contribué à un objectif environnemental ou social conformément au cadre d'investissement durable des sociétés de gestion devaient également répondre au critère consistant à « ne pas causer de préjudice important » du cadre d'investissement durable de la société de gestion. Les investissements ne remplissant pas ce critère n'ont pas été considérés comme des investissements durables. Ce critère portait sur deux aspects. Tout d'abord, chacun des indicateurs des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité avait son propre seuil quantitatif ou qualitatif. Le seuil était différent selon l'indicateur des principales incidences négatives examiné. En outre, toutes les sociétés impliquées dans des controverses très graves ont été considérées comme causant un préjudice important et, par conséquent, exclues des investissements considérés comme des investissements durables.

Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?

Comme indiqué ci-dessus, les indicateurs des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ont également été évalués dans le cadre de l'évaluation du critère consistant à « ne pas causer de préjudice important ». Il s'agit d'indicateurs qui figurent dans le tableau 1 de l'annexe I des Normes techniques de réglementation du Règlement SFDR, telles qu'appliquées selon le cas pendant la période de référence. Ce sont les indicateurs des principales incidences négatives (PIN). Pour chaque indicateur (il y en a 14 pour les entreprises), un seuil a été fixé afin de déterminer si d'autres objectifs de durabilité étaient gravement compromis. Ces seuils sont définis sur une base relative ou absolue, en fonction de l'indicateur. Lorsqu'aucune donnée n'était disponible pour un indicateur en particulier, une mesure de remplacement appropriée a été déterminée. Si aucune donnée (représentative) n'est disponible sur l'indicateur ou sur la mesure de remplacement, l'investissement n'est généralement pas considéré comme un investissement durable.

Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ? Description détaillée :

Oui. Le Compartiment s'est appuyé sur une approche propriétaire pour identifier et évaluer les contrevenants aux normes mondiales et les emprunteurs/émetteurs susceptibles d'avoir de mauvaises pratiques de gouvernance, en particulier en ce qui concerne les structures de gestion saines, les relations avec les employés, la rémunération du personnel et la conformité fiscale. Cette approche propriétaire cherchait à identifier, examiner, évaluer et surveiller les

sociétés signalées par des fournisseurs de données externes comme étant en violation des principes du Pacte mondial des Nations unies (PMNU), des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ou comme n'étant pas alignées sur ces principes, ainsi que les sociétés dont les notes en matière de controverses étaient élevées (notamment sur des controverses importantes en matière de gouvernance ou des controverses graves en matière de droit du travail et de conformité fiscale). Après examen de ces données externes, les sociétés dont la Société de gestion estimait qu'elles avaient commis une violation grave et continue et/ou qu'elles ne respectaient pas les pratiques de bonne gouvernance, avec des mesures correctives insuffisantes, ont été exclues des investissements considérés comme des investissements durables.

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE et s'accompagne de critères propres à l'UE.

Ce principe s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tout autre investissement durable ne doit pas non plus causer de préjudice important aux objectifs environnementaux ou sociaux.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

Au cours de la période considérée, des éléments relatifs aux principales incidences négatives (PIN) ont été pris en compte dans le cadre du processus d'investissement du Compartiment. Cela s'est fait principalement via les critères de restrictions et la gérance. Au cours de ce processus, les indicateurs des PIN suivants ont été pris en compte :

- Principale incidence négative 3 : intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements (via la construction de portefeuilles) ;
- Principale incidence négative 4 : exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles (via les critères de restriction, l'engagement et l'exercice du droit de vote) ;
- Principale incidence négative 7 : activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité (via l'engagement) ;
- Principale incidence négative 10 : violations des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (via les critères de restriction, l'exercice du droit de vote et l'engagement) ;
- Principale incidence négative 11 : absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (via l'engagement) ;
- Principale incidence négative 13 : mixité au sein des organes de gouvernance (via l'exercice du droit de vote et l'engagement) ;
- Principale incidence négative 14 : exposition aux armes controversées (via les critères de restriction)
- Principale incidence négative 16 : pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (via les critères de restriction).



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier ?

La liste comprend les investissements constituant la **majeure partie des investissements** du produit financier au cours de la période de référence, à savoir : 30/09/2023

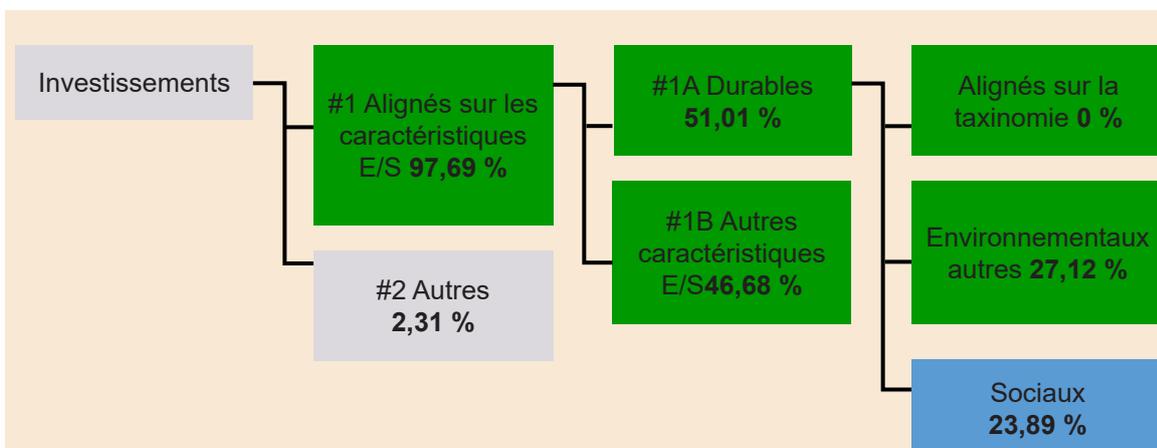
| Investissements les plus importants | Secteur | % d'actifs | Pays |
|-------------------------------------|---|------------|-------------|
| NESTLE SA | SECTEUR MANUFACTURIER | 3,07 | Suisse |
| ROCHE HOLDING PAR AG | SECTEUR MANUFACTURIER | 2,1 | Suisse |
| SAP | INFORMATION ET COMMUNICATION | 1,9 | Allemagne |
| ALLIANZ | ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET ASSURANTIELLES | 1,82 | Allemagne |
| NOVO NORDISK CLASS B | SECTEUR MANUFACTURIER | 1,53 | Danemark |
| RELX PLC | INFORMATION ET COMMUNICATION | 1,52 | Royaume-Uni |
| INTESA SANPAOLO | ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET ASSURANTIELLES | 1,51 | Italie |
| ASML HOLDING NV | SECTEUR MANUFACTURIER | 1,18 | Pays-Bas |
| ZURICH INSURANCE GROUP AG | ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET ASSURANTIELLES | 1,18 | Suisse |
| LOREAL SA | SECTEUR MANUFACTURIER | 1,07 | France |
| ASTRAZENECA PLC | SECTEUR MANUFACTURIER | 1 | Royaume-Uni |
| COMPAGNIE DE SAINT GOBAIN SA | COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL ; RÉPARATION DE VÉHICULES MOTORISÉS ET DE MOTOS | 0,91 | France |
| ASSA ABLOY CLASS B | ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN | 0,9 | Suède |
| SCHNEIDER ELECTRIC | SECTEUR MANUFACTURIER | 0,88 | France |
| UNILEVER PLC | SECTEUR MANUFACTURIER | 0,87 | Royaume-Uni |



Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité ?

- **Quelle était l'allocation des actifs ?**

L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.



La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables

La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** comprend :

- La sous-catégorie **#1A Durables** couvrant les investissements durables sur le plan environnemental et social.
- La sous-catégorie **#1B Autres caractéristiques E/S** couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

- **Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?**

| Secteur | % d'actifs |
|--|-------------------|
| ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET ASSURANTIELLES - activités de services financiers, à l'exception des assurances et du financement des retraites | 22,18 |
| ADMINISTRATION PUBLIQUE ET DÉFENSE ; SÉCURITÉ SOCIALE OBLIGATOIRE - administration de l'État, politique économique et sociale | 15,06 |
| FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET DE CLIMATISATION - production, transmission et distribution d'électricité | 6,99 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits pharmaceutiques de base et de préparations pharmaceutiques | 6,15 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - production de boissons | 5,25 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de substances et produits chimiques | 5,08 |
| ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET ASSURANTIELLES - assurance, réassurance et financement des retraites, à l'exception de la sécurité sociale obligatoire | 4,62 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - activités de publication | 4,01 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - Télécommunications | 2,72 |
| Autres | 2,51 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de machines et d'équipements n.c.a. | 2,2 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - autres productions | 2,14 |
| ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET ASSURANTIELLES - activités auxiliaires des activités de services financiers et activités d'assurance | 2,05 |
| COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL ; RÉPARATION DE VÉHICULES MOTORISÉS ET DE MOTOS - commerce de détail, à l'exception des véhicules motorisés et des motos | 1,89 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques | 1,42 |
| CONSTRUCTION - génie civil | 1,29 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication d'équipements électriques | 1,11 |
| TRANSPORT ET STOCKAGE - activités d'entreposage et d'assistance aux transports | 1,07 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - programmation informatique, conseil et activités connexes | 0,99 |
| COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL ; RÉPARATION DE VÉHICULES MOTORISÉS ET DE MOTOS - commerce de gros, à l'exception des véhicules motorisés et des motos | 0,99 |

| | |
|---|------|
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication des articles d'habillement | 0,97 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de papier et de produits en papier | 0,87 |
| TRANSPORT ET STOCKAGE - transport terrestre et transport par pipelines | 0,85 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de véhicules motorisés, de remorques et de semi-remorques | 0,85 |
| HÉBERGEMENT ET SERVICES DE RESTAURATION - activités de services liés aux aliments et aux boissons | 0,84 |
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - activités de sécurité et d'enquêtes | 0,84 |
| TRANSPORT ET STOCKAGE - activités postales et de livraison par coursier | 0,82 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - activités des services d'information | 0,69 |
| ACTIVITÉS D'ORGANISATIONS ET D'ORGANISMES EXTRATERRITORIAUX - | 0,63 |
| ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES - location et exploitation de biens immobiliers propres ou loués | 0,54 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION - production de films, de vidéos et d'émissions de télévision, enregistrements sonores et | 0,46 |
| ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES - recherche et développement scientifiques | 0,45 |
| FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET DE CLIMATISATION - fabricant de gaz ; distribution de carburants gazeux via les principaux | 0,44 |
| ACTIVITÉS MINIÈRES ET EXTRACTIVES - exploitation minière de minerais métalliques | 0,32 |
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - activités de location et de leasing | 0,24 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de cuir et de produits connexes | 0,16 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de métaux de base | 0,11 |
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN - services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager | 0,07 |
| ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES - autres | 0,05 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication de produits alimentaires | 0,05 |
| SECTEUR MANUFACTURIER - fabrication d'autres équipements de transport | 0,03 |

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage :

- du **chiffre d'affaires** reflétant la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements ;
- des **dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi, pour une transition vers une économie verte par exemple ;
- des **dépenses d'exploitation** (OpEx) reflétant les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE ?

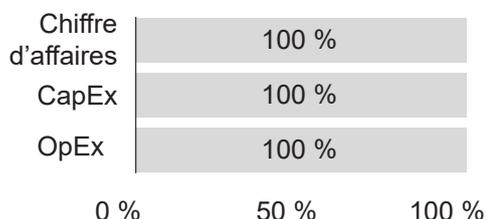
Au cours de la période considérée, les données déclarées relatives à l'alignement sur la taxinomie n'étaient pas disponibles pour la Société de gestion. Nous continuons d'évaluer de manière continue les fournisseurs de données tiers et les solutions internes pour relever les défis liés aux données.

- **Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxinomie de l'UE⁽¹⁾ ?**

- Oui
- Dans le gaz fossile Dans l'énergie nucléaire
- Non

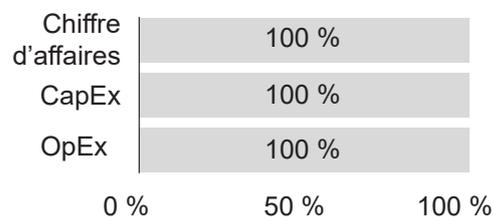
Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements qui étaient alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.

1. Alignement des investissements sur la taxinomie, dont obligations souveraines*



- Alignés sur la taxinomie : gaz fossile
- Alignés sur la taxinomie : nucléaire
- Alignés sur la taxinomie (hors gaz et nucléaire)
- Non alignés sur la taxinomie

2. Alignement des investissements sur la taxinomie, hors obligations souveraines*



- Alignés sur la taxinomie : gaz fossile
- Alignés sur la taxinomie : nucléaire
- Alignés sur la taxinomie (hors gaz et nucléaire)
- Non alignés sur la taxinomie

Ce graphique représente 77,02 % des investissements totaux.

* Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines

Pour être conformes à la taxinomie de l'UE, les critères applicables au **gaz fossile** comprennent des limitations des émissions et le passage à l'électricité d'origine renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici à la fin de 2035. En ce qui concerne l'**énergie nucléaire**, les critères comprennent des règles complètes en matière de sûreté nucléaire et de gestion des déchets.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.

¹ Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxinomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxinomie de l'UE – voir la note explicative dans la marge de gauche. L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

- **Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes ?**

0 %

- **Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes ?**

Non applicable.



- **Quelle était la proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxinomie de l'UE ?**

27,12 %



- **Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social ?**

23,89 %



- **Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie « #2 Autres », quelle était leur finalité et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquaient-elles à eux ?**

Les investissements inclus dans la catégorie « Autres » étaient des liquidités utilisées à des fins de liquidité, des instruments dérivés à des fins de gestion efficace de portefeuille/ d'investissement, ainsi que des investissements dans des OPCVM et des OPC nécessaires pour atteindre l'objectif d'investissement du Compartiment. Ces investissements n'étaient soumis à aucune garantie environnementale ou sociale minimale.

- **Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?**

Le Compartiment a promu des caractéristiques environnementales et sociales au cours de la période considérée à l'aide des mesures suivantes :

1. Investissements limités dans des émetteurs impliqués dans des activités controversées ;
2. Pays exclus ;
3. Prise en considération des facteurs ESG de chaque émetteur dans le processus décisionnel en matière d'investissement ;
4. Application des principes de bonne gouvernance, respect des droits de l'homme et du droit du travail, protection de l'environnement et prévention de la corruption et des actes de corruption ;
5. Filtrage en fonction de l'intensité de carbone ;
6. Allocation d'une partie de ses investissements à des investissements durables ;
7. Priorité donnée à l'inclusion sur l'exclusion à travers l'engagement.

- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?**

Non applicable. Ce Compartiment était géré activement et n'avait donc pas d'indice spécifique désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier était aligné avec les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promouvait.

- **En quoi l'indice de référence diffère-t-il d'un indice de marché large ?**

Non applicable. Ce Compartiment était géré activement et n'avait donc pas d'indice spécifique désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier était aligné avec les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promouvait.



Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui **ne tiennent pas compte des critères** en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au titre du règlement (UE) 2020/852.



Les indices de référence sont des indices permettant de mesurer si les produits financiers atteignent les caractéristiques environnementales ou sociales qu'ils promeuvent.

- **Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues ?**

Non applicable. Ce Compartiment était géré activement et n'avait donc pas d'indice spécifique désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier était aligné avec les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promouvait.

- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?**

Non applicable. Ce Compartiment était géré activement et n'avait donc pas d'indice spécifique désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier était aligné avec les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promouvait.

- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large ?**

Non applicable. Ce Compartiment était géré activement et n'avait donc pas d'indice spécifique désigné comme indice de référence pour déterminer si ce produit financier était aligné avec les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promouvait.

Clause de non-responsabilité

La responsabilité de Goldman Sachs Asset Management B.V., Goldman Sachs Asset Management Holdings B.V. ou toute autre société au sein de The Goldman Sachs Group Inc. ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou incohérentes avec les parties pertinentes du prospectus du fonds ou avec le contrat de gestion d'investissement du mandat. Ce document est exact au 30/09/2023.

Code de conduite de l'ALFI

Il est confirmé aux termes des présentes que Goldman Sachs Funds V adhère et respecte les principes du « Code de conduite des fonds d'investissement luxembourgeois » de l'ALFI.

Rapport sur la rémunération 2022 – Goldman Sachs Asset Management B.V. (Société de gestion)

En ce qui concerne la gouvernance de la rémunération, GSAM a utilisé la gouvernance de la rémunération existante pour la première partie de l'année 2022 avant d'effectuer la transition vers la gouvernance Goldman Sachs (GS) pour 2022-2023.

Jusqu'au 10 avril 2022, GSAM faisait partie du Groupe NN et appliquait en conséquence le Cadre de rémunération du Groupe NN (le « Cadre »). Ce Cadre était également applicable pendant le reste de l'année 2022, et GSAM a continué à suivre le Cadre jusqu'à son intégration complète dans GS dans le cadre de l'Accord de services transitoires en cours. Le Cadre est une politique de rémunération globale applicable à l'ensemble du personnel travaillant dans la totalité des pays et des unités opérationnelles. Il permet d'intégrer les dispositions législatives et réglementaires pertinentes en matière de rémunération et de gestion des performances, le cas échéant, dans l'ensemble de la société. L'objectif est d'appliquer une politique de rémunération claire et transparente afin d'attirer et de fidéliser des dirigeants experts, des cadres supérieurs et d'autres employés hautement qualifiés. La politique de rémunération est également conçue pour aider les employés à faire preuve d'intégrité et à trouver le juste équilibre entre les intérêts de nos parties prenantes, y compris l'avenir de nos clients et de la société.

La rémunération peut être constituée d'une part fixe et d'une part variable. La plupart des employés qui sont admissibles à une rémunération variable pourront y prétendre s'ils atteignent un certain nombre d'objectifs qualitatifs et quantitatifs. Ces objectifs sont fixés au début de l'année de performance. Les objectifs qualitatifs peuvent comprendre des objectifs liés à l'environnement, à la société, à la gouvernance et au personnel. Pour certains employés, les objectifs quantitatifs passent par la réalisation des objectifs d'investissement des fonds de GSAM. En outre, les rendements obtenus sont comparés à ceux de fonds comparables chez nos concurrents (« classement par rapport aux pairs »). Pour d'autres employés admissibles à une rémunération variable, celle-ci ne dépend pas directement des rendements obtenus par le fonds. Dans leur cas, nous procédons à l'évaluation du résultat d'un portefeuille représentatif d'actions de fonds GSAM, d'obligations et de fonds multi-actifs.

Des objectifs de performance financière et extra-financière clairs sont fixés et évalués, lesquels sont alignés sur la stratégie globale de l'entreprise, tant à court terme qu'à long terme, afin de s'assurer que la rémunération est correctement liée aux performances individuelles, collectives et de l'entreprise. Dans le cas particulier des gestionnaires de portefeuille de GSAM, la performance est directement liée à la performance relative sur un, trois et cinq ans des fonds gérés par GSAM, s'alignant de fait sur les intérêts de nos clients. Par ailleurs, la politique de rémunération met l'accent sur les intérêts à long terme de la société et sur ceux de ses clients et de ses différentes parties prenantes en s'assurant que la gestion des risques est rigoureuse et que le personnel n'est pas encouragé, par le biais de la rémunération, à prendre des risques excessifs.

En plus de la rémunération variable payable en numéraire, GSAM attribue une rémunération différée sous la forme de Fonds gérés par GSAM afin de créer un alignement supplémentaire entre les intérêts des employés et ceux de nos clients. Cette rémunération est versée dans le cadre du Plan d'investissement Phantom pour les employés de GSAM B.V., adopté le 21 décembre 2022. Dans le cadre de l'acquisition/la reprise par GS, des actions ou des unités d'actions assujetties à des restrictions de Goldman Sachs (RSU de GS) seront désormais attribuées dans le cadre du Plan d'intéressement en actions modifié et reformulé de Goldman Sachs (Goldman Sachs Amended and Restated Stock Incentive Plan)¹. GSAM a mis en place une politique de rémunération différée pour l'ensemble du personnel. La pratique générale pour le personnel employé par GSAM qui dépasse les seuils de rémunération différée et qui n'est pas considéré comme du Personnel identifié consiste à verser 50 % de la rémunération variable différée dans les Fonds gérés par GSAM, et les 50 % restants de la rémunération variable différée dans les RSU. GSAM/GS applique une retenue (sous la forme de malus) et une récupération conformément aux Dispositions relatives à la confiscation et à la récupération, établissant ainsi un horizon à plus long terme qui garantit que la rémunération variable reste « à risque » en raison d'éventuels problèmes ou comportements du personnel invisibles (ou imprévisibles) au moment de l'attribution de la rémunération variable.

Les prescriptions légales européennes et nationales, entre autres, notamment la Loi néerlandaise sur la supervision financière (Wet op het financieel toezicht, Wft), la directive sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (directive AIFM) et/ou la directive sur les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), ont été incorporées lors de la préparation de la politique de rémunération du personnel qui exerce ses activités pour les fonds conformément à ces réglementations et/ou Goldman Sachs Asset Management B.V. (la Société de gestion).

¹ Les documents mentionnés dans le présent rapport sont soumis à leurs propres règles de propriété individuelle et à l'approbation du Comité de rémunération du Conseil d'administration de GS et l'approbation de ce document ne donne pas l'autorisation de modifier les documents mentionnés.

GSAM gère un Comité de rémunération chargé (entre autres) d'établir, de surveiller et d'examiner les politiques de rémunération, les plans et les dépenses globales de rémunération de GSAM. Le Comité de rémunération de GSAM (anciennement, Comité de rémunération de NN IP) est composé du CEO de GSAM, du Directeur des ressources humaines de GSAM, du Directeur de la gestion des risques de GSAM, du Directeur de la conformité de GSAM et du Responsable de la rémunération de GSAM.

GSAM sélectionne le Personnel identifié (c.-à-d. les membres du personnel dont les activités professionnelles ont un impact significatif sur le profil de risque de GSAM) sur la base des directives AIFM et OPCVM (personnel dont les activités professionnelles ont un impact significatif sur les fonds d'investissement alternatif (FIA) autorisés aux Pays-Bas et/ou sur les OPCVM et/ou personnel de GSAM basé à La Haye) et sur la base des Normes techniques de réglementation relatives au Personnel identifié en vertu de la directive sur les entreprises d'investissement (IFD).

Le Personnel identifié en vertu des directives AIFM et OPCVM est sélectionné conformément aux Orientations 2013/232 et 2016/575 de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) et aux Normes techniques de réglementation relatives au Personnel identifié en vertu de la directive IFD. La méthodologie de sélection appliquée ainsi que les critères de sélection ont été approuvés par le Comité de rémunération de GSAM.

Les principes de gestion de la performance appliqués au Personnel identifié garantissent que l'accent est mis sur la performance financière et extra-financière ainsi que sur le comportement en termes de leadership. De plus, la stratégie de l'entreprise (objectifs à court et à long terme), les intérêts des clients, ainsi que les valeurs de l'entreprise sont renforcés. Les principes créent également un alignement avec le profil de risque du FIA et de l'OPCVM. Le Personnel identifié exerçant des fonctions de contrôle a au maximum 15 % d'objectifs de performance financiers

(par exemple, responsabilité du budget du service) et au minimum 85 % d'objectifs de performance non financiers. Les fonctions de contrôle n'auront que des objectifs de performance financiers qui ne sont pas liés à la performance de l'unité opérationnelle qu'elles contrôlent. Le Personnel identifié n'exerçant pas de fonctions de contrôle a au maximum 50 % d'objectifs de performance financiers et au minimum 50 % d'objectifs de performance non financiers.

GSAM favorise une gestion des risques robuste et efficace. Cela comprend la gestion des risques en matière de durabilité (tels que les questions liées à l'environnement, à la société, à la gouvernance et au personnel). Cette approche favorise une prise de risque équilibrée et la création de valeur à long terme. Cela sera soutenu, entre autres, par les processus liés à la détermination des objectifs de performance pouvant être liés à la rémunération variable. Les objectifs de performance qui ont été ou peuvent être convenus diffèrent selon les services et les postes. Il n'existe pas de critère spécifique lié aux objectifs de durabilité et sur la base duquel la rémunération (variable) est versée s'appliquant à l'ensemble des collaborateurs GSAM. Cependant, au cours du processus de définition des objectifs de performance, nous fournissons des directives présentant différents exemples d'objectifs qualitatifs liés à la durabilité qui peuvent être utilisés. Des objectifs spécifiques peuvent s'appliquer aux professionnels de l'investissement dans le but de contribuer à l'investissement responsable. Les objectifs de performance sont soumis à des normes minimales formulées au sein de la société, telles que des limitations sur les objectifs financiers.

Les périodes de report s'appliquant à la rémunération variable du Personnel identifié, il est garanti que la rémunération variable est « à risque » pendant toute la période de report. La rémunération variable est liée au risque et à la performance extra-financière et prend en compte la performance de l'entreprise au niveau du groupe, la performance des unités opérationnelles et la performance individuelle. Toute prise de risque non désirée ou tout manquement à la conformité qui n'était pas apparent au moment de l'attribution de la rémunération variable sera pris en compte à chaque acquisition (différée) de la rémunération variable.

La rémunération variable du Personnel identifié est fondée sur la performance et ajustée en fonction des risques. Elle est versée pour partie à l'avance et pour partie de manière différée. La rémunération variable différée est soumise à l'appréciation de la prise de risque non désirée, ainsi qu'à l'appréciation des comportements non conformes au regard des performances passées. Si cela est jugé nécessaire par le Comité de contrôle de la rémunération de GSAM, la rémunération (différée) sera ajustée à la baisse via un malus ou une retenue.

Au moins 40 % de la rémunération variable attribuée au Personnel identifié est différée et, pour le Personnel identifié assumant une fonction de contrôle, un régime plus strict s'applique puisqu'au minimum 50 % sont différés.

Pour tous les membres du Personnel identifié sélectionnés, la rémunération variable comprend les éléments suivants : attribution de parts dans Phantom, attribution de parts de fonds gérés par GS, GS RSU et rémunération initiale en numéraire.

Rémunération en 2022

En 2022, GSAM a attribué un montant total de 100,23 millions d'euros à l'ensemble de ses employés. Ce montant se compose de la rémunération fixe pour 78,33 millions d'euros et de la rémunération variable pour 21,90 millions d'euros. Au 31 décembre 2022, GSAM comptait 712 employés, dont 6 étaient membres du Conseil d'administration. La majorité des employés consacrent leur temps à des activités directement ou indirectement liées à la gestion des fonds. Il n'y a pas de rémunération sous la forme de report d'intérêts.

Sur les montants susmentionnés, la rémunération totale des membres du Conseil d'administration s'élève à 4,37 millions d'euros, dont des rémunérations fixes à hauteur de 2,48 millions d'euros et des rémunérations variables à hauteur de 1,88 million d'euros.

Le tableau ci-dessous présente un résumé de la rémunération versée aux employés de GSAM.

En 2022, la Société de gestion a versé une rémunération supérieure à 1 million d'euros à deux employés.

Informations quantitatives

Le tableau ci-dessous fournit des informations agrégées sur la rémunération de tous les membres du personnel en activité employés au 31 décembre 2022 et exerçant des activités pour Goldman Sachs Asset Management International Holdings B.V. aux Pays-Bas au cours de l'année 2022, et inclut tout le Personnel identifié sélectionné au titre de la directive AIFM et/ou OPCVM.

Une part importante des montants énumérés ci-dessous peut être attribuée à Goldman Sachs Asset Management B.V. (Société de gestion), étant donné que Goldman Sachs Asset Management B.V. est la principale entité opérationnelle détenue par Goldman Sachs Asset Management International Holdings B.V.

S'agissant de la gestion des fonds, une commission de gestion est facturée le cas échéant et conformément au prospectus. Elle est convertie en un pourcentage sur une base journalière (pour les fonds hypothécaires résidentiels néerlandais, cette conversion est effectuée sur une base mensuelle), lequel est calculé sur la base des capitaux propres totaux de la classe d'actions ou de participations à la fin de chaque journée. En outre, les coûts d'exploitation sont facturés aux FIA/OPCVM, conformément au prospectus. Ces coûts ne sont pas directement imputables et sont facturés à la classe d'actions ou de participations au moyen d'une clé d'allocation.

Les coûts relatifs aux classes d'actions ou aux classes de participations assorties d'une commission globale ou de frais divers fixes (appelés « Vaste Overige Kostenvergoeding » ou « VOK ») sont inclus dans la commission globale ou dans les VOK. Pour savoir si une commission globale ou des VOK s'appliquent à une classe d'actions ou de participations donnée, reportez-vous au paragraphe « Structure » du rapport de gestion du rapport annuel.

Les informations relatives à la rémunération fixe et à la rémunération variable ne sont pas gérées au niveau du fonds, c'est pourquoi les coûts indiqués dans le tableau ci-dessous sont déclarés sous la forme d'un total agrégé au niveau de la Société de gestion.

Rémunération fixe et variable cumulée pour l'année de performance 2022

| Montants bruts en millions d'euros | Rémunération fixe et variable octroyée en lien avec l'année de performance 2022 | | |
|---------------------------------------|---|---------------------------|---|
| | Personnel identifié ayant statut de Dirigeants | Autre Personnel identifié | Ensemble du personnel, hors Personnel identifié |
| Nombre d'employés | 6 | 23 | 683 |
| Rémunération fixe (1) | 2 482 | 5 832 | 70 012 |
| Rémunération variable (2) | 1 885 | 3 512 | 16 506 |
| Rémunération fixe et variable cumulée | 4 367 | 9 344 | 86 518 |

Note 1) Rémunération fixe au dernier jour de l'année 2022 pour les heures de travail contractuelles. La Rémunération fixe inclut les indemnités collectives fixes, qui comprennent des éléments tels que les congés payés et les allocations de retraite, à l'exclusion des avantages sociaux.

Note 2) La rémunération variable inclut toutes les attributions conditionnelles et inconditionnelles en lien avec l'année de performance 2022 telles qu'approuvées par les comités concernés et autorisées au 28 octobre 2022. Cela comprend tous les paiements à effectuer dans le cadre du versement de la paie d'ici janvier 2023 et les parts dans Phantom (Fonds de Fonds assorti d'une période de détention d'un an) telles qu'attribuées au Personnel identifié, ainsi que la totalité des GS RSU différées conditionnelles et des attributions de parts dans Phantom. Une référence à tous les Fonds alloués n'est pas disponible.

Rémunération fixe et variable cumulée pour l'année de performance 2021

| Montants bruts en millions d'euros | Rémunération fixe et variable octroyée en lien avec l'année de performance 2021 | | |
|---------------------------------------|---|---------------------------|---|
| | Personnel identifié ayant statut de Dirigeants | Autre Personnel identifié | Ensemble du personnel, hors Personnel identifié |
| Nombre d'employés | 6 | 27 | 674 |
| Rémunération fixe (1) | 2 865 | 6 416 | 67 123 |
| Rémunération variable (2) | 1 750 | 4 334 | 19 298 |
| Rémunération fixe et variable cumulée | 4 615 | 10 750 | 86 421 |

Note 1) Rémunération fixe au dernier jour de l'année 2021 pour les heures de travail contractuelles. La Rémunération fixe inclut les indemnités collectives fixes, qui comprennent des éléments tels que les congés payés et les allocations de retraite, à l'exclusion des avantages sociaux.

Note 2) La rémunération variable inclut toutes les attributions conditionnelles et inconditionnelles en lien avec l'année de performance 2021 telles qu'approuvées par les comités concernés et autorisées au 18 février 2022. Cela comprend tous les paiements à effectuer dans le cadre du versement de la paie d'ici mars/avril 2022, les avances et les Droits à investissements NN IP (fonds de fonds assortis d'une période de détention d'un an) tels qu'attribués au Personnel identifié, ainsi que les actions différées conditionnelles du Groupe NN et les Droits à investissements NN IP. Une référence à tous les Fonds alloués n'est pas disponible.

Informations relatives à la rémunération des tiers

Goldman Sachs Asset Management (GSAM) a (partiellement) externalisé ses activités de gestion de portefeuille à des tiers. Pour chacune de ces parties, un Contrat de gestion de portefeuille (CGP) a été conclu. Le CGP garantit des services efficaces et conformes aux accords convenus avec lesdites tierces parties. Les services offerts par ces tierces parties sur la base du CGP sont évalués annuellement par GSAM.

La transparence que GSAM maintient en ce qui concerne la politique de rémunération appliquée comprend également la transparence concernant la politique de rémunération des tiers qui exercent des activités de gestion de portefeuille pour GSAM. Ce faisant, GSAM est aligné sur les orientations du régulateur européen (AEMF).

GSAM demande annuellement des informations à des tiers afin de pouvoir évaluer les services et des informations sur la politique de rémunération appliquée par le tiers sont incluses dans cette demande. Pour plus d'informations sur les politiques de rémunération de ces tiers, veuillez consulter : <https://www.gsam.com/responsible-investing/en-INT/professional/about/policies-and-governance> – Politique de rémunération – Délégés aux informations de rémunération.

Méthode de calcul de l'exposition globale conformément aux dispositions de la Circulaire 11/512 de la CSSF.

L'approche par les engagements est employée pour contrôler et mesurer l'exposition globale de tous les compartiments.

Taux de rotation du portefeuille

Le Taux de rotation du portefeuille est un indicateur de la pertinence des coûts additionnels encourus par un fonds lors de l'achat et la vente d'investissements conformément à sa politique d'investissement.

Le Taux de rotation du portefeuille est calculé conformément à la méthode décrite ci-dessous :

$$\text{Rotation} = \frac{(\text{Total 1} - \text{Total 2})}{M} \times 100$$

Total 1 = total des opérations sur titres durant la période = X + Y

X = achats

Y = ventes

Total 2 = total des transactions en capital durant la période = S + R

S = souscriptions

R = rachats

M = actifs nets moyens

Le Taux de rotation du portefeuille est exprimé sous la forme d'un pourcentage. Le calcul du Taux de rotation du Portefeuille exclut les transactions effectuées dans Goldman Sachs Funds VI, qui sont liées à la gestion des facilités de trésorerie.

Au 30 septembre 2023, le Taux de rotation du portefeuille est le suivant :

| Compartiments | Taux de rotation du portefeuille (%) |
|---|--------------------------------------|
| Goldman Sachs Patrimonial Aggressive | 33,80 % |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced | 30,87 % |
| Goldman Sachs Patrimonial Defensive | 32,15 % |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable | 72,75 % |

Frais courants

Les frais courants sont calculés pour les douze derniers mois. Les frais courants sont annualisés pour les périodes de moins d'un an.

Au 30 septembre 2023, les frais courants sont les suivants :

| Compartiments | Classes d'actions | Frais courants (%) |
|--------------------------------------|-------------------------------------|--------------------|
| Goldman Sachs Patrimonial Aggressive | Capitalisation I (EUR) | 0,87 |
| Goldman Sachs Patrimonial Aggressive | Capitalisation P (EUR) | 1,49 |
| Goldman Sachs Patrimonial Aggressive | Capitalisation R (EUR) | 0,89 |
| Goldman Sachs Patrimonial Aggressive | Capitalisation X (EUR) | 2,29 |
| Goldman Sachs Patrimonial Aggressive | Capitalisation X couverte (i) (CZK) | 2,31 |
| Goldman Sachs Patrimonial Aggressive | Capitalisation Z (EUR) | 0,25 |
| Goldman Sachs Patrimonial Aggressive | Distribution P (EUR) | 1,49 |
| Goldman Sachs Patrimonial Aggressive | Distribution R (EUR) | 0,89 |
| Goldman Sachs Patrimonial Aggressive | Distribution X (EUR) | 2,29 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced | Capitalisation I (EUR) | 0,86 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced | Capitalisation P (EUR) | 1,47 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced | Capitalisation R (EUR) | 0,87 |

| Compartiments | Classes d'actions | Frais courants (%) |
|---|--------------------------------------|--------------------|
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced | Capitalisation X (EUR) | 2,27 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced | Capitalisation Z (EUR) | 0,35 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced | Distribution P (EUR) | 1,47 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced | Distribution R (EUR) | 0,87 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced | Distribution X (EUR) | 2,27 |
| Goldman Sachs Patrimonial Defensive | Capitalisation I (EUR) | 0,85 |
| Goldman Sachs Patrimonial Defensive | Capitalisation P (EUR) | 1,46 |
| Goldman Sachs Patrimonial Defensive | Capitalisation P couverte (i) (CZK) | 1,48 |
| Goldman Sachs Patrimonial Defensive | Capitalisation R (EUR) | 0,86 |
| Goldman Sachs Patrimonial Defensive | Capitalisation X (EUR) | 2,26 |
| Goldman Sachs Patrimonial Defensive | Capitalisation Z (EUR) | 0,32 |
| Goldman Sachs Patrimonial Defensive | Distribution P (EUR) | 1,46 |
| Goldman Sachs Patrimonial Defensive | Distribution R (EUR) | 0,86 |
| Goldman Sachs Patrimonial Defensive | Distribution X (EUR) | 2,26 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable | Capitalisation I (EUR) | 0,81 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable | Capitalisation N (EUR) | 0,75 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable | Capitalisation P (EUR) | 1,44 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable | Capitalisation P couverte (ii) (EUR) | 1,47 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable | Capitalisation R couverte (ii) (EUR) | 0,85 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable | Capitalisation X couverte (i) (CZK) | 2,27 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable | Capitalisation X couverte (ii) (EUR) | 2,27 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable | Distribution P (EUR) | 1,45 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable | Distribution P couverte (ii) (EUR) | 1,47 |
| Goldman Sachs Patrimonial Balanced Europe Sustainable | Distribution R couverte (ii) (EUR) | 0,87 |

Informations aux actionnaires

En vertu de la loi-programme belge du 22 décembre 2003 entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2004, une taxe de 0,06 % par an a été appliquée à l'ensemble des fonds provenant de Belgique placés dans la Société au 31 décembre de l'année précédente. Ce taux a été porté à 0,07 % par an à partir de 2005, puis à 0,08 % par an à partir de 2007, à 0,0965 % à partir de 2013 et a été ramené à 0,0925 % depuis 2014.

La Société a déposé une plainte à l'encontre de l'État belge auprès de la Commission européenne en vue de faire reconnaître le caractère contraire de cette taxe au droit communautaire. Cette plainte a été rejetée par la Commission européenne. Faisant suite à une autre plainte introduite par la Société devant les tribunaux belges, le Tribunal de Première Instance de Bruxelles a rendu un jugement positif condamnant l'État belge à rembourser les montants indûment payés. L'État belge a cependant fait appel de cette décision. Le 29 novembre 2018, la Cour d'appel de Bruxelles a rendu sa décision. La décision de la Cour a confirmé l'arrêt du Tribunal de première instance de Bruxelles qui avait condamné l'État belge à rembourser l'impôt annuel belge prélevé sur le fonds luxembourgeois. L'État belge a interjeté appel devant la Cour de cassation belge. Le 13 avril 2022, la décision de la Cour de cassation belge a été rendue publique : la Cour de cassation a annulé le jugement positif de la Cour d'appel de Bruxelles, refusant ainsi le remboursement aux requérants. La Cour d'appel de Liège doit désormais rendre une décision définitive qui est actuellement en instance. En notre qualité de GFIA du Fonds, nous avons fourni des arguments supplémentaires à la Cour d'appel.